



Inspiring!

LA CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE A L'EDUCATION A LA CITOYENNETE

(traduction de la publication originale en anglais)





Equipe de rédaction

Rédacteur en chef : Allan Päll

Auteure : Laura Lopez-Bech

Rédacteurs : John Lisney, Manuel Gil

Graphic Design: Mardi

Avec la collaboration de John Lisney, Conor O'Neill et Lucille Rieux du Forum européen de la Jeunesse, les membres du conseil de rédaction, et les organisations membres du Forum Jeunesse qui ont contribué à l'enquête.

- Remerciements

Nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont participé à la conceptualisation, à la révision et à la provision d'informations et ressources utiles pour le développement de cette publication.

Aux membres du conseil de rédaction pour leurs précieux commentaires pendant tout le processus.

- **Prof. Martyn Barrett**, FAcSS, Professeur émérite à l'Ecole de Psychologie, Université de Surrey
- **Prof. Bryony Hoskins**, Université de Roehampton
- **Prof. Tomaž Deželan**, Université de Ljubljana et Chercheur pour l'étude du Forum européen de la Jeunesse « Young People and Democratic Life »
- **Prof. Alicia Cabezudo**, Université nationale de Rosario, Argentine
- **Prof. Felisa Tibbitts**, Teachers College, Université de Columbia
- **Mara Georgescu/Rui Gomes**, Département Jeunesse, Conseil de l'Europe
- **Yulia Pererva**, Division politique Education - Direction citoyenneté démocratique et participation, DGII Démocratie, Conseil de l'Europe
- **Miguel Silva**, Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe

Aux collègues du Forum européen de la jeunesse qui ont contribué à des chapitres spécifiques : **Lucille Rieux**, pour la compilation des pratiques de coopération entre les organisations de jeunesse et les écoles dans le chapitre 3; **John Lisney** et **Conor O'Neil** pour le chapitre 1.2 sur la dimension européenne de la citoyenneté.

Aux membres du Forum européen de la Jeunesse qui ont répondu à l'enquête et contribué à la réunion de réflexion sur la publication en février 2016 et qui ont fourni des commentaires sur le projet d'enquête:

- L'Alliance nationale des Organisations d'Etudiants en Roumanie (ANOSR)
- ATD Quart Monde
- Association arménienne nationale des Etudiants (ANSA)
- ACTIVE - Sobriété, Amitié et Paix
- Forum des Etudiants européens (AEGEE Europe)
- Bayerischer Jugendring (Conseil bavarois de la Jeunesse - BJR)
- Comité pour les Relations Nationales et Internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire (CNAJEP)
- Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA Belgique)
- Conseil tchèque des Enfants et des Jeunes (CRDM)
- Conseil de la Jeunesse francophone de Belgique
- Don Bosco Youth-Net ivzw (DBYN)
- Union des Etudiants européens (ESU)
- Fédération européenne pour l'Apprentissage interculturel (EFIL)
- Fédération internationale des Mouvements de Jeunesse Catholiques d'action paroissiale (FIMCAP)
- Fédération internationale pour les Echanges Educatifs d'Enfants et d'Adolescents (FICEMEA)
- Mouvement international des Faucons - Education socialiste International (IFM-SEI)
- Conseil national de la Jeunesse de Slovénie (MSS)
- Bureau d'Organisation des Syndicats Lycéens d'Europe (OBESSU)
- Unione degli Studenti (UdS)
- Union des Etudiants des universités finlandaises de Sciences appliquées (SAMOK)
- Organisation mondiale du Mouvement Scout (WOSM)

— Table des Matières



Remerciements	3
Résumé exécutif	6
Introduction	12
Tout commence, et se termine par la citoyenneté par Allan Päll	



Chapitre 1

COMPRENDRE L'ÉDUCATION A LA CITOYENNETÉ AUJOURD'HUI

1.1 Cadre conceptuel	16
• Qu'est-ce que l'éducation à la citoyenneté? • Concepts clés • Interconnexions avec d'autres domaines d'éducation	
1.2 La dimension européenne de l'éducation à la citoyenneté: Approche conceptuelle et cadre politique	25
1.3 L'éducation à la citoyenneté vue par le Forum Jeunesse	29
• Le rôle transformateur de l'éducation à la citoyenneté - L'éducation à la citoyenneté comme un mécanisme pour l'engagement civique et politique dans les sociétés démocratiques - L'éducation à la citoyenneté comme un tremplin vers la citoyenneté globale - L'éducation à la citoyenneté comme espace d'apprentissage interculturel et de dialogue • Une expérience d'apprentissage tout au long de la vie et embrassant tous ses aspects - L'Education non formelle et les organisations de jeunesse: des laboratoires pour l'éducation à la citoyenneté - L'éducation à la citoyenneté à l'école : aperçu de la situation au niveau européen - Autres espaces non formels et informels d'éducation à la citoyenneté	



Chapitre 2

ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET EDUCATION A LA CITOYENNETE : UNE QUESTION DE PRINCIPES ET DE PRATIQUE

2.1 Compréhension et approche de l'éducation à la citoyenneté par les organisations de jeunesse 36

- Définitions et terminologie
- Notre façon de voir le monde
- Le potentiel transformateur de l'éducation à la citoyenneté

2.2 Les organisations de jeunesse, des laboratoires d'éducation à la citoyenneté 38

- L'éducation à la citoyenneté, la raison d'être des organisations de jeunesse
- Une profusion de programmes, projets et activités
 - Paramètres et portée géographique
 - Thèmes et sujets abordés
 - Inspiration pour le futur: qu'en retirent les jeunes
 - Toucher tous les jeunes
 - S'associer avec des partenaires

2.3 Nos approches pédagogiques de l'éducation à la citoyenneté 50

2.4 L'impact social et politique des organisations de jeunesse grâce à l'éducation à la citoyenneté 54



Chapitre 3

ALLER DE L'AVANT : ELEMENTS FAVORABLES A LA PROGRESSION DE L'EDUCATION A LA CITOYENNETE EN EUROPE

3.1 Entraves et éléments favorables 60

3.2 Des passerelles pour l'éducation à la citoyenneté: modes de coopération entre organisations de jeunesse et écoles/instituts d'enseignement supérieur 63



Recommandations des jeunes pour une éducation à la citoyenneté de qualité dans l'Europe d'aujourd'hui 66

Bibliographie 71

Annexe 75

- L'enquête
- Bonnes pratiques des organisations de jeunesse en éducation à la citoyenneté
- Lecture complémentaire et ressources pédagogiques

Résumé exécutif



La publication « Inspirer le changement : la contribution des organisations de jeunesse à l'éducation à la citoyenneté en Europe aujourd'hui » fournit un aperçu des discussions autour de l'éducation à la citoyenneté. En particulier, elle apporte des preuves de la manière dont les organisations de jeunesse délivrent une éducation à la citoyenneté et veut servir de point de référence et d'inspiration à d'autres parties prenantes pédagogiques, en particulier les pourvoyeurs d'éducation formelle.

La publication s'inspire d'une enquête réalisée par le Forum européen de la Jeunesse entre février et mars 2016 en vue de recenser les pratiques au sein des organisations de jeunesse et d'analyser leur contribution au développement des compétences en citoyenneté active et inclusion sociale des jeunes. La publication offre également une analyse critique de l'approche pédagogique que requiert l'éducation à la citoyenneté, et propose des exemples de coopération entre les organisations de jeunesse et les instituts d'éducation formelle de partout en Europe. Enfin, elle suggère une série de recommandations formulées par le Forum européen de la Jeunesse pour l'avenir de l'éducation à la citoyenneté.

Définir la citoyenneté et l'éducation à la citoyenneté

La citoyenneté est en quelque sorte un terme magique qui détermine énormément de choses du quotidien. De la définition des droits fondamentaux à la question de l'accès aux services ou encore à une vie décente. De nombreuses approches peuvent être utilisées pour définir la citoyenneté, de la notion purement légale d'octroyer des droits liés à un état ou une résidence aux dimensions plus culturelles et sociales de la citoyenneté. Les notions les plus légales peuvent être perçues comme des barrières se dressant entre les individus qui n'ont pas choisi de naître là où ils sont nés. Considérer les citoyens comme des habitants de la planète - des citoyens du monde - permet d'autre part de penser à la citoyenneté comme au fait de vivre ensemble au sein de communautés, dans le respect, et un esprit de coopération.

Comment peut-on devenir un citoyen dans ce sens, intégrant cette notion avec la compréhension de la citoyenneté dans un état nation post-moderne? Si nous aimons la liberté et les droits humains, il est aujourd'hui plus essentiel que jamais de parler de ce qu'est l'éducation pour la citoyenneté, ou, en effet comme on commence à en entendre parler, de l'éducation à la citoyenneté.

Plus important encore, nous devons examiner comment une telle éducation doit être organisée. L'éducation à la citoyenneté est censée être un processus d'apprentissage dynamique adapté au contexte et à chaque apprenant. Il doit être mû par des valeurs et équiper les apprenants, principalement les jeunes, des connaissances, de la compréhension, des compétences et des aptitudes dont ils ont besoin non seulement pour exercer leurs droits, mais aussi plutôt dans un sens plus large, pour contribuer à la communauté et à la société et agir avec empathie, attention et en ayant les futures générations à l'esprit.

Différents contextes, traditions et approches de la citoyenneté en Europe et dans d'autres parties du monde ont donc conduit à différentes compréhensions de l'éducation à la citoyenneté, et par conséquent à diverses terminologies. Dans certains contextes, par exemple, le terme éducation civique est utilisé comme un synonyme de l'éducation à la citoyenneté. Cependant, à

travers le monde, la compréhension contemporaine de l'éducation civique s'est doucement mais régulièrement éloignée de sa vision classique de n'être que communication de « savoirs et compréhension d'institutions formelles et de processus de la vie civique (comme le fait de voter aux élections) » à une compréhension plus vaste qui comprend la participation et l'engagement tant dans la société civile que civile, et l'éventail plus large de moyens qu'utilisent les citoyens pour interagir au sein de leurs communautés (y compris les écoles) et de la société et les façonner. De nombreux pays utilisent à présent le terme « éducation civique et à la citoyenneté » plutôt que le terme plus étroit « d'éducation civique », ou ils ont supplanté ce dernier par le terme plus vaste « d'éducation à la citoyenneté ».

Un lien est souvent opéré avec d'autres domaines comme l'éducation aux droits humains, l'éducation au développement durable, l'éducation à la paix, et l'éducation interculturelle. Bien que les définitions et les champs d'application varient, ils partagent une compréhension générale de la mission de l'éducation comme étant d'équiper les jeunes de compétences clés pour la vie et pour participer activement à la transformation positive des niveaux local et global. Ces domaines différents peuvent donc être considérés comme interdépendants et se renforcer mutuellement, pour finalement contribuer au droit à une éducation de qualité.

Enfin, nous voyons la citoyenneté, la participation, la démocratie et les droits humains comme des concepts centraux qui étayent et sont communs à diverses définitions de l'éducation à la citoyenneté. Ces concepts sont tous interconnectés et leur existence interdépendante. L'éducation à la citoyenneté est le dénominateur commun qui est vital pour qu'ils puissent tous travailler ensemble et créer les sociétés démocratiques auxquelles nous aspirons. Dans notre utilisation du terme « éducation à la citoyenneté » nous englobons donc implicitement ces trois dimensions de la citoyenneté: démocratique, globale, et interculturelle.

La dimension européenne de l'éducation à la citoyenneté - un idéal utopique ?

En considérant la citoyenneté dans un contexte européen, nous sommes vite confrontés au débat de longue durée sur la valeur de la citoyenneté européenne et sa relation avec l'existence - ou l'absence- d'une claire identité européenne. Bien que la notion de citoyenneté de l'UE ait été introduite dans le traité de Maastricht en 1992, on argumente souvent que l'Union européenne manque de vrais « démos » et de la capacité à transformer la notion strictement légale de la citoyenneté de l'UE en véritable citoyenneté européenne.

En outre, en défiant le lien entre citoyenneté et identité nationale cependant, le concept de citoyenneté européenne soulève une question encore plus importante : est-il possible d'encourager l'action politique collective et de créer un sentiment de civisme (essentiel pour toute politique moderne démocratique) au niveau supranational? Bien que des efforts soient faits pour rapprocher les institutions de l'UE du citoyen ordinaire - comme en attestent les efforts pour que l'élection à la présidence de la Commission européenne de 2014 s'apparente plus à des élections nationales mais au niveau paneuropéen - l'écart entre les deux reste énorme.

Le Forum européen de la Jeunesse estime que le fait d'être Européen n'est pas lié à un espace géographique ou politique déterminé, ni ancré dans une tradition culturelle, linguistique et religieuse particulière, car cela est incompatible avec la grande diversité qui caractérise l'Europe et ceux qui y vivent. En outre, le fait d'être Européen ne signifie pas non plus uniquement d'être un citoyen de l'UE, car cela exclurait les citoyens de pays non UE comme la Suisse, la Norvège, la Russie ou la Turquie de leur rôle historique, politique et culturel dans la formation de l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui. Etre Européen implique donc de faire partie d'une communauté réflexive, une communauté consciente de son histoire, de sa responsabilité et des valeurs qu'elle représente et qu'elle doit respecter - les valeurs des droits humains et de la dignité, de la démocratie, de la cohésion sociale, de l'égalité des chances, de l'égalité face à la loi, et du respect de la nature.

Si la citoyenneté de l'UE doit dépasser son étroite conception légale actuelle, pour s'inspirer de l'idée de ce que signifie être Européen à travers l'Europe et la développer, alors notre approche de l'éducation à la citoyenneté requiert une dimension européenne précise. Cela peut contribuer à échafauder une conception plus riche et plus politique de la citoyenneté de l'UE, qui sera cruciale si l'UE souhaite augmenter l'engagement des citoyens et obtenir un soutien plus favorable à l'UE qui sera dès lors perçue comme une Union sociale et politique - et pas uniquement économique.

L'approche critique de l'éducation à la citoyenneté est cruciale. L'éducation à la citoyenneté doit être perçue comme un moyen clé pour équiper les jeunes des compétences et connaissances nécessaires pour participer efficacement à la vie politique, économique et sociale - pas simplement une série étreiquée d'instructions ou d'informations sur la politique comme une activité formelle. En d'autres termes, la distinction entre politique et éducation - la politique étant le domaine des partis politiques adverses et l'éducation un moyen séparé d'instiller le savoir - doit être réduite; l'éducation à la citoyenneté incorporant à la fois l'éducation politique basée sur la connaissance et les compétences critiques plus larges indispensables pour évaluer les problèmes plus importants de l'Europe contemporaine.

L'éducation à la citoyenneté comprise par le Forum européen de la Jeunesse

L'éducation à la citoyenneté est au cœur du travail des organisations de jeunesse et donc une top priorité du Forum européen de la Jeunesse qui représente plus de 100 organisations de jeunesse à travers l'Europe, actives à la fois aux niveaux international, européen, national et local. Certaines sont des conseils nationaux de jeunesse, d'autres des organisations internationales non gouvernementales de jeunesse.

Le Forum Jeunesse conçoit l'éducation à la citoyenneté dans un cadre politique et pratique tout au long de la vie et dans tous les aspects de celle-ci. Une approche holistique de l'éducation à la citoyenneté requiert la participation de pourvoyeurs d'éducation tant formelle que non formelle qui se complètent mutuellement en termes de contenu et d'objet de leurs programmes pédagogiques, ainsi qu'au niveau de l'approche

pédagogique et des types de possibilités de faire l'expérience de la participation.

L'éducation non formelle et les organisations de jeunesse, des laboratoires de l'éducation à la citoyenneté

L'éducation à la citoyenneté est au centre d'une vaste série de programmes d'apprentissage fournis dans des environnements d'éducation non formelle (ENF). C'est le cas des organisations de jeunesse, par exemple, où le travail éducatif est élaboré autour d'un processus participatif qui promeut la citoyenneté active et élargit les horizons des jeunes.

S'inspirant des principes et pratiques de l'ENF, les organisations de jeunesse offrent des possibilités d'améliorer la citoyenneté active en amenant des jeunes de différents milieux à travailler ensemble et à apprendre les uns des autres. Elles soutiennent les jeunes alors qu'ils acquièrent les compétences nécessaires pour naviguer dans la complexité et la diversité des sociétés contemporaines, leur permettant d'explorer des réalités qui sont différentes de la leur et les aidant à identifier un rôle à assumer, comme une façon de contribuer au progrès social.

D'autres espaces non formels et informels pour l'éducation à la citoyenneté, tels que les organisations de développement, les syndicats, les mouvements sociaux et autres organisations de la société civile jouent aussi un rôle dans la provision d'éducation à la citoyenneté, parfois en coopération avec les organisations de jeunesse. Ils jouent un rôle fondamental en tant que pourvoyeurs d'éducation à la citoyenneté en offrant un espace de socialisation, d'interaction, d'action politique et sociale à leurs membres et celles et ceux avec qui ils travaillent.

L'éducation à la citoyenneté, la raison d'être des organisations de jeunesse

Malgré la diversité de la terminologie utilisée, nous constatons que le travail éducatif des organisations de jeunesse, y compris l'éducation à la citoyenneté, est motivé par une série de valeurs partagées qui reflètent leur vision commune du monde.

L'approche qu'ont les organisations de jeunesse de l'éducation à la citoyenneté repose sur des valeurs et est motivée par leur ambition de construire une société qui soit socialement juste pour tout le monde, et développée de façon pacifique et durable.¹

La vision englobe des valeurs démocratiques, le respect, et la promotion des droits humains. Elle émane de la supposition que les cultures sont hétérogènes et en évolution constante, et que le dialogue interculturel est la clé pour établir des relations harmonieuses et constructives basées sur le respect et l'appréciation de la diversité et du pluralisme. La conviction de l'interdépendance entre le global et le local fait aussi partie de leur vision, tendant vers une éducation égale et des opportunités sociales pour tous les jeunes.

Cette vision se traduit dans les missions complémentaires des organisations de jeunesse dans la société, notamment:

- **Mobiliser** (les jeunes) pour qu'ils contribuent à transformer et construire des sociétés plus justes, solidaires et équitables grâce à des valeurs communes;
- **Développer** le sentiment commun des citoyens d'appartenir à une communauté plus vaste et à une humanité commune;
- **Fournir des services** à la communauté par des actions du niveau local au niveau global, d'engagements communautaires à des activités internationales;
- **Responsabiliser** les jeunes pour qu'ils deviennent des citoyens autonomes engagés dans la vie civique et politique, et qu'ils utilisent pleinement leur potentiel;
- **Offrir** des opportunités d'apprentissage (interculturel) pour aider les jeunes à développer les connaissances, les compétences et la compréhension nécessaires pour créer un monde plus juste et pacifique;
- **Améliorer** la participation des jeunes (et aussi des étudiants) dans les processus décisionnels et les structures démocratiques (dans les écoles et aussi dans la société) grâce à la représentation et à des actions de plaidoyer;

¹ Document politique du Forum européen de la Jeunesse sur l'éducation globale, 2008

- **Reconnaître** le rôle et encourager la citoyenneté active de tous les membres de la société, y compris ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté et ceux qui sont considérés comme vivant dans des conditions défavorisées;
- **Faire un plaidoyer** pour le droit à une éducation de qualité pour tous (les jeunes) pendant toute la vie, et faire de l'inclusion de l'éducation à la citoyenneté une grande priorité politique aux niveaux local, national et européen.

Les organisations de jeunesse organisent une vaste série de programmes, projets et activités liés à l'éducation à la citoyenneté. Ils sont choisis en fonction du mandat et du groupe cible de l'organisation, et comprennent les sujets suivants :

- le volontariat
- les échanges/événements internationaux
- réunions/activités régulières de groupes locaux
- programmes d'échange scolaire et de famille d'accueil
- projets thématiques
- programmes d'été
- projets mondiaux/internationaux
- ateliers de formation
- visites/sessions d'étude/sur le terrain
- conférences/discussions ouvertes/consultations
- plaidoyer
- manuels, publications, études de recherche
- brevet

Ces programmes et activités couvrent un large éventail de thèmes et sujets liés à l'éducation à la citoyenneté, abordant les principes fondamentaux des sociétés démocratiques, les problèmes des sociétés contemporaines comme la diversité culturelle, ainsi que les dimensions européenne et globale liées à la citoyenneté. Une liste non exhaustive des thèmes couverts se trouve dans l'étude et comprend des sujets allant de l'identité à la diversité, l'exclusion sociale, la durabilité environnementale, l'éducation à la paix, la gestion des conflits, les droits humains et la non discrimination.

De par leurs programmes/projets et activités, les organisations de jeunesse cherchent à développer une large palette de compétences considérées comme essentielles pour le développement et la participation des jeunes dans la vie démocratique. Plutôt que d'établir des objectifs académiques, les organisations de jeunesse adoptent une approche de l'apprentissage fondée sur les compétences. Par

compétences, nous entendons la série de savoir et compréhension, compétences, attitudes et valeurs qui soutiennent une personne à agir dans différents moments et situations de sa vie. En raison de leur impact sur toutes les phases et facettes de la vie, au-delà de la participation civique et politique, le but des organisations de jeunesse est de développer des compétences clés pour la vie.

Toucher tous les jeunes

Les organisations de jeunesse occupent une position privilégiée pour toucher les jeunes de milieux différents. Vu leur nature volontaire et non formelle (en dehors de l'environnement scolaire), elles peuvent s'engager auprès des jeunes qui ont décroché de l'école ou ont été déçus par le système de l'éducation formelle. Grâce à leur diversité, tant en terme de programmes/activités qu'en terme de méthodes d'apprentissage, les organisations de jeunesse offrent un espace où toutes les opinions et convictions puissent être pratiquées et exprimées.

L'enquête a fait la lumière sur l'idée parfois contestée de la diversité socio-économique et culturelle des participants des organisations de jeunesse. En effet, les organisations de jeunesse s'évertuent à réunir des groupes hétérogènes, motivées par leur but d'encourager la rencontre avec l'autre et d'engendrer une action collective. Les informations récoltées ont confirmé que les jeunes participants dans bon nombre des programmes/projets viennent de milieux sociaux et culturels différents parmi lesquels: des (jeunes) personnes vivant dans l'extrême pauvreté, des enfants de parents alcooliques, des enfants en difficultés économiques, des jeunes défavorisés, des décrocheurs, et des jeunes qui ne suivent pas d'études, pas de formation et qui sont sans emploi (NEET), des étudiants handicapés, et des étudiants immigrants.



Notre approche pédagogique de l'éducation à la citoyenneté

Grâce à leur expérience de longue date de la provision d'opportunités d'apprentissage pour les jeunes, les organisations de jeunesse sont devenues des maîtresses du développement et de la mise en oeuvre d'une pédagogie qui répond mieux aux divers besoins d'apprentissage de leurs participants et facilite la participation active de tous les jeunes auprès desquels elles s'engagent.

Motivée par leur vision holistique de l'éducation, l'approche pédagogique des organisations de jeunesse, y compris dans l'éducation à la citoyenneté, repose sur les principes et méthodes de l'éducation non formelle (ou ce que certains appellent « éducation active », ou « éducation participative »). L'éducation non formelle est le terme communément utilisé dans le secteur de la jeunesse pour définir un processus pédagogique organisé doté d'objectifs pédagogiques, qui se déroule en parallèle aux principaux systèmes d'éducation et de formation, et où les individus participent sur une base volontaire, jouant ainsi un rôle actif dans leur processus d'apprentissage.² L'éducation non formelle fait donc référence à la fois à l'environnement où elle se déroule et au moyen (la pédagogie) utilisé pour fournir l'apprentissage.

L'approche pédagogique de l'éducation non formelle est caractérisée par les principes suivants :

- holistique,
- basée sur des valeurs,
- axée sur le processus,
- basée sur les compétences,
- apprentissage,
- expérimentale (apprendre en faisant),
- participative et (inter)active,
- coopérative/basée sur un groupe,
- éducation par les pairs,
- introspective (introspection).

Le potentiel transformateur de l'éducation à la citoyenneté

Le Forum européen de la Jeunesse et ses organisations membres conçoivent l'éducation à la citoyenneté comme un processus transformateur, tant pour l'individu que pour la société. Pour l'individu, cela implique un processus d'apprentissage, d'introspection et de prise de conscience de son rôle dans la société en tant que détenteur de droits et de responsabilités pour un vivre ensemble dans des sociétés démocratiques participatives. A la fin, ce processus vise à responsabiliser les jeunes pour qu'ils deviennent des agents du changement dans leurs propres communautés, qu'ils défendent les droits humains et agissent en faveur de développements positifs. La participation, l'engagement, la responsabilisation et le changement sont des mots clés que l'on trouve fréquemment dans les plans d'action des organisations de jeunesse. Quant à la société, l'éducation à la citoyenneté répond au besoin de transformation sociale, motivé par la foi en l'évolution constante, constructive et durable des sociétés.

C'est à partir de cette vision du monde que les organisations de jeunesse définissent leurs buts et objectifs pédagogiques. La dénomination commune de leur travail est le développement des compétences des jeunes ainsi que la provision d'opportunités (espace et structure) de s'engager dans la société.

Faisant partie de la palette d'acteurs sociaux et politiques de la société, les organisations de jeunesse servent de laboratoires pour la citoyenneté active. Elles fournissent à la fois un espace de sensibilisation et de discussion sur une vaste série de sujets concernant l'individu et la société, ainsi que les structures nécessaires et les opportunités de traduire leurs points de vue et idées en pratique, soit au sein de l'organisation soit en dehors (dans leurs écoles, communautés locales et associations, via une participation civique et politique, des programmes internationaux, du volontariat, etc.).

En participant à une organisation de jeunesse, les jeunes ont l'occasion de s'engager dans des activités/actions qui leur permettent

² Forum européen de la Jeunesse, Document politique: La reconnaissance de l'éducation non formelle: confirmer les compétences réelles des jeunes dans la société de la connaissance, 2003

d'expérimenter en personne les principes et aspects pratiques de la démocratie. Dirigées par les jeunes, et démocratiques, les organisations de jeunesse disposent de leurs propres processus décisionnels et participatifs internes, la démocratie et la participation sont donc intrinsèques à la culture des organisations de jeunesse. Ainsi, en s'y engageant, les jeunes « vivent » une culture de participation active et de responsabilité, et ils mettent naturellement en pratique leurs compétences civiques et politiques.

En tant qu'organisations faîtières au niveau européen, les organisations de jeunesse rassemblent des organisations nationales de jeunesse dans une plate-forme commune qui permet d'apprendre des choses sur des sujets et réalités spécifiques; ce qui permet aux jeunes d'interagir avec leurs pairs d'autres cultures et pays et d'ainsi promouvoir un « regard global » et un sens accru du partage d'une humanité commune. Les organisations de jeunesse offrent ainsi un espace où nourrir les compétences sociales et émotionnelles grâce à la création de relations interpersonnelles.

Recommandations du Forum européen de la Jeunesse pour une meilleure mise en oeuvre de l'éducation à la citoyenneté en Europe

Comme indiqué dans l'enquête, les organisations de jeunesse sont confrontées à plusieurs obstacles dans leur provision d'éducation à la citoyenneté et de programmes/projets y ayant trait:

- Un manque de ressources, surtout financières, pour garantir la durabilité des programmes d'éducation à la citoyenneté;
- Un manque de reconnaissance du travail éducatif des organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté;
- Un manque de coopération entre les pourvoyeurs d'éducation formelle et non formelle;
- et un manque de reconnaissance de l'importance d'inclure la citoyenneté dans les cursus scolaires.

D'après leurs propres expériences, les organisations de jeunesse ont indiqué dans l'enquête une série de facteurs qui pourraient permettre de favoriser l'éducation à la citoyenneté tant par les organisations de jeunesse que par les

écoles. Des facteurs communs ont été identifiés comme étant favorables dans les deux types d'environnements, et ils ont été regroupés sous les catégories suivantes :

- Changements de l'approche conceptuelle et du contenu des cours et activités d'éducation à la citoyenneté;
- Changements de l'approche pédagogique et de l'environnement d'apprentissage;
- Coopération renforcée avec d'autres membres de la communauté locale;
- Renforcement des capacités et des ressources (humaines et financières).

La coopération avec les organisations partenaires de la société civile, les instituts d'éducation formelle et d'autres organisations locales et internationales est cruciale pour que les organisations de jeunesse puissent fournir le type d'éducation à la citoyenneté de qualité qu'elles souhaiteraient. Motivée par une profonde conviction de la complémentarité entre l'éducation formelle et non formelle et de son impact positif sur l'éducation de qualité, la coopération avec les instituts d'éducation formelle, y compris les écoles et les universités, représente une action importante des organisations de jeunesse. Donc, comme indiqué dans l'enquête réalisée auprès des organisations de jeunesse, plus de 65% des organisations de jeunesse coopèrent avec des instituts d'éducation formelle pour fournir une éducation à la citoyenneté (ou un sujet pédagogique y ayant trait) d'une manière ou d'une autre. En dépit de quelques bonnes pratiques autour d'une telle coopération, elles se produisent encore trop souvent sur une base ad-hoc et sont rarement systématiques.

Le Forum européen de la Jeunesse travaille d'arrache pied pour responsabiliser les jeunes à participer activement à la société et il représente et défend leurs besoins et intérêts ainsi que ceux de ses organisations. Au fil des ans, nous avons élaboré plusieurs recommandations visant à améliorer l'accès et la disponibilité de l'éducation de qualité et de l'éducation à la citoyenneté, que nous décrivons ci-dessous :

- Accès gratuit et égal à l'éducation de qualité pour tous.

- Encourager un dialogue constant et à l'échelle européenne sur une compréhension commune de l'éducation à la citoyenneté.
- Reconnaissance de la valeur ajoutée d'une approche plus holistique, participative et centrée sur l'apprenant de l'éducation à la citoyenneté.
- Soutenir et reconnaître les organisations de jeunesse et d'autres organisations de la société civile prodiguant une éducation non formelle comme des pourvoyeurs essentiels d'éducation à la citoyenneté dans le système d'éducation non formelle.
- Reconnaître l'éducation non formelle et la validation des compétences acquises dans ce contexte.
- Encourager les partenariats entre les pourvoyeurs d'éducation formelle et non formelle.
- Promouvoir des engagements à long terme en faveur de l'éducation de qualité et de l'éducation à la citoyenneté de qualité au niveau national.
- Garantir la présence des jeunes dans des organes décisionnels clés en rapport à l'éducation.
- Allouer des ressources aux programmes de formation pour enseignants, directeurs d'école et autres éducateurs dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté.
- Etablir des systèmes de contrôle liés à la mise en oeuvre d'engagements envers la promotion de l'éducation à la citoyenneté.
- Créer des normes pour l'éducation à la citoyenneté en Europe, basées sur des objectifs à court et long terme.

— Introduction : tout commence, et se termine par la citoyenneté

PAR ALLAN PÄLL
SECRETAIRE GENERAL
DU FORUM EUROPEEN DE LA JEUNESSE

Dans un monde dominé par le droit, seuls quelques concepts sont plus essentiels que la citoyenneté. Ils dérivent de la nature elle-même. Des questions comme l'origine, le développement, et principalement, le sens de la vie en soi.

Pourtant, si l'on observe le monde aujourd'hui, et si l'on pense à tout ce qu'il pourrait être demain, notre vie en tant qu'individu est fortement déterminée par la façon dont nous définissons les relations entre les individus et le gouvernement.

La citoyenneté est en quelque sorte un terme magique qui détermine tant de choses de notre quotidien. Cela va de la définition des droits fondamentaux à des questions comme l'accès à l'un ou l'autre service ou encore à une vie décente.

On peut adopter de nombreuses approches pour définir la citoyenneté: nous avons le langage légal usuel (ou "jargon" pour la plupart d'entre nous) et des concepts de citoyenneté qui octroient des droits liés à un état ou une résidence. Il existe également des dimensions culturelles ou sociales.

Ensuite, il y a l'idée des habitants de la planète. Vues de l'espace, les frontières deviennent imaginaires voire même un parfait non-sens. Lorsque l'on pense à la citoyenneté uniquement en termes légaux, nous érigeons des barrières entre les individus. Ces individus qui n'ont pas choisi l'endroit où ils sont nés. Limiter la citoyenneté à des définitions légales est une pure absurdité.

Ainsi, la notion des habitants de la planète - nous en tant que citoyens du monde- n'est pas qu'une mentalité; elle est plutôt la vérité vraie à propos de qui nous sommes. En tant que telle, la citoyenneté peut être revendiquée pour ce qu'elle est véritablement : vivre ensemble au sein de communautés, vivre dans le respect et dans un esprit de coopération. Etre un bon humain.

Puis, la question se pose de savoir comment l'on devient un citoyen dans ce sens, en intégrant cette

notion dans la compréhension de la citoyenneté dans un Etat nation post-moderne. On ne devient pas citoyen comme ça en un tournemain, il faut être équipé des bons outils, et il est préférable d'être de bons humains.

Les sociétés et les communautés ont donc englobé l'éducation comme l'outil le plus fondamental. Malheureusement, ce que nous voyons s'y dérouler n'est pas nécessairement une responsabilisation prometteuse. Dans son livre "Not for Profit: Why Democracy Needs the Humanities", Martha Nussbaum plaide admirablement en faveur d'un remaniement de l'éducation à la citoyenneté globale. Elle parle d'une crise silencieuse tellement profonde, bien plus nuisible encore que tout autre crise sociale ou économique imaginable; il s'agit du retrait des humanités de l'éducation. C'est considérer les individus comme des robots utiles - pas comme des êtres humains. C'est mesurer la performance en fonction de tests normalisés, en oubliant la compassion et l'empathie.

On observe une crise globale dans toutes les couches de l'éducation formelle. En la scrutant au peigne fin, on observe couche après couche qu'une réforme ne sera pas la solution. Les problèmes sont profondément ancrés dans nos sociétés, et liés à la gouvernance de l'éducation. La société peut être façonnée par l'éducation, mais nous devons d'abord nous demander quel type de société nous souhaitons. Ensuite viendra le moment de façonner l'éducation.

Et si nous chérissons la liberté et les droits humains, il est plus essentiel aujourd'hui que jamais de parler de ce qu'est l'éducation pour la citoyenneté ou effectivement, comme on en entend parler actuellement, l'éducation à la citoyenneté. Encore plus important, nous devons réfléchir à la façon dont cette éducation doit être organisée. Nussbaum affirme que "le savoir ne garantit pas un bon comportement, mais l'ignorance est la garantie virtuelle d'un mauvais comportement." A nous par conséquent d'améliorer le facteur connaissance et d'éduquer les autres en leur disant qu'un autre monde est possible. Il n'y a rien de plus urgent que de repenser notre éducation à la citoyenneté dans sa forme la plus vraie.

Enfin, nous tombons sur cette publication, qui n'a qu'un seul et simple objectif: servir d'inspiration - à

n'importe qui, à tout le monde ! En particulier bien sûr à ces décideurs complètement fous qui opèrent des coupes dans les humanités, qui coupent dans l'enseignement des langues et de l'histoire; ceux qui veulent que tout tourne autour de la manière de trouver un travail. Ceux qui préféreraient voir les jeunes et les étudiants comme des robots. Même dans un monde où les véritables robots deviennent peu à peu réalité, et où ce type de raisonnement doit être fondamentalement remis en question.

Nous voulons démontrer malgré cela que tout n'est pas tristesse et désolation. Pas mal des choses surprenantes qui se déroulent dans l'éducation ne sont pas confinées aux quatre murs habituels d'une école ou d'un lycée. Les instituts d'éducation formelle - bien que toujours impératifs pour l'éducation à la citoyenneté- ne détiennent pas le monopole de l'apprentissage. Nous le détenons, en tant que personnes. L'apprentissage est une chose incroyablement personnelle, une partie intégrante de qui nous sommes. Et cela se passe ainsi, quel que soit le contexte.

Il est donc particulièrement important de souligner le rôle des organisations de jeunesse qui en font bien plus que ce qu'on leur demande, et dont le rôle ne peut être sous-estimé lorsqu'il s'agit d'ajouter des outils dans la boîte. La citoyenneté réside au cœur du travail des organisations de jeunesse. Elles contribuent à l'accomplissement, à la découverte de soi, et à l'encouragement des jeunes. Elles forgent le caractère et l'empathie - choses tellement peu valorisées dans un cadre formel, mais pourtant fondamentales pour que nous puissions vivre ensemble en harmonie.

Certains d'argumenter que nous vivons dans une ère de la peur et de l'angoisse. Si l'on étudie les problèmes croissants de santé mentale et de bien-être, nous observons que les solutions souvent proposées amplifient ce sentiment profond d'impuissance qui nous habite. Après les actes terroristes, les ministres de l'éducation ont convenu dans la Déclaration de Paris en 2015 qu'il était plus que temps de repenser l'éducation à la citoyenneté.

C'est là que l'on se demande comment on en est arrivés là au juste? Quelle est la cause sous-jacente à la violence et à la terreur dans nos sociétés? Le manque de qualité dans l'éducation à la citoyenneté est probablement l'une d'entre elles. Il

pousse les gens à se méfier, à se désengager et à être déçus par la société. Par qualité nous entendons non seulement le fait de veiller à ce qu'il y ait un cours sur la citoyenneté dans les cursus scolaires, mais aussi d'analyser comment effectivement construire une citoyenneté globale. Comment faire naître l'empathie et développer des compétences de coopération?

La qualité se reflète donc dans la façon dont n'importe quel enseignement est prodigué. Ici, il reste énormément à apprendre de l'éducation non formelle, celle qui se passe au sein des organisations de jeunesse. Si nous voulons que les citoyens soient prêts à une prise de décisions démocratique, pourquoi ne pas transformer les écoles en lieux où l'on peut le mettre en pratique? Pourquoi ne pas transformer les écoles en laboratoires où l'on pourrait faire l'expérience de la démocratie? Les conseils d'étudiants et les organisations de jeunesse qui peuvent pleinement participer à la gouvernance de notre éducation seraient incroyablement puissants et efficaces.

L'éducation à la citoyenneté est censée être un processus d'apprentissage dynamique, adapté au contexte et à chaque apprenant. Elle doit être motivée par des valeurs et doter les apprenants, parmi lesquels principalement les jeunes, de savoir et de compréhension, de compétences et d'aptitudes pour exercer leurs droits mais pas uniquement, elle doit aussi leur apprendre à devenir de bons êtres humains, à contribuer à la communauté et à la société, et à agir avec empathie, attention, en ayant les futures générations à l'esprit. Dans notre monde, et en permettant aux jeunes de s'exprimer, tout commence, et se termine par la citoyenneté.

Plus facile à dire qu'à faire, mais j'espère qu'en lisant ceci vous vous rapprocherez un peu plus du but.

Chapitre 1



COMPRENDRE L'EDUCATION A LA CITOYENNETE EN EUROPE AUJOURD'HUI

La littérature abonde sur le concept de l'éducation à la citoyenneté. Cela est dû en partie à la grande variété de compréhensions et d'approches très différentes de l'éducation à la citoyenneté. Pour saisir pleinement les complexités de ce débat, cette section expose les différentes définitions de l'éducation à la citoyenneté suggérées par toute une série d'organisations internationales, et les concepts clés que nous identifions qui renforcent la compréhension que nous en avons. La lumière est faite sur la différente terminologie utilisée dans le cadre conceptuel de l'éducation à la citoyenneté, ainsi que l'interconnexion avec d'autres domaines d'éducation. Enfin, nous faisons référence à différents cadres de développement des compétences formulés ces dernières années par des organisations internationales en guise de soutien à la mise en oeuvre de l'éducation à la citoyenneté.

1.1. — Cadre conceptuel

Qu'est-ce que l'Éducation à la Citoyenneté ?

Différentes définitions, différents contextes et approches de la citoyenneté en Europe et dans d'autres parties du monde ont donné lieu à différentes compréhensions de l'éducation à la citoyenneté et donc à diverses terminologies. Dans certains contextes, le terme éducation civique est utilisé comme synonyme d'éducation à la citoyenneté; par exemple, les éducateurs aux Etats Unis utilisent éducation civique en référence aux compétences sociales et à la citoyenneté active.³

Partout dans le monde cependant, la compréhension contemporaine de l'éducation civique s'est lentement mais constamment éloignée de sa vision classique comme étant le simple fait de communiquer « des connaissances et une compréhension des institutions formelles et des processus de la vie civique (comme le fait de voter aux élections) ». ⁴ Ainsi, certaines organisations comme l'Association internationale pour l'Évaluation des résultats scolaires (IEA) ont adopté le terme d'éducation civique et à la citoyenneté pour souligner cet élargissement du concept et incorporer dans leur approche les changements survenus ces dernières années en matière de provision d'éducation.⁵

Selon l'**Association internationale pour l'Évaluation des Résultats scolaires (IEA)**:

*« L'éducation civique est axée sur la connaissance et la compréhension des institutions formelles et des processus de la vie civique (comme voter aux élections). L'éducation à la citoyenneté est axées sur la connaissance et la compréhension et sur les opportunités de participation et d'engagement tant dans la vie civique que dans la société civile. Elle est concernée par le plus large éventail de moyens qu'utilisent les citoyens pour interagir au sein de leurs communautés (y compris les écoles) et de la société et les façonner ».*⁶

De nombreux pays utilisent à présent le terme « éducation civique et à la citoyenneté » plutôt que le terme plus étroit d'éducation civique, ou ils ont supplanté ce dernier par le terme plus vaste d'éducation à la citoyenneté. L'IEA a incorporé de nouveaux éléments d'évaluation, tels que « la durabilité environnementale », « le rôle des nouveaux médias dans l'engagement civique », ou « le rôle de la moralité dans l'éducation civique et citoyenne » dans l'International Civic and Citizenship Study (ICCS) Assessment Framework - un outil utilisé pour évaluer la qualité de l'éducation civique et citoyenne dans de nombreux pays à travers le monde.⁷ Un autre signe de cette approche plus globale de l'éducation civique et citoyenne est la récente décision de l'OCDE d'inclure les compétences globales comme domaine de test dans le tour 2018 du Programme pour le Suivi des Acquis des Elèves (PISA).

Un certain nombre d'institutions internationales et européennes ont également formulé leurs propres approches du principe de l'éducation à la citoyenneté.

³ The Leonore Annenberg Institute for Civics of the Annenberg Public Policy Centre at the University of Pennsylvania and the Campaign for the Civic Mission of Schools, *Guardian of Democracy: The Civic Mission of Schools*, 2011

⁴ International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA), *International Civic and Citizenship Education Study Report: Civic knowledge, attitudes, and engagement among lower secondary school students in 38 countries*, 2009

⁵ Ibid, pp. 22

⁶ Ibid

⁷ International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA), *International Civic and Citizenship Study (ICCS) Assessment Framework*, 2016

L'**UNESCO** utilise le terme « **Education à la citoyenneté mondiale** », qui est définie comme suit :

« L'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) est un cadre conceptuel qui comprend les connaissances, les compétences, les valeurs et les comportements dont les apprenants ont besoin pour assurer l'émergence d'un monde plus juste, plus pacifique, plus tolérant, plus inclusif, plus sûr et plus durable »⁸

Le **Conseil de l'Europe** utilise le concept « **Education à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme** » qui est définie comme suit:

«L'éducation à la citoyenneté démocratique» couvre l'éducation, la formation, la sensibilisation, l'information, les pratiques et les activités qui visent, en apportant aux apprenants des connaissances, des compétences et une compréhension, et en développant leurs attitudes et leurs comportements, à leur donner les moyens d'exercer et de défendre leurs droits et leurs responsabilités démocratiques dans la société, d'apprécier la diversité de jouer un rôle actif dans la vie démocratique, afin de promouvoir et de protéger la démocratie et la primauté du droit.

« L'éducation aux droits de l'homme » couvre l'éducation, la formation, la sensibilisation, l'information, les pratiques et les activités qui visent, en apportant aux apprenants des connaissances, des compétences et une compréhension, et en développant leurs attitudes et leurs comportements, à leur donner les moyens de participer à la construction et à la défense d'une culture universelle des droits de l'homme dans la société, afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

L'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme sont étroitement liées et se confortent mutuellement. Elles diffèrent davantage par le sujet et la portée que par les objectifs et les pratiques.⁹

Le **Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe** utilise le terme « **éducation mondiale** » pour englober la dimension globale de l'éducation à la citoyenneté.

Elle vise à permettre aux apprenants de comprendre des problématiques mondiales tout en leur apportant les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes de citoyens du monde, à même de faire face à des enjeux globaux. Elle introduit les connaissances et compétences culturelles, artistiques et éthiques dans les programmes trop souvent subordonnés à l'adaptation des apprenants aux demandes des marchés de l'emploi nationaux ou internationaux. (...)

L'une des compétences clés de l'éducation mondiale est la capacité de comprendre des faits de manière holistique, en favorisant la multiperspectivité et la déconstruction des stéréotypes. Elle aide les apprenants à comprendre la complexité du monde, à être conscients des contradictions et des incertitudes, et à comprendre qu'il n'existe pas de solution unidimensionnelle à des problèmes complexes. Elle aide les apprenants à traiter de la variété culturelle des langues et des codes pour aboutir à une compréhension mutuelle.¹⁰

⁸ UNESCO, Education à la Citoyenneté mondiale: préparer les apprenants aux défis du 21ème siècle, 2014

⁹ Conseil de l'Europe, Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme - Recommandation du Comité des Ministres CM/Rec (2010)7, 2010

¹⁰ Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, Guide pratique sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, 2010

La **Commission européenne** considère **l'éducation à la citoyenneté** comme :

L'éducation à la citoyenneté fait référence à l'éducation scolaire, qui vise à doter les jeunes de la capacité de contribuer au développement et au bien-être de la société dans laquelle ils vivent, en tant que citoyens responsables et actifs.¹¹

Les organisations de jeunesse ne sont pas restées inactives dans ce débat; elles ont aussi développé leur propre compréhension du concept. Par exemple, le **Forum européen de la jeunesse** comprend **l'éducation à la citoyenneté** comme suit:

Un processus dynamique d'apprentissage tout au long de la vie et embrassant tous les aspects de celle-ci qui équipe les jeunes des compétences qui leur permettent de prendre des décisions informées et assumer la responsabilité de leurs propres vies au sein d'une société démocratique. Il les responsabilise à exercer et défendre leurs droits démocratiques et à assumer leurs responsabilités en tant que citoyens actifs, tout en s'engageant dans des relations sociales constructives et en contribuant à la construction de sociétés pacifiques, inclusives et ouvertes d'esprit.¹²

Bien que ces différentes approches reflètent les vues, pratiques et opinions politiques de ces organisations, y compris celles du Forum européen de la Jeunesse, il est des éléments centraux communs à tous, y compris un profond respect pour les valeurs consacrées à l'article 26 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies:

L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

Nous étudierons les points communs entre ces différentes traditions et interprétations dans la partie suivante.

¹¹ Commission européenne, L'éducation à la citoyenneté en Europe, Rapport Eurydice, 2012

¹² Forum européen de la Jeunesse, Document politique sur l'éducation à la citoyenneté, 2013

Concepts clés

Comme présenté ci-dessus, les différentes approches et compréhensions de l'éducation à la citoyenneté ont conduit à des terminologies diverses. Bien que l'on s'en serve parfois pour insister sur différents domaines ou dimensions spécifiques de l'éducation à la citoyenneté (démocratique, mondiale), ces termes sont souvent utilisés comme synonymes voire même de manière interchangeable.¹³ Cela est dû au fait qu'il existe des concepts centraux qui sont communs à toutes ces définitions: **citoyenneté, participation, démocratie, et droits humains**.

Donc, pour comprendre ce qu'est l'éducation à la citoyenneté, il est important d'analyser ce que sont ces concepts, ce qu'ils impliquent, comment ils interagissent l'un avec l'autre, et pourquoi ils sont essentiels pour les différentes conceptualisations de l'éducation à la citoyenneté.



CITOYENNETE

Depuis sa création moderne dans les révolutions française et américaine, les différentes idées autour de la citoyenneté et de ce qu'elle implique ont été une source constante de débat dans nos sociétés, principalement en raison de ses nombreuses interprétations à travers l'histoire et les différents pays.

Ainsi, les termes *citoyen* en France, *Staatsbürger* en Allemagne, *πολίτης* (Politis) en grec, ou *Obywatel* en Pologne font tous référence au même concept général mais ils expriment aussi les particularités du contexte historique, politique, économique et social de leurs communautés et des individus qui ont contribué à l'émergence du concept.

De quoi parlons-nous donc véritablement lorsque nous parlons d'éducation à la citoyenneté?

Selon Habermas, « pendant une longue période, (...) la citoyenneté (...) signifiait simplement, en langage juridique, une adhésion politique ».¹⁴ A l'époque, la citoyenneté n'était qu'un moyen pour un Etat d'assigner un individu déterminé à une communauté politique particulière et aussi d'exposer ses limites sociales et territoriales. En Europe, à l'époque médiévale, cela signifiait souvent avoir le droit de vivre dans une ville donnée, et les droits et devoirs des citoyens variaient en fonction des coutumes locales et de la classe sociale.¹⁵

Progressivement, la notion de citoyenneté s'est étendue, d'abord en passant d'un concept local à une institution nationale, ensuite en accordant à tous les citoyens l'accès à des droits *civils* universels - le droit à la propriété, la liberté de pensée, le droit à la liberté personnelle, le droit à la justice et à un procès équitable.

¹³ Nilsson, Ida, *Constructing Global Citizenship Education: an analysis of OECD Discourse on global competence*, Lund University, 2016

¹⁴ Habermas J. *Citizenship and National Identity* in Van Steenburgen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994, p. 24

¹⁵ Marshall T. H. *Citizenship and Social Class and Other Essays*, 1950, p. 20

Pendant tout le 19ème siècle, on a assisté à l'expansion des *droits politiques* - le droit de vote, le droit de se présenter aux élections, le droit de rassemblement politique - de la classe économique privilégiée à la population générale (y compris les femmes avant le 20ème siècle).¹⁶ Finalement, au 20ème siècle, la notion de droits sociaux - le droit à l'éducation, au travail, à la santé - a été intégrée dans les conceptualisations contemporaines de la citoyenneté.¹⁷

Cette transition du civil au politique et à une conception plus sociale de la société n'a pas été un processus direct, et elle a également fortement varié d'un pays à un autre. Comme l'observent Frazer et Gordon, le développement des conceptions modernes de la citoyenneté perçue comme une série de droits et obligations légaux, politiques et sociaux inconditionnels légalement reconnus au sein d'un Etat nation et qui octroient au citoyen la pleine adhésion à cette société a été ardu et souvent contesté.¹⁸

Le civisme implique (...) un sentiment d'appartenance et d'identification à la communauté; (...) un sens du devoir civique, une volonté de contribuer activement à la vie de la communauté, une volonté de participer aux décisions concernant les affaires, préoccupations et bien commun de la communauté, et une volonté d'instaurer un dialogue avec

les autres membres de la communauté indépendamment de leurs affiliations culturelles. »

Conseil de l'Europe, Cadre de références des Compétences pour l'Exercice de la Citoyenneté démocratique

Comme le stipulent le Conseil de l'Europe et la Commission européenne, la citoyenneté est le résultat d'une "interaction et d'une négociation permanentes entre les besoins, intérêts, valeurs, croyances, attitudes et comportements personnels de chaque citoyen et les communautés auxquelles ils participent. »¹⁹ C'est dans ce dialogue entre les individus et les sociétés que l'essence de la citoyenneté est définie et défendue, et que sont créés les sentiments d'appartenance²⁰ à une communauté et de « civisme »²¹ essentiels aux sociétés démocratiques.

Les frontières de la citoyenneté ne sont donc pas irréversiblement définies; elles changent avec le temps, grandissant ou diminuant en fonction des résultats de ce dialogue. L'émergence de nouveaux concepts de citoyenneté, comme la citoyenneté écologique - qui conteste la notion selon laquelle seuls les êtres humains peuvent être des citoyens²² - ou la citoyenneté culturelle - qui prétend que tout citoyen doit avoir le droit de pleinement participer à la culture nationale²³ - témoigne de cette nature dynamique et en perpétuel

¹⁶ Ibid, p. 20

¹⁷ Van Steenbergen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994, p. 2

¹⁸ Frazer N and Gordon L, *Civil Citizenship vs Social Citizenship* in Van Steenbergen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994) p.2

¹⁹ Conseil de l'Europe, Commission européenne, T-Kit 7 - Under Construction - Citizenship, Youth and Europe, 2003, p.31

²⁰ UNESCO, *Global Citizenship Education, Preparing Learners for the Challenges of the Twenty-First Century*, 2014

²¹ Conseil de l'Europe, *Cadre de Compétence pour l'Exercice de la citoyenneté démocratique, projet de résolution, AS/ACULT (2015)50*, 2015

²² Van Steenbergen B (ed), *Towards a Global Ecological Citizen*, *The Condition of Citizenship*, 1994, p. 143

²³ Turner S *Post Modern Culture/Modern citizens* in Van Steenbergen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994, p. 159

changement du concept de citoyenneté.

Néanmoins, la question de savoir qui était autorisé ou non à participer à ce dialogue demeure cruciale. Jusqu'à très récemment, ce dialogue ne se produisait qu'au sein des frontières d'un Etat nation. Habermas argue que, tandis que le concept de citoyenneté n'a jamais été conceptuellement lié à l'identité nationale, les circonstances historiques de l'émergence des Etats nations et de leurs systèmes démocratiques au 19-20ème siècle ont engendré un solide lien fonctionnel entre l'identité nationale et la citoyenneté.²⁴ Cela a limité l'accès des processus démocratiques aux citoyens nationaux uniquement, excluant ainsi les minorités et les ressortissants étrangers de l'exercice de leurs droits en tant que membres de la société, et de la participation aux processus décisionnels de leurs communautés.

De nos jours, cette solide connexion entre la citoyenneté et l'identité nationale est remise en question par les rapides changements qui se sont produits ces 30 dernières années à travers le monde. D'importants changements économiques et sociaux, une plus grande mobilité, la migration, une diversité culturelle accrue et la mondialisation, les nouveaux médias et l'accès constant à une vaste série d'informations diverses et non filtrées ne sont que quelques facteurs qui influencent la relation contemporaine d'une (jeune) personne avec la citoyenneté et la société, et qui contribue à l'émergence de nouvelles dimensions de la citoyenneté - notamment le concept de **citoyenneté mondiale**.²⁵

Le concept de citoyenneté mondiale situe la notion de citoyenneté dans un lieu géographique plus vaste que l'état nation. Il soulève la question de la relation de la citoyenneté avec le territoire et la nationalité, déplaçant les frontières de la citoyenneté au-delà de l'Etat nation. Il vise à établir une relation entre l'individu et la communauté globale, comme les problèmes mondiaux interconnectés demandent des changements ambitieux dans la façon dont nous pensons et agissons pour la dignité des êtres humains.²⁶

« Le réfugié, cette figure sociale caractéristique de notre époque, est la victime d'une homogénéité intolérante, et il incarne donc la plus grande et triste expression du besoin de véritable citoyenneté. »

Ralf Dahrendorf, *The Changing Quality of Citizenship*

La notion légale du citoyen doté de droits et de responsabilités dans un Etat nation particulier est donc bousculée par le sentiment moins formel et plus cosmopolite de l'appartenance et de la pensée internationale, le fait de s'identifier à une communauté globale, une humanité commune et un sens de solidarité à travers la planète.²⁷ Cela se reflète par la préoccupation d'une personne pour les autres dans toutes les régions du monde, et par les sentiments de responsabilité morale pour tenter d'améliorer leurs conditions indépendamment de la distance et des différences culturelles.

²⁴ Habermas J. *Citizenship and National Identity* in Van den Steenburgen B (ed). *The Condition of Citizenship*, 1994, p. 23

²⁵ Van den Steenburgen B (ed). *An introduction. The Condition of Citizenship*, 1994, p. 3

²⁶ Forum européen de la Jeunesse, Document politique sur l'éducation à la citoyenneté, 2013

²⁷ Hoskins, B., *Towards the development of an international module for assessing learning in Global Citizenship Education (GCE) and Education for Sustainable Development (ESD): A critical review of current measurement strategies*, 2009.

Néanmoins, cette notion de citoyen global n'as pas encore atteint le même

statut légal que celle de citoyen national, et dans de nombreux pays l'identité nationale remplace toujours cette idée de faire partie d'une communauté globale d'êtres humains.

Cette nouvelle dimension de citoyenneté mondiale complique également la conceptualisation du citoyen déjà établie par les universités.²⁸ Comme l'indique Falk, « la citoyenneté traditionnelle s'opère dans l'espace, la citoyenneté mondiale s'opère temporairement, tendant vers un avenir en devenir. »²⁹ Comme nous le verrons par la suite, la notion de citoyenneté européenne partage de nombreux éléments et problèmes soulevés par ce concept de citoyenneté globale.

L'émergence de sociétés plus multiculturelles et diverses requiert aussi une approche différente de l'éducation; une approche qui équipe les citoyens des outils nécessaires et de la compétence interculturelle dont ils ont besoin pour participer à un dialogue, une interaction et des échanges interculturels avec d'autres citoyens.³⁰ Comme le dit Dahrendorf, « la véritable épreuve de force des droits de citoyenneté est l'hétérogénéité »³¹ et une éducation à la citoyenneté de qualité aura un rôle crucial pour réaliser cet objectif.

Comme nous le verrons au chapitre suivant, de par leur pratique quotidienne avec leurs membres et d'autres jeunes, les organisations de jeunesse, ont développé de nombreux outils pédagogiques qui peuvent doter

les jeunes des capacités pour vivre dans des sociétés multi culturelles et dynamiques et les aider à trouver un

équilibre entre les différentes notions de citoyenneté qui ont émergé ces dernières années.

²⁸ Notamment les vues libérale, républicaine et communautaire de la citoyenneté. Pour une description plus détaillée de ces trois concepts, voir Habermas J, *Citizenship and National Identity* in Van Steenbergen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994, and Dahrendorf R, *The Changing Quality of Citizenship* in Van Steenbergen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994.

²⁹ Falk, R, *The Making of Global Citizenship* in Van Steenbergen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994, P. 139

³⁰ Barrett, M and Zani, B (ed), *Political and Civic Engagement - Multidisciplinary Perspectives*, 2015.

³¹ Dahrendorf R, *The Changing Quality of Citizenship* in Van Steenbergen B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994, P. 17



PARTICIPATION

Tout comme la citoyenneté, la participation est un concept multidimensionnel qui peut être compris de nombreuses façons différentes. Comme nous l'entendons dans cette publication, elle est également étroitement liée au concept de citoyenneté active.

« Participer (...), c'est avoir le droit, les moyens, la place, la possibilité et, si nécessaire, le soutien voulu pour prendre part aux décisions, influencer sur elles, et s'engager dans des actions et activités de manière à contribuer à la construction d'une société meilleure. »

Conseil de l'Europe, Charte révisée sur la Participation des Jeunes à la vie locale et régionale

Le **droit de participer** est consacré dans de nombreux traités internationaux et sur les droits de l'homme. La Déclaration universelle des Droits de l'homme prévoit le droit de participer à des élections libres, le droit de participer à la vie culturelle de la communauté, le droit au rassemblement et à l'association pacifique, et le droit de s'affilier à des syndicats. La participation est aussi l'un des principes directeurs de la Convention relative aux droits de l'enfant (1989). L'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant stipule que les enfants ont le

droit de participer à des processus décisionnels qui peuvent être pertinents dans leur vie et influencer les décisions prises à cet égard. Cela comprend la sphère familiale et scolaire, ainsi que la communauté/la société dans son ensemble.

Comme le distingue l'Assemblée générale des Nations Unies³², la participation peut être divisée comme suit: la participation politique, la participation sociale, la participation économique, et la participation culturelle. La **participation politique** est particulièrement appropriée dans ce contexte, les chercheurs s'y réfèrent souvent comme au rôle que jouent les individus dans « la formulation, l'adoption, et la mise en oeuvre de politiques publiques ».³³ Cette conception de la participation s'étend bien au-delà des méthodes traditionnelles formelles de contribution via les élections - elle incorpore plusieurs formes d'actions politiques « depuis l'extérieur » des structures institutionnelles, notamment les manifestations, les boycotts, les campagnes, les protestations, le plaidoyer auprès de politiciens via des pétitions, et d'autres activités similaires.

La notion de **citoyenneté active** englobe une approche encore plus vaste de la participation. Elle fait référence au fait qu'avoir le droit de participer à différentes communautés n'implique pas nécessairement de le faire dans la pratique. La citoyenneté

³² The United Nations Youth Agenda: empowering youth for development and peace 2006 in Council of Europe, Have your say! – Manual on the Revised European Charter on the Participation of Young People in Local and Regional Life, 2008.

³³ European Youth Forum, Dezelan, T., Young People and Democratic Life in Europe: What Happens after the 2014 European Elections?, 2015 p.26

est donc aussi perçue comme un rôle qui requiert une contribution active. En plus des formes traditionnelles de participation aux élections ou de se présenter à un poste politique, la notion plus large de citoyenneté active inclut également différents modes de participation politique non conventionnelle, de participation civique et d'engagement psychologique³⁴. Certains de ces nouveaux mécanismes de participation sont facilités par les organisations de jeunesse. Les jeunes par exemple, qui sont actifs, travaillent, ou sont engagés dans des activités au nom d'organisations de jeunesse participatives ont accès à des processus décisionnels démocratiques et y sont souvent impliqués.³⁵ Cela est aussi dû au fait que les organisations de jeunesse elles-mêmes sont des espaces participatifs créés par des jeunes et pour des jeunes, leur permettant de participer à la vie de leurs sociétés selon leurs propres conditions.

Cela confère une sorte de légitimité et de reconnaissance aux organisations de jeunesse dont manquent certaines autres formes de participation (conventionnelle ou pas) aux yeux des jeunes. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les organisations de jeunesse sont aussi des espaces innovants, qui créent de nouveaux modes de participation au processus démocratique. Ainsi, la notion de citoyenneté active met en lumière l'importance de la vie associative pour l'équilibre de la démocratie, dont le fonctionnement dépend ensuite de la participation active des citoyens.

³⁴ Pour une liste de ces autres modes de participation, see Barrett,M and Zani,B (ed), "Political and Civic Engagement - Multidisciplinary Perspectives", 2015 pp 5-6

³⁵ Forum européen de la Jeunesse, Document politique sur l'éducation à la citoyenneté, 2013



DEMOCRATIE

Selon l'UNESCO, « la démocratie est une forme de gouvernement où la participation du peuple (demos) est nécessaire ». En tant que système politique, la démocratie prévoit: la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, des élections libres, le pluralisme des partis politiques, et l'acceptation par l'Etat des principes généraux de la loi et des droits de l'homme tels que définis par la communauté internationale. Toutefois, comme déclaré plus haut par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, la démocratie n'existe que par les actions et le comportement de ses citoyens. Elle est donc une question de pratique. Ou, comme l'observait Federico Mayor, un ancien Directeur général de l'UNESCO: « Bien que reposant sur des valeurs qui peuvent être transmises, elle est essentiellement un moyen d'agir. Ce n'est qu'en la mettant à exécution que nous la justifions, ce n'est qu'en en faisant usage que nous lui conférons une légitimité. »³⁶

« La démocratie repose évidemment sur des institutions et des lois, mais elle vit grâce aux actions et au comportement de ses citoyens. Une culture démocratique doit donc être enseignée et également encouragée. »

*Thorbjørn Jagland, Secrétaire général du
Conseil de l'Europe*

Si l'interprétation de la démocratie doit être régie par le peuple, alors la question de savoir qui participe aux décisions politiques devient la nature de la démocratie en soi. Dans une situation où peu d'individus participent et où certains groupes sont exclus des décisions, il y a peu de démocratie. Dans cette perspective, des niveaux supérieurs de participation sont directement associés à des niveaux supérieurs de démocratie.³⁷ Bien qu'il soit nécessaire que les citoyens acquièrent une série de compétences pour pouvoir participer efficacement à une culture de la démocratie, ces compétences ne sont pas suffisantes pour qu'une telle participation se déroule parce que la participation démocratique requiert aussi des structures institutionnelles appropriées. En d'autres termes, tant les compétences que les institutions démocratiques sont indispensables pour nourrir une culture de la démocratie.³⁸

En outre, la participation démocratique de tous les citoyens dans la société requiert des mesures pour aborder les inégalités sociales et les désavantages structurels. Comme l'indique Barrett: "En l'absence de telles mesures, les membres des

³⁶ UNESCO, Meyer-Bisch, P. (ed), A culture of democracy: a challenge for schools, 1995.

³⁷ European Youth Forum, Dezelan, T., Young People and Democratic Life in Europe: What Happens after the 2014 European Elections?, 2015 p.26

³⁸ Council of Europe, Barrett, M, Competences for Democratic Culture: Living together as equals in culturally diverse democratic societies, 2016.

groupes défavorisés seront marginalisés dans les processus démocratiques.»³⁹ Cette causalité nous amène aussi à la relation entre la démocratie et les droits humains: si seuls certains groupes participent, quel impact cela a-t-il sur l'accès des « autres » à leurs droits ?

Comme nous le verrons au chapitre suivant, les organisations de jeunesse qui ont participé à l'enquête sont conscientes de ce problème et elles tentent activement d'engager les jeunes des milieux les plus divers dans leurs activités et de faire un plaidoyer pour les droits de ceux qui ne sont pas représentés dans les institutions conventionnelles de la démocratie. De nombreuses organisations de jeunesse ont élaboré des méthodes et outils pour leur permettre d'être aussi inclusives que possible à tous les niveaux de leur travail journalier; des outils qui pourraient s'avérer utiles pour d'autres organisations, même les institutions formelles, pour qu'elles deviennent elles aussi plus inclusives. En outre, les organisations de jeunesse sont aussi l'un des moyens grâce auquel les jeunes marginalisés et défavorisés peuvent faire entendre leurs voix dans l'espace public, en organisant et en renforçant la capacité de leurs membres pour qu'ils défendent leurs droits.

³⁹ Ibid



DROITS HUMAINS

Comme le définit et le garantit le droit international humanitaire, les droits de l'homme sont inhérents à tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, lieu de résidence, genre, origine nationale ou ethnique, couleur, religion, langue ou tout autre statut. Nous sommes donc tous également habilités à nos droits humains sans discrimination. Ce principe, mis en exergue pour la première fois dans la Déclaration universelle relative aux Droits de l'Homme en 1948, a été réitéré dans de nombreuses conventions, déclarations et résolutions internationales relatives aux droits de l'homme. La Conférence mondiale sur les Droits de l'Homme qui s'est tenue à Vienne en 1993 par exemple signalait que « tous les droits humains sont universels, indivisibles, interdépendants et interconnectés » (article 5, Déclaration et Programme d'Action de Vienne) et qu'il incombe aux Etats de promouvoir et protéger tous les droits humains et les libertés fondamentales, indépendamment de leurs systèmes politique, économique et culturel.

Le Conseil de l'Europe identifie deux valeurs clés au coeur du concept des droits de l'homme: **la dignité humaine et l'égalité**. Les droits humains sont donc perçus comme définissant « ces normes de base indispensables pour vivre dans la dignité, et leur universalité dérive du

fait qu'à cet égard au moins, tous les êtres humains sont égaux ». ⁴⁰

Le lien entre les droits humains et la participation devient évident si l'on considère que « sans le spectre total des droits humains, la participation est difficile voire impossible d'accès. » ⁴¹ La nature interdépendante et interconnectée des droits humains, telle que stipulée à l'article 5 de la Déclaration de Vienne, indique que l'accès limité à un ou plusieurs de nos droits (qu'il s'agisse du droit à l'éducation, à la santé, à la liberté d'expression etc.) aura inévitablement un impact sur notre capacité à pleinement participer à la vie de nos communautés. Inutile d'ajouter que sans participation notre accès à de nombreux droits humains est restreint car c'est grâce à la participation que nous pouvons faire un plaidoyer pour nos droits et ceux des autres et les défendre, contribuant ainsi à la construction d'une société basée sur la dignité humaine et l'égalité.

Cela nous ramène en fait aux différentes compréhensions de la citoyenneté : en termes de citoyenneté mondiale, qui a trait au sentiment d'appartenance d'un individu à la communauté globale plus large, et à la compréhension nationale de la citoyenneté qui est axée sur l'Etat nation et le territoire. Comme mentionné plus haut, la citoyenneté peut soit être un outil d'émancipation garantissant l'accès des citoyens à des

⁴⁰ Council of Europe, *Compass – Manual for Human Rights Education with Young people*, 2012 and 2014

⁴¹ Ibid

droits civils, politiques et sociaux fondamentaux, soit «un puissant instrument de fermeture sociale».⁴² Elle permet aux Etats de tracer une ligne qui sépare ses résidents en différentes catégories (ressortissants, ressortissants de pays tiers, ressortissants étrangers non-UE, migrants irréguliers, etc.) et de créer des frontières internes qui séparent les citoyens d'autres résidents, en associant certains droits et privilèges à la citoyenneté nationale.⁴³

Cela crée un paradoxe, car tandis que les droits humains incluent le droit à la participation du « peuple », une compréhension nationale de la citoyenneté autorise chaque Etat à déterminer qui est inclus dans ce concept de « peuple », impliquant au moins également une compréhension implicite de qui est exclu.⁴⁴ Mis à part le cas des réfugiés et des demandeurs d'asile dont les droits sont protégés par les Conventions de Genève, cela signifie que les individus qui ne sont pas légalement reconnus comme des citoyens nationaux de leurs pays de résidence pourraient potentiellement voir leur accès à certains droits fondamentaux, comme le droit à l'éducation, l'emploi ou les soins de santé, restreints.

C'est particulièrement vrai dans le cas des immigrés sans papiers et des apatrides :⁴⁵ leur statut, conformément au concept de citoyenneté mentionné ci-avant lié à la nationalité légale, les empêche effectivement de pleinement accéder

à leurs droits humains dans les pays où ils résident. Même les personnes dont la citoyenneté formelle est reconnue par l'Etat peuvent voir l'accès à leurs droits restreint. Cela peut être le résultat de nombreux facteurs différents mais, pour les groupes de minorités, c'est souvent le résultat de formes continues de discrimination au sein des sociétés.

La notion de droits humains est centrale dans le travail du Forum européen de la Jeunesse et de bon nombre de ses organisations membres. L'ensemble de l'activité et de la politique jeunesse du Forum Jeunesse est ancré dans une approche fondée sur les droits (Rights-Based Approach - RBA) qui intègre les normes et principes du système international des droits humains dans le développement, la mise en oeuvre et l'évaluation de la politique de jeunesse.⁴⁶ La RBA reconnaît non seulement les valeurs de la non discrimination, de l'égalité et de la participation, mais aussi de la transparence et de la responsabilité. Ces derniers éléments s'appliquent également au Forum européen de la Jeunesse et à la façon dont ses membres travaillent, ainsi qu'à l'environnement éducatif et politique qu'ils promeuvent dans leurs activités.

En tant qu'organisation de jeunesse, le Forum européen de la Jeunesse se concentre également sur la promotion des droits des jeunes. Les droits des jeunes font particulièrement référence à la jouissance par les

⁴² R.Brubaker (1992), *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Harvard University Press, USA quoted in Howard, M. M (2009), *The politics of Citizenship in Europe*, Cambridge University Press, United Kingdom, p. 3

⁴³ Ibid, p. 17

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ D'après l'UNHCR, « un apatride est une personne qu'aucun Etat ne reconnaît comme son ressortissant par application de sa législation ». Souvent issus de l'éclatement de pays, les apatrides peuvent aussi inclure les personnes déplacées, les immigrants expulsés, et ceux dont la naissance n'a pas été enregistrée auprès des autorités. Selon l'UNHCR on compte aujourd'hui près de 10 millions d'apatrides dans le monde.

⁴⁶ Forum européen de la Jeunesse, *Définition d'une approche fondée sur les droits*, août 2014

jeunes de leurs libertés et droits fondamentaux. Reconnaisant que les jeunes sont face à des barrières et obstacles spécifiques lors de la transition de l'enfance à l'âge adulte, c-à-d du fait de leur jeune âge, le Forum Jeunesse préconise l'établissement d'outils et mécanismes légaux qui instaurent et reconnaissent les droits des jeunes, leur permettant de pleinement réaliser leurs droits. Parmi ceux-ci, on trouve naturellement le droit à une éducation (à la citoyenneté) de qualité comme un droit humain inaliénable, et l'accès à l'éducation doit être ouvert et gratuit pour tous. En tant que pourvoyeurs d'éducation, les organisations de jeunesse ont aussi un rôle majeur et positif à jouer dans la défense du droit à l'éducation.

« Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

Article 26 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme

Comme nous le verrons au chapitre suivant, de nombreuses organisations ont développé des projets et outils pour que les jeunes puissent accéder à leur droit à l'éducation, soit en les aidant via le système formel, soit en leur offrant des opportunités d'éducation non formelle qui reconnaissent/complètent leur formation scolaire.

L'éducation à la citoyenneté comme un concept démocratique, interculturel et global

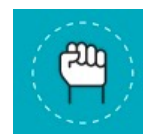
Comme nous l'avons vu, les concepts de citoyenneté, de participation, de démocratie et de droits humains sont tous interconnectés, et leur existence est interdépendante. L'éducation à la citoyenneté est le dénominateur commun pour qu'ils puissent tous fonctionner ensemble et créer les sociétés démocratiques auxquelles nous aspirons. Dans ce contexte, le concept de citoyenneté mondiale, avec sa difficulté du lien légal direct entre citoyenneté nationale et une série spécifique de droits, ainsi que sa dimension interculturelle et son ouverture d'esprit globale, correspond mieux à la conceptualisation de l'éducation à la citoyenneté que le Forum européen de la Jeunesse va présenter dans cette publication.

Ainsi, dans notre usage du terme « éducation à la citoyenneté », nous embrassons implicitement ces trois dimensions de la citoyenneté : démocratique, mondiale et interculturelle. Nous nous abstenons donc d'entrer dans des discussions terminologiques sur le fait de savoir si l'on doit l'appeler « éducation à la citoyenneté mondiale », « éducation interculturelle » ou « éducation à la citoyenneté démocratique » - qui sont inclus dans notre compréhension de la façon dont l'éducation à la citoyenneté doit être abordée. Nous étudierons ce point dans le cadre de l'analyse de la pratique de l'éducation à la citoyenneté par les organisations de jeunesse présentée au chapitre 2.

Interconnexions : l'éducation à la citoyenneté et d'autres domaines d'éducation

Dans diverses approches de l'éducation à la citoyenneté, une connexion est établie avec d'autres domaines d'éducation, surtout **l'éducation aux droits humains, l'éducation au développement durable, l'éducation à la paix, et l'éducation interculturelle.**

Par exemple, le Conseil de l'Europe aborde **l'éducation pour une citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme** ensemble, les considérant comme indissociables et se soutenant mutuellement. »⁴⁷ Elles sont distinctes de par leur centre d'attention et leur champ d'application; l'éducation à la citoyenneté démocratique étant principalement axée sur « les droits et responsabilités démocratiques et sur la participation active, en lien aux sphères civiques, politiques, sociales, économiques, légales et culturelles de la société, tandis que l'éducation aux droits de l'homme est concernée par le spectre plus large des droits humains et des libertés fondamentales dans chaque aspect de la vie des personnes. »⁴⁸



L'éducation aux droits de l'homme veut « responsabiliser les apprenants pour qu'ils contribuent à la construction et à la protection d'une culture universelle des droits humains et des libertés fondamentales. » (Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme, 2010).



L'éducation au développement durable responsabilise les apprenants pour qu'ils prennent des décisions informées et agissent de façon responsable en faveur de l'intégrité de l'environnement, de la viabilité économique et d'une société équitable pour les générations actuelles et futures, tout en respectant la diversité culturelle (site web UNESCO 2016).



L'éducation interculturelle se rapporte au processus d'acquisition de connaissances, d'attitudes, ou au comportement connecté à l'interaction de différentes cultures,

⁴⁷ Conseil de l'Europe, Charte sur l'Éducation à la Citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme - Recommandation du Comité des Ministres, CM/Rec (2010)7, 2010

⁴⁸ Ibid

elle explique comment les individus de milieux différents peuvent vivre ensemble dans la paix. Elle définit à la fois les compétences nécessaires ainsi que le processus à utiliser pour y aboutir. Elle commence par l'apprentissage de soi, des autres et de leurs différences et enfin de ce que chaque personne a de culturel (Conseil de l'Europe et Commission européenne, T-Kit 4- Intercultural Learning, 2000).



L'éducation à la paix est le processus qui promeut les connaissances, compétences, attitudes et valeurs nécessaires pour amener un changement des comportements qui permettra aux enfants, aux jeunes et aux adultes d'empêcher les conflits et la violence, à la fois apparents et structurels; de résoudre pacifiquement les conflits, et de créer les conditions propices à la paix, que ce soit au niveau interpersonnel, intergroupe, national ou international. (UNICEF)⁴⁹

L'UNESCO considère l'éducation mondiale comme un concept général étroitement lié à d'autres domaines d'éducation, comme l'éducation au développement durable, l'éducation aux droits humains et l'éducation à la paix.

« L'éducation à la citoyenneté mondiale applique une approche multidimensionnelle utilisant des concepts, méthodologies et théories

de domaines associés comme l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation à la paix, l'éducation au développement durable et l'éducation pour la compréhension internationale. Elle veut faire progresser leur agenda qui ont pour objectif similaire d'encourager un monde plus juste, pacifique et durable. »⁵⁰

L'UNESCO indique « Il y a des objectifs, approches et résultats d'apprentissage qui se chevauchent et se renforcent mutuellement dans certains programmes éducatifs, comme pour **l'éducation interculturelle** et l'éducation à la santé.⁵¹

L'UNICEF adopte le concept « éducation à la paix » comme faisant partie intégrante d'une approche visant à accomplir le droit à une éducation de qualité pour tous les enfants. Le but d'une éducation à la paix de qualité est de responsabiliser les enfants et les jeunes pour qu'ils contribuent à des changements positifs, tant localement que globalement.

Bien que les définitions varient et que le champ puisse être différent, des buts et méthodologies sont partagés entre ces domaines différents d'éducation. Ils partagent la compréhension de la mission de l'éducation qui consiste à équiper les jeunes des compétences clés pour la vie pour activement participer à la transformation positive, tant du niveau local que global. Ces différents concepts peuvent donc être perçus comme interconnectés et mutuellement renforçants, contribuant finalement au droit à une éducation de qualité. Les objectifs et l'approche pédagogique de l'éducation à la citoyenneté, dans la

⁴⁹ UNICEF, Focus – Peace Education, website accessed on 28 May, available at http://www.unicef.org/education/focus_peace_education.html

⁵⁰ UNESCO, Global citizenship education: preparing learners for the challenges of the twenty-first century, 2014, p.14

⁵¹ ibid

perspective d'une organisation de jeunesse, (y compris celles des domaines associés), sont approfondis dans les chapitres suivants.

Il est bon également de faire référence au large éventail de cadres de compétences qui ont été formulés dans le passé par les gouvernements et ministères nationaux, les chercheurs ainsi que les organisations non gouvernementales de jeunesse, les organisations internationales de jeunesse actives dans le domaine de l'éducation en guise de soutien à la mise en oeuvre de l'éducation à la citoyenneté.⁵² Ces cadres dressent la liste des compétences que les apprenants sont censés acquérir grâce à leur participation à l'éducation à la citoyenneté et aux programmes éducatifs associés, tels que l'éducation aux droits de l'homme, l'apprentissage interculturel, l'éducation au développement durable, l'éducation mondiale, etc. Bien qu'une analyse critique de ces cadres de compétences dépasse l'objectif de cette publication, nous avons pensé qu'il était important de les y mentionner.

⁵² Voir l'annexe de cette publication pour les références sur l'éducation à la citoyenneté par les organisations de jeunesse et les autres ONG, les universités et les organisations internationales.

1.2. — La dimension européenne de l'éducation à la citoyenneté : cadre conceptuel et cadre politique

La citoyenneté européenne - un idéal utopique ?

Si l'on considère la citoyenneté dans un contexte européen, nous nous retrouvons vite face à un vieux débat sur la valeur de la citoyenneté européenne et sa relation à l'existence - ou à l'absence- d'une claire identité européenne. Bien que la notion de citoyenneté de l'UE ait été introduite dans le Traité de Maastricht en 1992, on dit souvent que l'Union européenne manque d'un réel « demos » et de la capacité de transformer la notion strictement légale de la citoyenneté de l'UE en une véritable citoyenneté européenne.

«Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas. Les citoyens jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité ».

Article 8
du Traité de l'Union européenne

Comme déjà mentionné, le concept de citoyenneté européenne partage bon nombre des caractéristiques et questions du concept de citoyenneté mondiale, car il essaie également d'amener le concept de citoyenneté au-delà des frontières traditionnelles de l'Etat nation. En remettant davantage en question le lien entre citoyenneté et identité nationale, le concept de

citoyenneté européenne soulève une question encore plus importante dans les discussions: est-il possible d'améliorer l'action politique collective et de créer un sentiment de civisme (essentiel pour toute politique démocratique moderne) au niveau supranational?

Bien qu'Habermas argue que le cas de la Suisse et des Etats Unis indique « qu'une culture politique (...) ne doit en aucun cas reposer sur tous les citoyens partageant la même langue ou les mêmes origines ethniques et culturelles »⁵³, il mentionne également que « les processus démocratiques n'ont jusqu'à présent fonctionné qu'au sein de frontières nationales ».⁵⁴ Effectivement, en Europe, l'Etat nation demeure le principal espace politique où les citoyens peuvent étendre leur influence directe en participant à une variété de processus démocratiques aux niveaux local, régional et national.⁵⁵ En fait, jusqu'à ce jour, pour beaucoup de citoyens de l'UE, l'impact de l'UE - tant positif que négatif- se ressent le plus profondément dans le domaine économique, notamment avec la monnaie unique, la législation sur l'emploi ou l'économie. La sphère politique européenne et l'Union européenne d'autre part restent plus abstraites et distantes, et elles ne sont directement vécues que par une sphère plutôt restreinte de bureaucrates européens, de fonctionnaires gouvernementaux et d'organisations de la société civile ou du secteur privé qui travaillent régulièrement à Bruxelles, Strasbourg et d'autres villes liées à l'UE.

Bien que des efforts soient faits pour rapprocher l'UE des citoyens ordinaires - comme en attestent

⁵³ Habermas J, Citizenship and National Identity in Van Steenberghe B (ed), *The Condition of Citizenship*, 1994, p 29

⁵⁴ Ibid p. 27

⁵⁵ Biesta, G, *Learning democracy in school and society: Education, lifelong learning, and the politics of citizenship*, 2011. p.33

les efforts pour que l'élection du Président de la Commission européenne ressemble davantage à des élections nationales mais à un niveau paneuropéen⁵⁶ - l'écart entre elles est toujours énorme. Comme le résume la déclaration de M. R. Lipsius, « Il n'existe pas d'opinion publique européenne »⁵⁷ et, sans un débat constant, il est très difficile de créer ce sentiment d'appartenance chez une communauté plus vaste de citoyens de l'UE.

Comme déclaré plus haut, certains auteurs arguent que l'UE manque des prérequis sociaux et culturels sous-jacents à une authentique politique démocratique.⁵⁸ En ce sens, la citoyenneté de l'UE a une « faible dimension affective »⁵⁹ comparée aux identités nationales fermement incorporées dans les Etats nations. En effet, tandis que les Français, les Allemands, les Polonais ou les Grecs ont une langue et une culture, une historiographie et un territoire défini auquel se rapporter à enseigner dans les programmes scolaires, l'idée de l'Europe et de ce que signifie être Européen est en comparaison bien plus fragmentaire et ouverte au débat.

« L'idée européenne n'est pas née d'un instinct primitif mais plutôt d'une perception; elle n'est pas le produit d'une ferveur spontanée, mais du fruit à maturation lente d'un mode de pensée plus élevé. »

Stefan Zweig

Le fait d'être Européen n'est pas imposé par un espace géographique ou politique prédéterminé, ni ancré dans une tradition culturelle, linguistique ou religieuse particulière, puisque cela n'est pas compatible avec la grande diversité qui caractérise l'Europe et ceux qui y vivent.⁶⁰ De plus, être

Européen ne signifie pas non plus uniquement être un citoyen de l'UE, car si c'était le cas cela exclurait les citoyens des pays non-UE comme la Suisse, la Norvège, la Russie ou la Turquie de leur rôle historique, politique et culturel dans la formation de l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui. Comme l'indique Stefan Zweig, l'idée européenne « n'est pas née d'un instinct primitif mais plutôt d'une perception, elle n'est pas le produit d'une ferveur spontanée, mais du fruit à maturation lente d'un mode de pensée plus élevé. » Etre Européen signifie donc de faire partie d'une communauté réflexive, d'une communauté consciente de son histoire, de sa responsabilité, et des valeurs qu'elle représente et doit respecter - les valeurs des droits de l'homme et de la dignité, de la démocratie, de la cohésion sociale, de l'égalité des chances, de l'égalité devant la loi, et du respect de la nature.⁶¹

Ce n'est bien évidemment pas la seule interprétation de ce que signifie être Européen. Toutefois, si la citoyenneté de l'UE doit dépasser sa conception légale étroite actuelle, et s'inspirer et développer l'idée de ce qu'est être Européen à travers l'Europe, alors notre approche de l'éducation à la citoyenneté requiert une claire dimension européenne. Cela permettra de construire une conception plus riche et plus politique de la citoyenneté de l'UE, qui sera fondamentale si l'UE veut accroître l'engagement des citoyens et récolter un plus vaste soutien pour l'UE en tant qu'union sociale et politique- et pas uniquement économique.

Processus politiques clés

Institutionnellement, l'approche de l'UE envers l'éducation à la citoyenneté s'est principalement axée sur des informations et campagnes accrues à propos de ce que font les institutions européennes, en plus de contrôler et recenser les pratiques nationales actuelles. Par rapport au

⁵⁶ Priestley J and Garcia N P, Ten Lessons from the 2014 European presidential election, article published June 9 2015, available at http://europesworld.org/2015/06/09/tenlessons-2014-europeanpresidential-election/#_V3zDmJN95Kg

⁵⁷ Lipsius, M R, " Die Europäische Gemeinschaft", 1990 quoted in Habermas J, Citizenship and National Identity in Van Steenberg B (ed), The Condition of Citizenship, 1994, p. 30

⁵⁸ Risse, T., "No demos? Identities and Public Spheres in the Euro crisis", in Journal of Common Market Studies, 52 (6), 2014, p. 1207

⁵⁹ Smith A. and Robinson A., Education For Mutual Understanding - Perceptions and Policy, 1992.

⁶⁰ Zweig S, Messages from a Lost World – Europe on the Brink, 2016.

⁶¹ Lauritzen P, Some Comments and Working Definitions, 2000 in Ohana Y and Rothmund A (ed) Eggs in a Pan – Speeches, Writings and Reflections by Peter Lauritzen, 2008, p. 232

développement d'un sentiment d'identité européenne partagée, les principales méthodes ont utilisé les informations publiques et les programmes d'échange.

Dans le cadre du programme de l'UE pour l'apprentissage tout au long de la vie (2007-2013), le programme Comenius notamment cherchait à « développer les connaissances et la compréhension par les jeunes et le personnel pédagogique de la diversité des cultures, des langues et des valeurs européennes », et à « aider les jeunes à acquérir les compétences nécessaires pour leur développement personnel, leur futur emploi et leur citoyenneté active ».⁶²

La Déclaration de Paris de 2015 sur « la promotion de la citoyenneté et des valeurs communes de liberté, de tolérance et de non discrimination grâce à l'éducation » a marqué un nouveau pas en avant pour l'UE en termes d'éducation à la citoyenneté, demandant « une éducation inclusive pour tous les enfants et les jeunes, qui combatte le racisme et la discrimination sur n'importe quel terrain, promeuve la citoyenneté et leur apprenne à comprendre et accepter les différences d'opinion, de conviction, de confession et de style de vie, tout en respectant l'Etat de droit, la diversité et l'égalité des genres ».⁶³

Cependant, comme mentionné plus haut, les érudits se sont demandé si une compréhension culturelle et internationale à elle seule était suffisante pour développer une identité européenne partagée.⁶⁴ De la même manière, les programmes d'information de l'UE ont été au mieux moyennement efficaces et ils manquent fréquemment de la confiance du public.⁶⁵ Il est clair que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour entreprendre des démarches

considérables vers un sens plus profond de la citoyenneté européenne.

Le Conseil de l'Europe soutient la promotion des droits humains, de la démocratie et de l'Etat de droit grâce à l'éducation dans ses 47 Etats membres. Sa Charte sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme fournit un cadre commun d'action et un large éventail d'activités de coopération visent à promouvoir le dialogue et la coopération entre et au sein des pays dans ce domaine. Pour pouvoir évaluer les derniers aboutissements et les défis actuels dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, et en vue de soutenir la promotion des valeurs des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit grâce à l'éducation, le Conseil de l'Europe prépare pour l'instant un rapport sur la situation de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme en Europe, en étroite collaboration avec les Etats parties de la Convention culturelle européenne et d'autres parties appropriées, notamment les organisations de jeunesse.

Les conclusions du rapport seront discutées en 2017 à la Conférence sur la situation de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme en Europe.⁶⁶ Ce processus de révision vise à encourager et soutenir d'autres progrès dans ce domaine, grâce à l'apprentissage par les pairs et un dialogue continu entre les acteurs clés.

Les politiques d'éducation à la citoyenneté européenne

Comme l'indiquent McCann & Finn (2006), un sens d'identité et de citoyenneté européenne peut être identifié à travers les cursus en Europe, mais le schéma est éparpillé : l'éducation à la citoyenneté varie dans différents Etats selon les contextes

⁶² European Commission, EACEA, Lifelong learning Programme – Comenius Programme, website accessed April 2016, available at: http://eacea.ec.europa.eu/lip/comenius/comenius_en.php

⁶³ European Union, Informal Meeting of European Union Education Ministers, Declaration on Promoting Citizenship and the Common Values of Freedom, Tolerance and Non-Discrimination through Education, 2015.

⁶⁴ European Commission, HolfordJ and Van der Veen,R, Lifelong learning, governance and active citizenship in Europe: Analysis of adult learning and design of formal, non-formal and informal educational intervention strategies - Final report of the ETGACE research project, 2003

⁶⁵ Ibid

⁶⁶ Note des auteurs: ceci n'est qu'un titre provisoire au moment de rédiger la publication, le nom final du document pourrait être modifié.

nationaux et les priorités.⁶⁷ On n'y trouve pas d'attention commune sur l'éducation à la citoyenneté et l'identité européennes.

Cette approche éparpillée est le résultat des politiques sous-jacentes à l'éducation à la citoyenneté, car l'enseignement obligatoire est resté très étroitement lié aux diverses priorités nationales dans chaque Etat. Vu que le principe de subsidiarité et la réticence des Etats membres à céder de la souveraineté dans ce qu'ils considèrent comme un domaine politique clé, l'éducation dans l'UE demeure une préoccupation nationale.⁶⁸ Vu que certains Etats membres rejettent régulièrement des propositions pour une approche européenne plus engagée dans ce domaine, - et qu'ils continueront plus que probablement de le faire dans un avenir prévisible- il est vital de chercher des approches alternatives à l'éducation à la citoyenneté en Europe en plus d'influencer les programmes scolaires.

Au sein des institutions de l'UE, il existe la preuve d'un certain niveau de volonté politique pour considérer de telles approches. Le programme Erasmus+ révisé (2014-2020) offre un soutien financier pour des partenariats stratégiques dans le domaine de la jeunesse axés sur « la promotion de la responsabilisation, la participation et la citoyenneté active des jeunes, grâce à des projets qui visent à: 1) élargir et approfondir la participation politique et sociale des jeunes aux niveaux local, régional, national, européen ou mondial, 2) permettre aux jeunes d'entrer en contact avec, exprimer leurs opinions et influencer les politiciens élus, les administrations publiques, les groupes d'intérêt, les organisations de la société civile, ou les citoyens individuels dans n'importe lequel des processus politiques ou sociaux affectant leurs vies. »⁶⁹ C'est une étape positive mais elle soulève des questions quant aux types de partenariats stratégiques qui peuvent être considérés comme authentiques par les jeunes, et qui peuvent alimenter une approche saine et critique de la citoyenneté de l'UE, équilibrée par un degré de confiance, et d'appartenance à

« l'Europe » en tant que continent et que projet politique et démocratique méritant des efforts.

Cette approche critique est cruciale. L'éducation à la citoyenneté doit être perçue comme un moyen clé d'équiper les jeunes des compétences et connaissances nécessaires pour participer effectivement à la vie politique, économique et sociale - pas simplement comme une série étreinte d'instructions ou d'informations sur la politique comme une activité formelle. En d'autres termes, la distinction entre politique et éducation - la politique étant la province des partis politiques adverses, et l'éducation un moyen séparé d'instiller le savoir - doit être réduite, l'éducation à la citoyenneté incorporant à la fois la culture politique basée sur la connaissance et les compétences critiques plus vastes nécessaires pour évaluer les problèmes les plus importants de l'Europe contemporaine. Cette approche critique est particulièrement importante vu la période actuelle d'intense introspection en Europe, à la lumière de la lenteur des réponses totalement inadéquates aux crises économiques, à la situation critique des réfugiés en Europe, et surtout, après que le Royaume Uni ait voté le Brexit.

Le rôle des organisations de jeunesse

Au-delà des systèmes d'éducation formelle, les organisations de jeunesse ont un rôle clé à jouer dans l'éducation à la citoyenneté européenne et dans le développement des compétences des jeunes. Grâce à la création de réseaux transnationaux, tant formels qu'informels, les organisations de jeunesse ont exprimé leurs revendications au niveau européen depuis la seconde moitié du 20ème siècle. Ce faisant, elles ont contribué à engendrer en quelque sorte ce que Pia et Lister appellent des « pratiques innovantes de citoyenneté européenne ». Cette évolution se manifeste dans les interactions multiples entre les institutions nationales, les institutions supranationales, les ONG et les mouvements sociaux en vue de redéfinir les structures politiques et de négocier de nouveaux sites

⁶⁷ Pour plus d'information sur les différents programmes au niveau national, voir le Rapport Eurydice 2012 de la Commission européenne sur l'éducation à la citoyenneté en Europe.

⁶⁸ Biesta, G, *Learning democracy in school and society: Education, lifelong learning, and the politics of citizenship*, 2011. p.33

⁶⁹ Commission européenne, *Guide du programme Erasmus+*, 2014. p. 109

d'identification grâce à un engagement politique commun.⁷⁰ Cette pratique stimule la reconnaissance de la diversité culturelle et l'acceptation du pluralisme comme fondements d'une Europe politique. Le futur développement de la citoyenneté européenne est imbriqué dans le développement de tels réseaux de participation,⁷¹ ainsi que la reconnaissance du fait que l'éducation à la citoyenneté ayant l'impact le plus puissant n'est pas l'éducation à la citoyenneté comme élément d'un cursus formel (comme une matière, séparée en plusieurs sujets ou en contenu inter-programme), mais plutôt celle qui est tissée dans la trame de la culture scolaire et dans sa pratique elle-même. Un partenariat plus solide entre le secteur non formel et formel, et l'adoption de méthodologies non formelles dans les écoles et d'autres espaces d'éducation formelle pourrait être une force pour le changement de la culture scolaire que requiert une éducation à la citoyenneté de qualité, sans toutefois négliger l'espace ni la pertinence d'autres types d'éducation extra-murale.

**Citoyenneté européenne,
vers des valeurs (communes)?**

Si l'éducation sous toutes ses formes est intrinsèquement chargée de valeurs comme McLaughlin et Juceviciene (1997) le remarquent, la question qui demeure est: quelles valeurs doivent être invoquées?⁷² Alors qu'un partenariat entre des prestataires d'éducation formelle et non formelle, comme les organisations de jeunesse, peut réunir les bonnes compétences, approches et encadrements nécessaires pour une éducation à la citoyenneté qui soit effective, quels sont les objectifs et valeurs communs qui doivent sous-tendre ce processus?

Tout d'abord, il est important de souligner qu'une méthodologie participative et centrée sur l'apprenant est déterminante; elle est une condition préalable à toute citoyenneté active et critique. Il est donc important de comprendre la logique sous-jacente aux méthodologies utilisées

en enseignant l'éducation à la citoyenneté, qu'elle vise à répliquer le status quo de la société actuelle (forme réflexive) ou à y promouvoir le changement et le progrès (forme transformative). En outre, Lister & Pia arguent que s'inspirer de valeurs communes « moulées dans des conditions pré-démocratiques »⁷³ est problématique parce que c'est exclusif, discriminatoire et rigide. En ce sens, les valeurs inhérentes à l'éducation à la citoyenneté européenne ne doivent pas reposer sur des principes pré-établis qui sont enseignés et imposés aux jeunes. L'objectif commun doit être que les jeunes - appréhendés comme une génération de citoyens actifs, plutôt que simplement de jeunes individus- aient la confiance, les compétences et les attitudes nécessaires pour interroger les systèmes et valeurs pré-supposés et définir collectivement ce qu'implique d'être Européen.

Au sein des structures politiques européennes, des efforts peuvent être faits pour s'éloigner des modèles traditionnels, hiérarchiques démocratiques et tendre vers des systèmes plus ouverts, accessibles et co-créationnels qui réagissent à une génération critique et responsabilisée de jeunes.⁷⁴ Certains efforts ont déjà été fournis au niveau européen : au Conseil de l'Europe, les jeunes cogèrent le secteur de la jeunesse; les organisations de jeunesse codécident de ses priorités et formulant des recommandations pour les futurs budgets et programmes. De la même manière, le Dialogue structuré de l'UE avec les jeunes est un forum de réflexion conjointe et continue sur les priorités, la mise en oeuvre et le suivi de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, qui comprend des consultations régulières des jeunes et des organisations de jeunesse à tous les niveaux des pays de l'UE. De telles structures politiques participatives doivent cependant être renforcées, étendues, et testées à d'autres niveaux et dans d'autres domaines de prise de décisions - pas uniquement pour les politiques de jeunesse.

⁷⁰ Lister, M. and Pia, E., *Citizenship in Contemporary Europe*, 2008, p. 194

⁷¹ Ibid

⁷² McLaughlin T. and Juceviciene P., *Education, democracy and the formation of national Identity in Bridges*, D (ed), *Education, Autonomy, and Democratic Citizenship: Philosophy in a Changing World*, 1997 p.24

⁷³ Lister, M. and Pia, E., *Citizenship in Contemporary Europe*, 2008, p. 163

⁷⁴ Williamson, A., and Sande, M., *From Arrogance to Intimacy: a Handbook for Active Democracies*, 2014. p. 32

1.3. — *L'éducation à la citoyenneté telle que la conçoit le Forum européen de la Jeunesse*

L'éducation à la citoyenneté est au centre du travail des organisations de jeunesse et elle est donc une priorité du Forum européen de la Jeunesse qui représente plus de 100 organisations de jeunesse à travers l'Europe, actives tant au niveau international qu'aux niveaux européen, national et local. Certains sont des conseils nationaux de jeunesse (CNJ) et d'autres des organisations internationales non gouvernementales de jeunesse (OINGJ).

Pour une majorité de membres du Forum Jeunesse, l'éducation est au cœur de leurs mission et actions. Elles ont donc développé une expertise dans la prestation d'opportunités d'apprentissage aux jeunes, les responsabilisant pour qu'ils jouent un rôle actif dans la société. Ce sont leurs contributions à l'éducation à la citoyenneté. Dans cette section, nous présentons le cadre conceptuel sur l'éducation à la citoyenneté élaboré par le Forum européen de la Jeunesse inspiré du travail de ses membres dans ce domaine.



Le rôle transformateur de l'éducation à la citoyenneté

Dans les réponses à l'enquête⁷⁵ qu'a reçues le Forum Jeunesse concernant les objectifs du travail des organisations de jeunesse autour de l'éducation à la citoyenneté, les trois dimensions suivantes ont été identifiées :

- l'éducation à la citoyenneté comme un mécanisme pour l'engagement civique et politique dans les sociétés démocratiques;
- l'éducation à la citoyenneté comme un tremplin vers la citoyenneté mondiale;
- l'éducation à la citoyenneté comme un espace d'apprentissage interculturel et de dialogue.

En reconnaissant la diversité des objectifs du travail d'éducation à la citoyenneté des organisations de jeunesse, nous pouvons les regrouper en fonction de trois dimensions centrales de la citoyenneté : les dimensions démocratique, globale, et interculturelle.

**** L'éducation à la citoyenneté comme un mécanisme pour l'engagement civique et politique dans les sociétés démocratiques**

Une vaste majorité d'organisations de jeunesse basent principalement l'éducation à la citoyenneté sur l'apprentissage de la

participation à la vie politique, civique et démocratique. Effectivement, l'éducation à la citoyenneté est considérée comme un facteur essentiel pour encourager une culture de citoyenneté active et de participation démocratique en Europe. Cette dimension démocratique de l'éducation à la citoyenneté

⁷⁵ L'enquête peut être consultée en annexe.

implique le développement de compétences nécessaires pour que les individus puissent exercer leurs droits et assumer leurs devoirs dans le contexte des systèmes politique et légal qui gouvernent la citoyenneté.

« L'éducation à la citoyenneté est une condition préalable à la participation démocratique et à la citoyenneté active »

Forum européen de la Jeunesse⁷⁶

L'éducation à la citoyenneté est essentielle pour éliminer le clivage entre les institutions démocratiques, les représentants élus et les partis politiques d'une part, et les citoyens d'autre part. La désillusion à l'égard de la politique, la méfiance envers les partis politiques, et la complexité des processus décisionnels démocratiques ont créé un déficit démocratique, surtout parmi les jeunes. Suite à cela, étant donné que les structures politiques ont vieilli, les jeunes exigent et mettent en oeuvre des formes de participation plus diverses pour eux-mêmes au sein de communautés multiples, menaçant la légitimité des structures démocratiques traditionnelles.

Non contente de développer les connaissances et la compréhension des institutions et processus formels de la vie civique tels que le fait de voter aux élections, l'éducation à la citoyenneté se concentre sur les connaissances et la compréhension ainsi que sur les opportunités de participation politique et de l'engagement social comme moyens d'interagir tant avec leurs communautés locales (y compris les écoles) que la société plus vaste et de les façonner⁷⁷. Elle encourage l'évaluation critique par les jeunes des discussions politiques qui peuvent surgir au sein de leurs communautés et développe leurs compétences et leur confiance pour se faire entendre et effectivement aboutir au changement.

Cette approche permet aux organisations de jeunesse de s'éloigner de l'attention traditionnelle portée par l'éducation à la citoyenneté au développement d'honnêtes citoyens patriotes -

des individus au succès professionnel qui pourraient aussi occasionnellement envisager de faire un don à des organisations caritatives- pour créer des membres de la communauté à l'esprit critique qui participent activement à son amélioration. Pour résumer, comme nous pouvons l'observer, l'éducation à la citoyenneté ne vise pas uniquement à améliorer les connaissances mais aussi (et surtout) à nourrir la motivation et à offrir les possibilités de participer à la société en tant que citoyen actif.

« L'éducation à la citoyenneté implique de fournir suffisamment de pouvoir aux jeunes pour qu'ils deviennent des acteurs de la société et puissent se faire entendre ».

Conseil de la Jeunesse francophone de Belgique

**** L'éducation à la citoyenneté comme un tremplin vers la citoyenneté mondiale**

Comme le comprennent les organisations de jeunesse, l'éducation à la citoyenneté repose sur la supposition que le fait d'être citoyen dans un monde global aujourd'hui implique d'être citoyen dans un contexte local, tandis que le fait d'être citoyen dans un contexte local implique de plus en plus d'être un citoyen global.⁷⁸ Nous comprenons donc l'éducation à la citoyenneté comme un processus de renforcement des capacités et de sensibilisation aux implications de la vie de chaque individu sur les décisions quotidiennes qui connectent le global au local et vice-versa. Elle vise donc à responsabiliser les jeunes pour qu'ils jouent pleinement leur rôle de citoyens d'un monde, en explorant et en analysant leur société de façon critique.

« L'objectif de l'éducation à la citoyenneté est de contribuer au développement des jeunes pour qu'ils réalisent pleinement leur potentiel physique, intellectuel, social et spirituel en tant qu'individus, citoyens responsables et membres des communautés locales, nationales et internationales. »

OMMS

⁷⁶ Forum européen de la Jeunesse, Document politique sur la démocratie dans les organisations de jeunesse, 2010

⁷⁷ Sherod et al (Eds) Handbook of Research on Civic, Engagement in Youth, 2010

⁷⁸ Document politique du Forum Jeunesse sur l'éducation globale, 2008

S'inspirant de cette dimension globale de l'éducation à la citoyenneté, les organisations de jeunesse cherchent à développer l'empathie des jeunes, un sentiment d'appartenance à la communauté globale, et une responsabilité envers d'autres peuples et l'environnement. En développant la conscience de leur interdépendance entre les réalités locales des peuples et le contexte global où existent ces réalités, l'éducation à la citoyenneté veut nourrir un sentiment d'engagement pour transformer le monde pour plus de justice, de solidarité, d'égalité des chances et l'authentique universalité des droits humains.

Par rapport aux liens avec la politique, l'éducation à la citoyenneté peut responsabiliser et engager les jeunes à faire progresser la réalisation des Objectifs pour le Développement durable en commençant par leur réalité locale, tout comme elle peut contribuer à la sensibilisation et au développement de la solidarité et de la compréhension globale.

**** L'éducation à la citoyenneté comme un espace pour l'apprentissage et le dialogue interculturels**

L'éducation à la citoyenneté aborde les moyens dont les relations sociales sont établies entre les individus et les groupes. Par leurs programmes, les organisations de jeunesse veulent soutenir l'apprentissage de la construction de l'identité et des identités et perceptions multiples de soi et de l'autre. Elles cherchent à développer les compétences sociales comme l'empathie, le respect et le soutien mutuel. Bien que reconnaissant et appréciant la diversité, l'éducation à la citoyenneté est censée améliorer les valeurs communes au sein d'un groupe/une communauté grâce aux opportunités de découvrir et coopérer avec d'autres personnes.

« L'éducation à la citoyenneté est aussi un moyen de comprendre, d'agir et de se connecter aux autres et à l'environnement dans l'espace et le temps, en fonction des valeurs universelles, grâce au respect de la diversité et du pluralisme. »

EFIL - Fédération européenne pour l'Apprentissage interculturel

En outre, de nombreux programmes des organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté ciblent les inégalités sociales et les disparités dans l'accès des personnes à leurs droits; en effet, pour certaines il s'agit de la «raison d'être» de l'organisation. L'éducation à la citoyenneté des organisations de jeunesse oeuvre à l'inclusion sociale, y compris la promotion du rassemblement de différents groupes dans la société (notamment les minorités nationales et les groupes ethniques), et à la sensibilisation aux questions sociales, au travail sur l'égalité des sexes, etc.



L'éducation à la citoyenneté comme moyen de réaliser l'égalité des genres

La réalisation de l'égalité des genres en tant que fondement de la justice sociale dépend du développement des approches pédagogiques qui soutiennent les femmes et les hommes à éliminer tout stéréotype sexiste qui représente une discrimination à leur égard, et qui leur donne, ou leur ôte, des privilèges, uniquement en raison de leur genre. L'éducation à la citoyenneté représente l'un des moyens les plus efficaces de réaliser l'égalité des genres. Grâce à ce type d'éducation, les femmes et les hommes peuvent réfléchir de façon critique à leur entourage, et lutter contre des injustices dont ils sont les témoins ou les victimes. En tant que telle, l'éducation à la citoyenneté est à la fois un moyen de comprendre les expériences des autres et d'ouvrir les yeux sur les disparités de genre qui ne sont pas nécessairement perçues comme le résultat de facteurs culturels, traditionnels, sociaux ou autres. En outre, l'éducation à la citoyenneté - dans sa dimension démocratique - est un outil efficace de responsabilisation qui aide notamment les jeunes femmes à s'affirmer et agir, et les hommes à s'engager plus activement dans le travail en faveur de l'égalité des genres (Forum européen de la Jeunesse, document politique sur l'éducation globale, 2008).



Une expérience d'apprentissage tout au long de la vie et embrassant tous les aspects de celle-ci

Le Forum Jeunesse situe l'éducation à la citoyenneté dans un cadre politique et pratique d'apprentissage tout au long de la vie et embrassant tous les aspects de celle-ci. En effet, une approche holistique de l'éducation à la citoyenneté demande la participation de prestataires d'éducation tant formelle que non formelle qui se complètent les uns les autres en terme de contenu et d'attention à leurs programmes d'éducation, ainsi que l'approche pédagogique et les types d'opportunités pour faire l'expérience de la participation.

Incapables de couvrir le large éventail d'acteurs faisant de l'éducation à la citoyenneté aujourd'hui, nous présentons ci-dessous une petite référence au rôle des écoles en tant que prestataires d'éducation formelle, ainsi que l'exemple des organisations de jeunesse comme prestataires fondamentaux d'éducation non formelle promouvant et facilitant l'éducation à la citoyenneté. Une brève référence est faite à d'autres acteurs et espaces dans des cadres non formels et informels qui contribuent à certains des buts de l'éducation à la citoyenneté.

**** L'éducation à la citoyenneté comme un tremplin vers la citoyenneté globale**

L'éducation à la citoyenneté est largement présente dans l'éventail de programmes d'apprentissage fournis dans des environnements d'éducation non formelle. C'est le cas des organisations de jeunesse dont le travail éducatif est élaboré autour d'un processus participatif qui promeut la citoyenneté active et élargit les horizons des jeunes.

D'après les principes et pratiques de l'ENF, les organisations de jeunesse offrent des possibilités d'encourager une citoyenneté active en réunissant des jeunes de milieux différents pour qu'ils puissent apprendre les uns des autres. Elles soutiennent les jeunes dans le développement des compétences nécessaires pour naviguer dans la

complexité et la diversité de la société contemporaine, leur permettant d'explorer des réalités différentes de la leur et les aidant à identifier un rôle à assumer pour pouvoir contribuer au progrès social et au développement de la société. Le Forum Jeunesse représentant 100 organisations de jeunesse en Europe, nous pouvons argumenter que (quasi) la plupart des organisations de jeunesse partagent la compréhension de l'éducation à la citoyenneté telle que présentée ci-dessus: un processus d'apprentissage transformatif abordant trois dimensions de la citoyenneté - démocratique, globale et interculturelle.

Le prochain chapitre présentera en détails l'approche des organisations de jeunesse et leur rôle en prodiguant l'éducation à la citoyenneté aux jeunes.

**** L'éducation à la citoyenneté dans l'environnement scolaire : aperçu de la situation au niveau européen**

D'après le rapport Eurydice 2012, l'éducation à la citoyenneté fait partie des programmes scolaires de tous les pays évalués dans le rapport, soit comme sujet isolé, soit comme un autre sujet ou un sujet interprogramme (ou une combinaison des trois).⁷⁹ Le laps de temps et le format dans lequel l'éducation à la citoyenneté est enseignée varie d'un pays à l'autre, mais selon Eurydice, « les programmes reflètent bien la nature multi-dimensionnelle de la citoyenneté », enseignant non seulement « les connaissances théoriques que doivent acquérir les étudiants, mais aussi (...) les compétences à maîtriser et les attitudes et valeurs à développer ».⁸⁰ La participation active des étudiants dans et en dehors de l'école est également largement promue et soutenue par une certaine forme de cadre réglementaire qui permet la participation des jeunes dans la gouvernance de l'école.

Cependant, le rapport stipule également qu'il reste du travail à accomplir dans de nombreux pays pour créer des outils d'évaluation adéquats pour la qualité de l'éducation à la citoyenneté enseignée dans les écoles ainsi que former les enseignants aux compétences requises pour enseigner la citoyenneté.⁸¹ Le Forum européen de la Jeunesse a identifié des préoccupations similaires dans son enquête Youth Up, déclarant que « bon nombre des parties prenantes interviewées craignaient qu'une fois mise en place, l'éducation à la citoyenneté était mal conçue et enseignée dans des environnements pédagogiques qui (...) promouvaient une culture démocratique ».⁸² Ainsi, tandis que l'éducation à la citoyenneté est présente dans des écoles en Europe, il y a toujours des éléments qui doivent être améliorés pour fournir les connaissances politiques, les compétences etc pour permettre la pleine participation politique et informée des jeunes. »⁸³ Cependant, sa présence ne doit pas non plus être considérée comme acquise, comme récemment démontré par l'Espagne, et de nouvelles démarches doivent être entreprises pour éviter la politisation de l'éducation à la citoyenneté afin d'éviter les effets nuisibles de sa mise en oeuvre et de son impact.⁸⁴

**** Autres espaces non formels et informels pour l'éducation à la citoyenneté**

Une large palette d'acteurs, notamment les organisations pour le développement, les syndicats et d'autres organisations de la société civile, jouent un rôle important dans la provision de l'éducation à la citoyenneté, parfois en coopération avec les organisations de jeunesse.

Alors que la participation dans les organisations traditionnelles de la société civile a diminué ces dernières années, elles jouent toujours un rôle fondamental en tant que prestataires d'éducation à la citoyenneté en offrant à leurs membres et collaborateurs un espace de socialisation, d'interaction et aussi pour l'action politique et sociale. Les nouveaux mouvements sociaux qui ont émergé ces dernières années - offline, (les

⁷⁹ Commission européenne, L'éducation à la citoyenneté en Europe, Eurydice, 2012

⁸⁰ Ibid, p 13

⁸¹ Ibid, p 14

⁸² Forum européen de la Jeunesse, Dezelan, T. Les Jeunes et la vie démocratique en Europe : quoi après les élections européennes de 2014?, 2015, p 6

⁸³ Ibid

⁸⁴ Ibid, p 68

Indignés en Espagne, la Nuit Debout à Paris) ou en ligne (Wikileaks, Anonymous) - sont aussi des espaces d'expression et d'expérimentation démocratique, contribuant à la sensibilisation politique et sociale des jeunes qui participent à ces mouvements, mais également à redéfinir ce que signifie d'être citoyen à l'ère de l'internet, de la communication instantanée et des réseaux sociaux mondiaux.

D'autres expériences comme the International Association of Educating Cities et sa charte contribuent également à la promotion de la citoyenneté active et de l'éducation à la citoyenneté au niveau local, via la participation active d'autorités locales et autres organisations locales de la société civile (y compris des organisations de jeunesse) dans des projets insistant sur l'importance de l'éducation dans leurs villes. Ce projet insiste également sur l'importance de l'interaction entre les différents types de prestataires et le rôle des structures paires (comme le Réseau des Universités sur les Jeunes et le Développement du Centre Nord Sud du Conseil de l'Europe) pour améliorer leur collaboration et créer des possibilités d'éducation à la citoyenneté de qualité pour tous les jeunes.

L'apprentissage informel joue aussi un rôle clé pour aborder les objectifs de l'éducation à la citoyenneté. Les expériences et interactions des individus dans la vie au quotidien peuvent offrir des opportunités enrichissantes d'apprentissage. Dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, ce processus implique nécessairement les jeunes eux-mêmes. Les jeunes doivent être les propriétaires de leur propre éducation et apprentissage dans tous les domaines de l'éducation. L'apprentissage informel ne peut être dirigé que par les propres intérêts des jeunes. Toutefois, les autres influencent énormément les centres d'intérêt d'une personne via la provision d'informations, ou en attirant son attention sur certaines questions par exemple. Par conséquent, de nombreux acteurs de la société ont pour responsabilité de susciter l'intérêt et la compréhension des jeunes pour les questions globales.

De nombreuses conditions préalables existent pour l'apprentissage informel. L'accès aux informations et l'exposition ouverte à une diversité d'opinions sont essentiels. D'autres éléments jouant un rôle important dans le processus d'apprentissage comprennent:⁸⁵

- des médias critiques et pluralistes présentant une diversité d'opinions sans violer les droits humains ni contribuer à l'isolement ou à des perceptions discriminatoires de groupes et communautés particuliers.
- des partis et institutions politiques ouverts et transparents
- des possibilités de voyager (en Europe et au-delà) pour pouvoir faire l'expérience de réalités sur le terrain;
- soutenir et promouvoir le lieu de travail, le voisinage et les structures civiques comme des lieux d'apprentissage;
- permettre aux jeunes d'apprendre et d'être conscients des choix qu'ils font en tant que consommateurs. Sensibiliser à une consommation critique et responsable et à la durabilité est aussi un mode d'apprentissage informel qui contribue à la dimension globale de l'éducation à la citoyenneté;
- les parents sont également d'importants éducateurs et une source d'éducation informelle dans le sens où leurs attitudes et approches influencent grandement la manière dont leurs enfants perçoivent le monde. Il est donc nécessaire d'attirer leur attention sur cet impact.

⁸⁵ Document politique du Forum Jeunesse sur l'éducation globale, 2008

Chapitre 2



LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET L'EDUCATION A LA CITOYENNETE : UNE QUESTIONS DE PRINCIPES ET DE PRATIQUE

L'éducation à la citoyenneté est très présente dans l'éducation non formelle (ENF) fournie par les organisations de jeunesse car elle se développe autour d'un processus participatif visant à promouvoir la citoyenneté active et à élargir les horizons des jeunes. S'inspirant des principes et pratiques de l'ENF, les organisations de jeunesse offrent des opportunités d'apprentissage pour devenir des citoyens actifs, réunissant des jeunes de milieux différents pour travailler et apprendre les uns des autres. Elles soutiennent les jeunes dans le développement des compétences nécessaires pour naviguer dans la complexité et la diversité de la société contemporaine, leur permettant d'explorer des réalités différentes de la leur, et les aidant à identifier à un rôle à assumer, comme une façon de contribuer au progrès social et au plus grand développement de la société.

Ce chapitre expose l'approche des organisations de jeunesse et leur rôle dans l'éducation à la citoyenneté des jeunes. Les informations reflètent la position du Forum Jeunesse, en tant que représentant d'une centaine d'organisations en Europe, ainsi que l'analyse des informations récoltées dans une enquête menée parmi les organisations de jeunesse sur leur travail sur l'éducation à la citoyenneté.

2.1. — Comment les organisations de jeunesse comprennent et approchent la citoyenneté



Dans le cadre de son appel pour le droit à une éducation de qualité dans son projet Europe inclusive, le Forum Jeunesse a mené une enquête (de février à mars 2016) parmi ses organisations membres pour analyser comment elles abordent l'éducation à la citoyenneté ainsi que leur contribution au développement des compétences des jeunes pour la citoyenneté active et l'inclusion sociale.⁸⁶

Définition(s) et terminologies

La diversité du travail des organisations de jeunesse se reflète également dans la diversité de la terminologie utilisée en rapport à l'éducation à la citoyenneté. Alors que certaines utilisent indistinctement éducation civique et éducation à la citoyenneté (AEGEE⁸⁷), d'autres utilisent des termes comme « éducation mondiale », « éducation nouvelle / éducation active » (FICMEA⁸⁸), « éducation populaire » (CNAJEP⁸⁹), « éducation socialiste / éducation pour un changement social » (IFM-SEI) pour englober l'éducation à la citoyenneté.

D'autre part, certaines organisations de jeunesse n'ont aucune définition spécifique de l'éducation à la citoyenneté car elle est englobée dans leur approche holistique de l'éducation. C'est le cas de FIMCAP. Les organisations de jeunesse actives dans des cadres d'éducation formelle, comme les représentants d'unions d'étudiants d'écoles secondaires (OBESSU) et d'unions d'étudiants de l'enseignement supérieur (ESU) perçoivent également l'éducation à la citoyenneté comme un élément clé de l'éducation

lorsqu'abordée de façon holistique et comprise dans sa dimension sociale. Ils l'abordent à partir du droit à une éducation de qualité et de la responsabilité publique de l'éducation, soulignant l'importance des objectifs multiples de l'éducation, l'un d'entre eux consistant à fournir une éducation au développement de la société et à la citoyenneté active (ESU). Dans le contexte de l'enseignement supérieur, l'éducation à la citoyenneté est étroitement liée à l'internationalisation de l'éducation et à l'importance de sa dimension sociale en vue d'encourager l'apprentissage interculturel.

Notre vision du monde

Malgré la terminologie diverse, nous observons que le travail éducatif des organisations de jeunesse, y compris l'éducation à la citoyenneté, est axé sur une série de valeurs partagées qui reflètent leur vision commune du monde.

Dans un monde où les violations des droits humains sont toujours monnaie courante, où le développement et la distribution inégale des

⁸⁶ Les détails de l'enquête et l'enquête en soi peut être consultée à l'annexe de cette publication.

⁸⁷ www.zeus.aegge.org/portal/category/cewg

⁸⁸ voir www.ficmea.org

⁸⁹ voir www.cnajep.asso.fr

richesses est une réalité à travers l'Europe et le monde; et où le changement climatique menace l'environnement, l'approche des organisations de jeunesse inspirée de valeurs est mue par leur ambition de construire une société socialement juste pour tous et développée de manière pacifique et durable.⁹⁰

La vision englobe les valeurs démocratiques, le respect et la promotion des droits humains partout dans le monde. Elle émane de la supposition que les cultures sont hétérogènes et en évolution constante, et que le dialogue interculturel est essentiel pour établir des relations harmonieuses et constructives basées sur le respect et l'appréciation de la diversité et du pluralisme. La conviction de l'interdépendance entre le global et le local fait également partie de leur vision qui tend à une éducation égale et à des opportunités sociales pour tous les jeunes.

Cette vision se traduit dans les **missions** complémentaires des organisations de jeunesse dans la société, notamment :

- **Mobilisation (des jeunes):** pour contribuer à transformer et construire des sociétés plus justes, inclusives et équitables grâce à des valeurs partagées;
- **Développement** d'un sentiment commun du citoyen qu'il appartient à une communauté plus large et à une humanité commune;
- **Servir** la communauté via des actions du niveau local au niveau global, allant de l'engagement dans la communauté locale à des activités internationales;
- **Responsabiliser** les jeunes pour qu'ils deviennent des citoyens autonomes engagés dans la vie civique et politique, et qu'ils réalisent pleinement leur potentiel;
- **Offrir** des opportunités d'apprentissage (interculturel) pour aider les jeunes à développer les compétences, les connaissances et la compréhension nécessaire pour créer un monde plus juste et pacifique;
- **Améliorer** la participation des jeunes (y compris des étudiants) dans le processus décisionnel et les structures démocratiques (au sein de l'école

et de la société au sens plus large) via des actions de représentation et de plaidoyer;

- **Reconnaître** le rôle et encourager la citoyenneté active de tous les membres de la société, y compris ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté et ceux qui sont considérés comme vivant dans des conditions défavorisées;
- **Faire un plaidoyer** pour que le droit à une éducation de qualité soit disponible pour tous les (jeunes) individus pendant toute la vie, et faire de l'inclusion de l'éducation à la citoyenneté une priorité politique importante aux niveaux local, national et européen.

Comme nous le verrons plus tard, cette approche de l'éducation à la citoyenneté implique de nourrir une série de valeurs chez les jeunes qui correspondent à la vision et à la mission de l'organisation, et qui va leur permettre d'agir comme des citoyens responsables et engagés dans des sociétés démocratiques et culturellement diverses, conscients et équipés des compétences pour aborder les interconnexions entre les réalités locales et globales.

Le potentiel transformateur de l'éducation à la citoyenneté

Comme présenté au chapitre 1, le Forum européen de la Jeunesse et ses organisations membres conçoivent l'éducation à la citoyenneté comme un processus transformateur, tant pour l'individu que pour la société. Pour l'individu cela implique un processus d'apprentissage d'introspection et de prise de conscience de son rôle dans la société en tant que détenteur de droits et de responsabilités pour la vie en communauté dans des sociétés participatives démocratiques. Finalement, ce processus veut responsabiliser les jeunes à devenir des agents du changement au sein de leurs propres communautés, défendant les droits humains et agissant en faveur d'un développement positif. La participation, l'engagement, la responsabilisation et le changement sont des mots clés fréquemment retrouvés dans les plans d'action des organisations de jeunesse. Quant à la société, l'éducation à la citoyenneté répond au besoin de transformation sociale porté par la foi dans l'évolution constante et le progrès constructif et durable des sociétés.

⁹⁰Document politique du Forum Jeunesse sur l'éducation globale, 2008

« L'éducation à la citoyenneté, c'est responsabiliser les enfants et les jeunes pour qu'ils défendent leurs droits, analysent la société de façon critique, et participent et agissent en faveur du changement social. »

IFM-SEI

C'est à partir de cette vision du monde que les organisations de jeunesse définissent leurs buts et objectifs pédagogiques. Le dénominateur commun de leur travail est le développement des compétences des jeunes ainsi que la provision d'opportunités (espace et structures) pour leur engagement dans la société. Comme présenté plus bas, différents types de programmes et d'activités sont développés par les organisations de jeunesse pour soutenir ce processus.

2.2. — *Les organisations de jeunesse, des laboratoires pour l'éducation à la citoyenneté*



L'éducation à la citoyenneté, la raison d'être des organisations de jeunesse

L'éducation à la citoyenneté est au cœur de la grande majorité des organisations de jeunesse qui offrent des opportunités d'apprentissage. Dans la plupart des cas, l'éducation à la citoyenneté est intrinsèque à leur mission globale et à leur raison d'être; elle fait partie de la philosophie qui dirige leurs actions. Elle est donc intégrée dans leur travail d'une façon ou d'une autre.

Faisant partie de la série d'acteurs sociaux et politiques de la société, les organisations de jeunesse servent de laboratoires pour la citoyenneté active. Elles fournissent à la fois un espace pour la sensibilisation et la discussion sur un large éventail de sujets concernant l'individu et la société, ainsi que les structures et opportunités nécessaires pour traduire leurs opinions et idées en pratique, que soit au sein ou en dehors de l'organisation (dans leurs écoles, communautés et associations locales, via la participation civique et politique, les programmes internationaux, le volontariat, etc).

En participant à une organisation de jeunesse, les jeunes peuvent s'engager dans des activités/actions qui leur permettent d'expérimenter les principes et aspects pratiques de la démocratie. Dirigées par des jeunes et démocratiques, les organisations de jeunesse possèdent leurs propres

processus décisionnels et participatifs internes; la démocratie et la participation sont donc intrinsèques à la culture des organisations de jeunesse. Par conséquent, en s'y engageant les jeunes « vivent » une culture de participation active et de responsabilité, et ils mettent naturellement en pratique leurs compétences civiques et politiques.

En tant qu'organisations faîtières au niveau européen, les organisations de jeunesse rassemblent des organisations nationales de jeunesse au sein d'une plate-forme commune qui permet d'apprendre des choses sur des sujets et réalités spécifiques, les participants ont ainsi la chance d'interagir avec leurs pairs d'autres cultures et pays, et cela promeut un regard global et un sens accru du partage de l'humanité commune. En plus de cela, les organisations de jeunesse offrent un espace pour nourrir les compétences sociales et économiques via l'établissement de relations interpersonnelles.



Une richesse de programmes et projets/activités

Résultats de l'enquête :

92% des répondants déclarent qu'ils (ou leurs membres) fournissent un certain type d'éducation à la citoyenneté (y compris des domaines éducatifs y ayant trait comme mentionné plus haut), soit via un programme/projet spécifique ou intégré dans le travail pédagogique général de l'organisation.

Pour aborder les objectifs présentés plus haut, les organisations de jeunesse fournissent une vaste série de programmes ou projets ayant trait à l'éducation à la citoyenneté, leur étendue, nature et mise en oeuvre varient en fonction du mandat et de la structure de chaque organisation ainsi que du contexte et du groupe cible.

En vue de simplifier la riche diversité de leur travail, nous présentons ci-dessous les informations relatives au travail des organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté basées sur les aspects/caractéristiques clés suivants:

- cadre et champ géographique
- type de programmes et durée
- thèmes et sujets abordés
- objectifs spécifiques
- groupes cibles

N.B: les éléments liés à l'approche pédagogique et au développement de compétences ainsi qu'à la coopération avec d'autres organisations/institutions sont présentés dans une section séparée. Plus d'informations détaillées sur chaque programme spécifique peuvent être consultées en annexe.

**** Cadres et étendue géographique**

Les organisations de jeunesse sont présentes à différents niveaux. Tandis que certaines sont basées au niveau local, d'autres ont une étendue nationale, parfois des fédérations d'organisations locales de jeunesse existent au niveau national (des conseils nationaux de jeunesse), dont le rôle est de représenter et soutenir le travail de leurs organisations membres.

Certaines de ces organisations locales ou nationales sont elles-mêmes membres d'organisations de jeunesse qui opèrent aussi aux niveaux européen et international, couvrant plusieurs pays et continents. Au Forum européen de la Jeunesse, on les appelle des « organisations internationales non gouvernementales de jeunesse » (OINGJ).

En fonction de leur mandat, les organisations de jeunesse peuvent opérer soit dans des cadres communautaires, soit en tant que clubs/groupes de jeunes ou associations confessionnelles, dans le cadre de sections jeunesse de partis politiques, ou dans des contextes scolaires ou universitaires (par exemple des unions d'étudiants ou des organisations d'échange scolaire).

** Type de programmes

Les organisations de jeunesse organisent un large éventail de programmes, projets et activités liés à l'éducation à la citoyenneté. Ils sont choisis en fonction du mandat et du groupe cible de l'organisation.

Volontariat

Tout comme d'autres organisations de la société civile, le volontariat est au cœur de nombreuses organisations de jeunesse. Bon nombre d'entre elles comptent sur les volontaires pour leur fonctionnement quotidien et elles sont également chargées de nombreux programmes qui offrent des opportunités de volontariat de qualité à leurs membres ou à d'autres jeunes. Certaines organisations de jeunesse sont aussi activement impliquées dans l'envoi ou l'accueil d'organisations du Service volontaire européen (SVE) et impliquent régulièrement des jeunes de toute l'Europe dans leurs projets. Grâce à cela, elles favorisent l'engagement actif de jeunes dans des projets locaux/nationaux et améliorent leur capacité de devenir des acteurs positifs du changement au sein de leurs communautés.



Don Bosco Youth-Net (DBYN) Streetwise, programme de formation faisant partie du plus grand projet « En Route - Don Bosco Volontaires pour les droits de l'homme ». « Streetwise » est un séminaire de 4 jours qui veut transformer l'expérience internationale de volontaires sur le retour en citoyenneté active dans leur communauté locale. Adressé aux jeunes qui rentrent d'un service volontaire à l'étranger (18-25 ans), le programme se concentre sur les compétences en gestion de projet pour leur permettre de s'engager dans leurs communautés locales et multiplier l'expérience d'apprentissage au sein de leurs organisations d'envoi tout en améliorant l'expérience d'autres volontaires revenus et de futurs volontaires internationaux.

Echanges/événements internationaux

Visant la promotion de la mobilité européenne et internationale, les organisations de jeunesse et autres prestataires d'éducation non formelle oeuvrent en continu pour préparer les jeunes à voyager, sortir de chez eux et de leurs communautés, rencontrer de nouvelles personnes, d'autres cultures, d'autres modes de penser, principalement en leur permettant de rencontrer des jeunes d'autres pays grâce à des échanges/événements internationaux.



Scouts-Guides de France - 2015, « You're Up » Jamboree. Un rassemblement scout de 8 jours organisé en 2015 par les Scouts Guides de France, qui a réuni près de 15.000 jeunes à Strasbourg (5.000 scouts européens et 10.000 scouts français de 14 à 17 ans). Grâce au jumelage - réunir une unité française et une unité européenne de scouts-, les jeunes ont pu faire l'expérience de la diversité, du leadership et développer leur sentiment de citoyenneté et communauté européenne.

Réunions/activités régulières de groupes locaux

L'apprentissage par les pairs et l'échange d'idées parmi leurs membres grâce à des réunions/activités régulières de groupes locaux - visant le partage de connaissances, d'expériences et d'opinions sur des sujets donnés - représentent une dimension essentielle du travail et des organisations de jeunesse. Grâce à ces activités, les jeunes prennent confiance en participant à des discussions ouvertes, ils apprennent à s'engager dans des arguments constructifs avec leurs pairs et partagent des connaissances sur différents sujets avec d'autres jeunes.



ATD Quart Monde « Université populaire Quart Monde ». Créée en 1972, l'Université populaire Quart Monde est un espace de dialogue et d'apprentissage mutuel entre jeunes adultes et adultes vivant dans l'extrême pauvreté et d'autres citoyens ordinaires. Dans cet espace d'apprentissage par les pairs, tout le monde est invité à partager ses idées, opinions et connaissances avec les autres dans un environnement sécurisé où chacun est valorisé. L'espace sert aussi à renforcer les capacités pour l'activisme et la création de nouveaux projets/ idées.



Le « Programme trimestriel de citoyenneté européenne (PTCE) » de EFIL (pour les 15-18 ans) permet l'immersion dans une autre culture pendant trois mois en se concentrant sur l'apprentissage interculturel avec un accent sur la citoyenneté active européenne. A la fin de l'échange, juste avant le retour dans leur pays natal, tous les participants se réunissent à un Camp PTCE à Bruxelles pour partager leur expérience, participer à des ateliers sur la citoyenneté active, et visiter les institutions de l'UE.

Programme d'échange scolaire et de famille d'accueil

Certaines organisations de jeunesse (appelées « organisations d'échange ») offrent des opportunités à des étudiants d'écoles secondaires d'étudier à l'étranger pendant quelques mois jusqu'à maximum un an. Cette expérience offre une immersion dans une autre culture et c'est une occasion de plonger dans une autre communauté et d'acquérir une compréhension et une perspective globale en approfondissant leur appréciation d'autres cultures.

Projets thématiques

De nombreuses organisations de jeunesse ont élaboré des projets sur des sujets spécifiques et de nombreuses activités telles que des séminaires, des débats, des ateliers, des conférences, des visites d'étude, des groupes de réflexion, etc. Certains de ces projets abordent spécifiquement l'éducation à la citoyenneté ou des éléments y ayant trait, leur permettant d'explorer en profondeur les divers éléments de ce concept et de renforcer la capacité de leurs membres à travailler sur le sujet.



Le projet « Kecejme do toho (Exprime-toi) » du Conseil national de la jeunesse tchèque (CRDM) et « Génération Droits de l'homme - Liberté au 21ème siècle » de ACTIVE

Dans le cadre du dialogue structuré de l'UE avec les jeunes, « Exprime-toi - Dialogue structuré avec les jeunes » est un projet qui aide les jeunes à exprimer leurs opinions sur des questions publiées liées à la vie des jeunes, à s'engager dans les débats politiques actuels sur les sujets d'actualité et à encourager de nouvelles idées sur la manière d'augmenter la participation politique des jeunes. Les activités du projet sont planifiées en lien à l'année scolaire et les résultats obtenus sont diffusés dans toutes les parties prenantes appropriées - politiciens, fonctionnaires, société civile et médias.

« Génération Droits de l'Homme - Liberté au 21ème siècle » était une série de séminaires autour de l'Europe (Allemagne, Roumanie, Belgique) sur la compréhension du concept des droits humains et la façon dont ils sont actuellement mis en vigueur/violés en Europe. Près de 130 récents de personnes de toute l'Europe ont été récoltés et envoyés sous forme de cartes postales aux membres du Parlement européen et de nombreux participants se sont vus offrir les outils et le savoir pour mieux comprendre les droits humains et en particulier les questions de l'égalité, du genre et des droits des migrants.

Programmes d'été

Une autre activité qu'organisent régulièrement les organisations de jeunesse: les camps ou universités d'été. Habituellement plus longs qu'un atelier (une semaine ou plus), ce sont des espaces où les organisations de jeunesse offrent à leurs membres (mais pas uniquement) des possibilités de parfaire leur développement grâce à l'éducation non formelle et à l'apprentissage informel ainsi que d'établir des réseaux et partenariats entre eux.



Universités d'été d'AECEE: adressées aux étudiants de l'enseignement supérieur (18-28 ans), ces universités sont des espaces qui permettent aux jeunes, pour une période allant de 14 à 24 jours, de discuter, apprendre et explorer toute une série de sujets lors de séminaires, ateliers et/ou sessions de formation. Ils y abordent notamment la citoyenneté active, l'éducation civique, l'éducation aux droits humains et/ou la communication interculturelle.

Projets globaux/internationaux

Le travail de certaines organisations de jeunesse et de la société civile n'est pas uniquement axé sur l'Europe. Elles gèrent souvent des projets/activités qui impliquent d'autres régions du monde, établissant des passerelles avec la communauté mondiale plus large du travail et du militantisme jeunesse.



IFM-SEI, Projet « Partnerships for Participation » (P4P). Ce projet, impliquant des groupes locaux d'enfants de Bolivie, du Cameroun, d'Espagne, du Royaume Uni et d'Indonésie, veut encourager de nouvelles approches de la

participation des enfants aux processus décisionnels et former les décideurs sur la façon de les impliquer. Avec le soutien de 10 volontaires SVE, 10 organisations établissent des partenariats avec des conseils locaux ou des écoles d'un autre pays et organisent des échanges étudiants avec l'aide d'autres organisations membres des Faucons dans ces pays.

Ateliers de formation (internes aux membres ou externes)

La plupart des organisations de jeunesse incluent des sessions de formation pour leurs propres membres ou pour des participants externes à leurs activités. Ces activités sont essentielles pour préparer les formateurs de jeunes à une variété de sujets sur lesquels ils doivent travailler en leur apportant les outils et concepts méthodologiques nécessaires. C'est également un outil très utile pour multiplier et répandre de bonnes pratiques et des connaissances spécifiques parmi les organisations membres ou partenaires externes, y compris sur le sujet de l'éducation à la citoyenneté.



Le stage de formation pour formateurs de l'Union des Etudiants européens (ESU) sur l'éducation à la citoyenneté. En coopération avec le Conseil de l'Europe, ESU forme régulièrement son équipe de formateurs (et aussi ses membres) sur l'éducation à la citoyenneté afin de leur fournir les outils et méthodologies nécessaires et améliorer leurs connaissances sur le sujet. Selon le profil des formateurs, ces formations peuvent aussi inclure des références à d'autres campagnes du CoE (le mouvement contre le discours haineux par exemple) ou un aperçu de stratégies et campagnes antidiscriminatoires et antiracisme. Toutes ces formations sont des expériences d'apprentissage par les pairs basées sur l'apprenant qui utilisent des méthodologies d'éducation non formelle.

Visites et sessions d'étude/sur le terrain

Des visites ou sessions d'étude sur le terrain sont régulièrement organisées par les organisations de jeunesse pour permettre à leurs membres ou participants externes d'avoir une expérience de première main sur les sujets qu'aborde habituellement l'organisation ou de sensibiliser leurs membres à un certain sujet ou une certaine réalité.



Le projet « Youth Migrants on the Move in Europe » du Conseil de la Jeunesse de Bavière (BJR). En 2015, le BJR organisait une visite d'étude à Naples pour permettre à ses membres de mieux comprendre la situation de la migration pour les jeunes en Europe et apprendre différents modes de coopération et de travail avec les réfugiés mineurs. Ils ont aussi organisé un voyage similaire dans le cadre du même projet dans les pays baltes pour mieux comprendre l'héritage de l'occupation soviétique et l'oppression dans la région.

Conférences/discussions ouvertes/consultations

Les conférences et discussions ouvertes sont des espaces importants qui permettent aux organisations de jeunesse, avec l'aide de membres, d'experts ou de parties prenantes appropriées, d'explorer des sujets dans un cadre plus public et en présence de davantage de médias traditionnels et sociaux. Les consultations sont très utiles pour se faire une idée précise des opinions et idées des organisations de jeunesse et des jeunes sur divers sujets, et grâce à cela, rendre le travail des organisations de jeunesse représentatif de la voix des jeunes dans la sphère politique et sociale.



Le projet « Mladi odlocajmo » du Conseil national de la Jeunesse de Slovénie (MSS) : dans le cadre du Dialogue structuré de l'UE, MSS a mis en place un projet de dialogue structuré national pour les jeunes, les organisations de jeunesse, et d'autres organisations qui travaillent avec des jeunes, des conseils de jeunesse de communautés locales et des autorités locales et nationales, en vue de réaliser des objectifs communs pour une meilleure inclusion sociale des jeunes, se concentrant sur leur employabilité et sensibilisation par rapport aux compétences acquises. Au début des consultations, les étudiants sont invités à préparer des analyses de leur environnement local avec l'aide d'une équipe de formateurs de jeunes (2 pour 20 étudiants) et grâce à des méthodes et techniques non formelles pour motiver les jeunes à participer à la prise de décisions démocratique.

Plaidoyer

Les organisations de jeunesse sont également concernées par les nombreux problèmes qui touchent les jeunes au quotidien et elles contribuent activement à l'élaboration politique et la prise de décisions grâce à leur travail de plaidoyer. Elles offrent également des formations, et un soutien administratif et financier à leurs organisations membres dans leurs propres campagnes de lobby pour renforcer leurs capacités de faire entendre leurs revendications par les décideurs et d'autres parties prenantes appropriées.



Projet « YOUrope » de la Communauté catholique allemande de la jeunesse (KJG). Lancé en 2014, le projet YOUrope voulait renforcer les capacités des

membres de KJG pour le plaidoyer en faveur des droits des jeunes au niveau européen. En collaboration avec d'autres membres de FIMCAP, les jeunes ont travaillé pendant 7 semaines dans différents ateliers qui ont abouti à la création de manuels de plaidoyer à l'attention de leurs membres (mais pas uniquement) sur les sujets suivants: volontariat, droit au travail, droit à la liberté d'expression et d'information, droit à la sécurité sociale, et droit à la non discrimination.

Manuels, publications, recherches

Pour soutenir le plaidoyer des organisations de jeunesse sur différents sujets mais aussi contribuer au renforcement des capacités des jeunes en général, de nombreuses organisations de jeunesse promeuvent la création de manuels, guides et rapports de recherches dans le cadre de leur travail. Impliquant souvent des experts en jeunesse et autres, ces publications sont également l'occasion d'établir ou d'approfondir les relations avec des partenaires institutionnels et de créer des passerelles entre les éducateurs formels et non formels.



OBESSU « Manual for School Students » et EEE-YFU « Colored Glasses: a Resource Manual for Intercultural Education ».

Paru en 2015, le « Manual for School Students » a été créé pour et par des élèves (enseignement secondaire, professionnel et formation) de 15-19 ans en vue d'accroître leur participation à l'école et également dans la société. Le manuel veut développer leur capacité de gestion d'une structure organisationnelle, de sa naissance au développement et à la gestion de ses différents aspects comme la gestion économique, la presse et les communications, et l'organisation d'événement par des organisations d'étudiants et de jeunes.

Par rapport à l'analogie bien connue des lunettes de soleil qui incarnent des filtres culturels à travers lesquels nous observons et interprétons la réalité,

« Coloured Glasses: a resource manual for intercultural education » propose des ateliers prêts à l'emploi sur l'apprentissage interculturel dans les écoles secondaires. Les ateliers sont adaptés à la fois aux enseignants et aux étudiants, et ils permettent aux participants d'explorer et d'apprendre les valeurs, les différences culturelles, les stéréotypes, la communication verbale et non verbale ainsi que l'identité.

Brevets

Certaines organisations encouragent la citoyenneté active via un programme de remise de brevets. Par exemple, le **Brevet Scouts du Monde** a été inauguré en vue d'encourager une plus grande participation des scouts senior et rover (15-26 ans) au développement de la société en les sensibilisant davantage aux questions globales qui touchent le monde aujourd'hui. Plutôt que de promouvoir la compétition, ce système renforce le sens de l'initiative des jeunes, leur développement personnel et leur propre responsabilité envers leur processus d'apprentissage.



Le **Brevet Scouts du Monde** concerne la préparation des jeunes adultes à la citoyenneté globale et insiste sur trois thèmes clés: l'environnement, le développement, et la paix. Le brevet est scindé en deux parties: la Découverte des Scouts du Monde, un voyage de 7 jours visant à acquérir des connaissances approfondies de l'un des thèmes, et identifier d'éventuelles solutions aux problèmes y ayant trait, le Service volontaire des Scouts du Monde, une période d'engagement personnel pour développer un projet communautaire sur l'un des sujets. Le brevet Scouts du Monde est opéré par des organisations nationales de scouts et il est décerné à toute personne (scout ou non scout) ayant réussi une « Découverte des Scouts du Monde » ou « un Service volontaire des Scouts du Monde ». Le programme a été développé en gardant à l'esprit la contribution du scoutisme aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies et il continuera de contribuer au programme de ces OMD.

— Exemples :

Sujets : thèmes abordés par les programmes/projets des organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté

LA DEMOCRATIE



QUESTIONS GLOBALES



durabilité environnementale



OMD



campagnes de sensibilisation



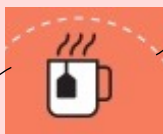
changement social



gestion des conflits/résolution des conflits



droits de l'homme



santé et environnement sûr, styles de vie sains



éducation à la paix



coopération (niveaux européen et global)



jeunes réfugiés en Europe, intégration, itinéraires en Europe, politique migratoire en Europe



volontariat

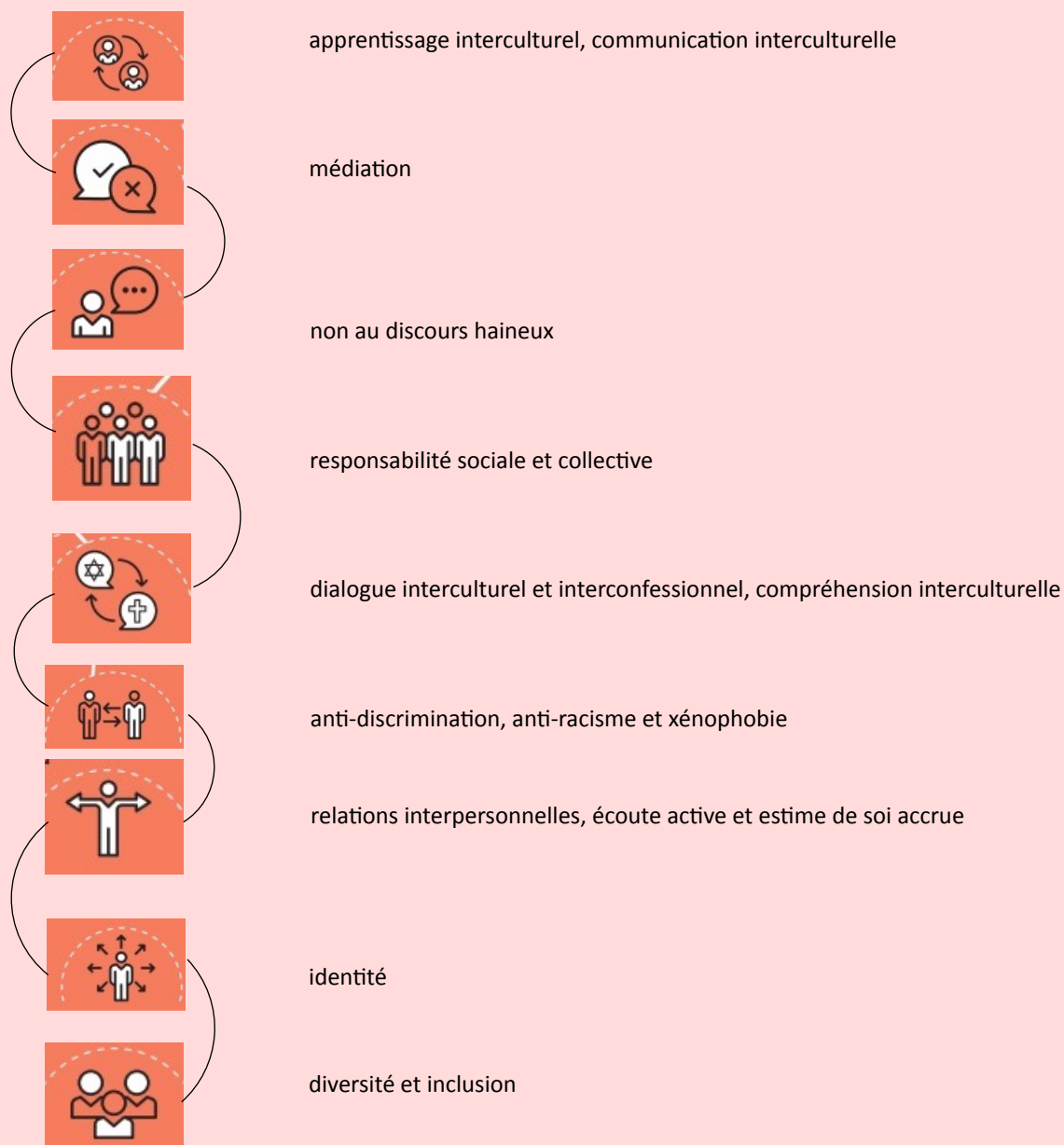


éducation globale, questions globales



pauvreté et exclusion sociale

QUESTIONS INTERCULTURELLES



Thèmes et sujets

Les programmes et activités mentionnés au chapitre 2 couvrent un large éventail de thèmes et sujets liés à l'éducation à la citoyenneté, abordant les principes fondamentaux des sociétés démocratiques, les problèmes de la société contemporaine comme la diversité culturelle ainsi que les dimensions européenne et globale liées à la citoyenneté. Sans vouloir être exhaustive, une liste de thèmes communs abordés ici par les organisations de jeunesse via leurs différents types de travail, se concentrent sur les trois principales dimensions de la citoyenneté.

Des thèmes spécifiques autour du développement personnel sont également communs dans l'apprentissage que proposent les organisations de jeunesse. Ils peuvent comprendre le leadership et les compétences en communication, la gestion de projets etc. A certaines occasions, dans certaines activités sur les discussions et débats ouverts, les sujets sont laissés ouverts, précisément pour permettre aux jeunes de décider des sujets à discuter en fonction de leurs intérêts et besoins. L'accent est donc placé sur le processus (participatif, dirigé par des jeunes, volontaire) plutôt que sur le contenu.

Inspirés par les informations fournies dans l'enquête, nous avons dressé une liste non exhaustive des compétences clés que les programmes des organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté abordent d'une manière ou d'une autre. Toutes ces compétences sont considérées comme étant interconnectées et interdépendantes, et donc également essentielles pour appliquer la vision et la mission des organisations de jeunesse par rapport à la société et au monde, et le rôle qu'y tiennent les jeunes.



Connaissance et compréhension

Dynamique nationale/régionale

- l'histoire d'un pays/d'une région
- les questions politiques, sociales, économiques et culturelles aux niveaux national/régional qui requièrent une action

La démocratie sous toutes ses dimensions

- les soi-disant crises démocratiques, leurs causes et éventuelles solutions
- différents moyens de participer dans la société et de s'engager dans les processus politiques et décisionnels à tous les niveaux
- pertinence de la citoyenneté, éducation à la citoyenneté et débats académiques y ayant trait
- approches, mécanismes et pratiques de participation

L'Europe et l'UE

- acquérir une plus vaste perspective sur le concept de l'Europe et l'UE
- le fonctionnement de l'UE et les différentes façons dont les jeunes peuvent y participer et l'influencer
- affaires courantes de l'UE (situation de la migration pour les jeunes en Europe)

Dialogue interculturel et droits humains

- différentes cultures et comment la culture affecte le comportement

- théories de culture et différences interculturelles
- identité individuelle et réalité des autres
- création et histoire des droits humains
- différents instruments légaux pour mettre les droits humains en vigueur et les défendre
- la situation en Europe en termes de droits humains (institutions et mécanismes clés)
- compréhension commune de certains principes et valeurs
- Lien entre apprentissage interculturel et citoyenneté active



Compétences

Sensibilisation et plaidoyer

- sensibilité culturelle et adaptabilité
- sensibilité aux droits humains, y compris des jeunes
- capacité d'évaluer les besoins et les violations des droits humains au sein de leurs communautés et identification des moyens de les promouvoir et de les défendre (niveaux local et national)
- participer et s'engager dans les élections et autres processus démocratiques à tous les niveaux (local, national, européen)
- organiser des activités pédagogiques sur des questions de citoyenneté pour les jeunes

Leadership et représentation

- prise de parole en public
- compétences linguistiques

- gestion de projet et capacité organisationnelle
- travail d'équipe

Social et émotionnel

- animation et gestion de groupe
- apprendre des expériences et options des autres
- raisonnement critique et analyse
- introspection sur expériences et vues personnelles, son rôle en tant que jeune citoyen, représentant d'élèves etc.
- compétences en discussion et argumentation
- autonomie
- autoévaluation de l'apprentissage et des compétences acquises



Attitudes et valeurs

- attitudes positives envers d'autres cultures
- respect de différentes opinions
- promouvoir la participation des jeunes parmi les pairs
- prise de parole en public
- motivation à participer dans la société, être un « citoyen actif »
- réfléchir aux problèmes mondiaux et de la communauté, volonté de changer les choses
- confiance en soi et auto-expression
- partage de valeurs communes
- valorisation de l'importance de la citoyenneté active
- apprécier la diversité de l'Europe

**** Inspiration pour le futur: ce que gagnent les jeunes**

De par leurs programmes/projets et activités, les organisations de jeunesse cherchent à développer une large série de compétences considérées comme essentielles pour leur développement et participation à la vie démocratique, aujourd'hui et durant toute leur vie. Plutôt que d'établir des objectifs académiques, les organisations de jeunesse adoptent une approche de l'apprentissage basée sur les compétences et elles conçoivent et mettent en place leurs programmes autour de celles-ci.

Nous considérons les compétences comme la série de connaissances et de compréhension, de compétences, d'attitudes et de valeurs qui soutiennent une personne pour qu'elle fonctionne dans différents moments et situations de sa vie. A cause de leur impact dans toutes les phases et facettes de leur vie, au-delà de la participation civique et politique, le but des organisations de jeunesse est de développer des compétences clés pour la vie.

« Personne n'est prêt à activement prendre part à la société avant de connaître d'abord les différentes options. En même temps, on ne peut attendre de personne qu'il se forge une opinion sur des questions de société importantes avant de comprendre d'abord les faits et questions en jeu et d'apprendre comment fonctionne la vie politique. »

OBESSU, document politique sur la participation démocratique (2013)

**** A la portée de tous les jeunes**

Les organisations de jeunesse occupent une position privilégiée pour toucher les jeunes de milieux différents. De par leur nature volontaire et non formelle (en dehors de l'environnement scolaire), les organisations de jeunesse peuvent s'engager auprès des jeunes qui ont décroché de l'école ou qui sont déçus du système d'éducation formelle. Vu leur diversité à la fois en termes de programmes/activités et de méthodes d'apprentissage, les organisations de jeunesse

offrent un espace pour que toutes les opinions et croyances soient mises en pratique et exprimées.

Diversité de l'âge et des rôles

Les jeunes s'engagent dans des activités et programmes d'organisations de jeunesse de différentes manières. Certains sont des participants réguliers tandis que d'autres participent sur une base ad-hoc. En terme d'âge, cela va d'enfants de 5 ans et d'adolescents de 13-17 ans, à de jeunes adultes jusqu'à 30 ans (et parfois jusqu'à 35 ans).

Certains des programmes sont adressés aux membres de l'organisation qui s'engagent soit en tant que participants ou jeunes adultes ayant des rôles spécifiques, comme les animateurs socio-éducatifs, les animateurs, formateurs, volontaires, représentants d'organisations (membres du conseil d'administration, représentants étudiants) etc, en vue de les soutenir en tant que multiplicateurs.

Certaines autres activités sont ouvertes aux jeunes dans un sens plus large, indépendamment de leur affiliation à une organisation de jeunesse donnée. Certaines initiatives peuvent cibler une audience plus vaste, adultes y compris.

En fonction du mandat de l'organisation, les jeunes participants peuvent provenir de différents cadres: le voisinage/la communauté locale (y compris des communautés confessionnelles), des écoles et universités (étudiants du secondaire de 16-19 ans), des sections jeunesse de partis politiques, des jeunes engagés dans un service volontaire, etc.

Dans certaines organisations comme AFS/EFIL, on trouve des **volontaires** de tout âge, ce qui offre une opportunité unique pour un apprentissage intergénérationnel où chacun inspire l'autre par sa citoyenneté active.

Une riche variété de milieux

« Les jeunes défavorisés sont l'essence de notre mouvement! Nos participants sont des jeunes (et des adultes) vivant dans l'extrême pauvreté, et celles et ceux qui sont solidaires. »

ATD Quart Monde

L'enquête a fait la lumière sur l'idée parfois contestée de la diversité socio-économique et culturelle des participants des organisations de jeunesse. En effet, les organisations de jeunesse s'évertuent à réunir des groupes hétérogènes, poussées par leur but d'encourager la rencontre avec l'autre et une action collective en émanant. Les informations récoltées ont confirmé que les jeunes participants à bon nombre de ces programmes/projets proviennent de différents milieux sociaux et culturels y compris :

(jeunes) personnes vivant dans l'extrême pauvreté

ATD Quart Monde leur offre des espaces où exprimer leurs opinions et apprendre la participation, le développement culturel et économique, les droits humains et l'activisme comme « l'Université Populaire Quart Monde » (mentionnée plus haut).

Les enfants de parents alcooliques et les enfants connaissant des difficultés économiques

Dans son projet « Do it Yourself » en 2014, ACTIVE a organisé une série d'activités internationales et nationales, des partenariats ont été encouragés entre ses organisations membres et des organisations travaillant avec des jeunes marginalisés dans différents pays européens.

Jeunes défavorisés - les organisations membres de Don Bosco Youth-net travaillent avec une diversité de jeunes défavorisés. En fonction des besoins, elles organisent des formations en entrepreneuriat social, en confiance en soi, de jumelage au travail, de Service volontaire européen (SVE), tout cela dans le but d'encourager les participants à devenir plus autonomes, s'épanouir et contribuer à façonner leurs communautés locales.

Les décrocheurs et les jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation (NEET) - AEGEE et d'autres organisations de jeunesse travaillent régulièrement avec ce groupe de jeunes, les impliquant dans des activités comme des débats ouverts et ils se regroupent dans le même espace pour discuter de sujets liés à l'éducation.

Etudiants handicapés - en Roumanie, l'Alliance nationale des Organisations d'étudiants (ANOSR) organise un camp d'été pour responsabiliser les étudiants handicapés à réaliser le maximum de leur potentiel.

Etudiants migrants - « l'Unione degli Studenti » d'Italie (union des étudiants du secondaire) a un programme pour les étudiants migrants qui les soutient dans les démarches bureaucratiques et l'apprentissage de la langue (italien).

« Nos activités sont ouvertes à tout le monde, surtout pour les jeunes vivant dans des conditions socio-économiques difficiles, les jeunes de parents alcooliques, les jeunes marginalisés, etc. et c'est une priorité de notre plan d'action. Toutes nos activités visent à créer un environnement libre, sûr et inclusif pour tout le monde. »

ACTIVE - Sobriété, Amitié et Paix

S'associer à des partenaires

Le travail en partenariat est l'un des principaux moyens d'aboutir à la nature holistique de l'éducation à la citoyenneté. Dans leurs programmes sur le sujet, les organisations de jeunesse tendent vers d'autres parties prenantes pour établir une coopération. A partir des programmes/projets mentionnés dans l'enquête à nos membres, les partenariats/coopération suivants ont été identifiés.

Il est fréquent que les organisations de jeunesse coopèrent avec des **organisations homologues**, qu'elles soient du même réseau dans d'autres pays ou d'autres organisations. La coopération entre organisations de jeunesse dans différentes régions du monde est au coeur de nombreuses organisations de jeunesse de portée régionale et mondiale, et elle est donc un moyen très direct d'apprendre les réalités globales via l'échange d'idées et la mobilité facilitée des jeunes.

La coopération entre les plates-formes régionales de jeunesse et les organisations mondiales de jeunesse qui se retrouvent au sein de la Réunion internationale de Coordination des Organisations de Jeunesse (ICMYO) et le Comité de Coordination de la Coopération globale (CCCCG) sont deux des nombreux exemples de plates-formes globales qui permettent aux organisations de jeunesse du monde entier de discuter et convenir de stratégies communes sur la façon d'aborder les questions mondiales de la jeunesse comme le Programme des Objectifs pour le Développement durable (ODD) ou le Processus Habitat III de l'ONU.

De la même manière, le Réseau des Universités sur les Jeunes et la Citoyenneté mondiale facilité par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe est un bon exemple des possibilités d'apprentissage qu'offrent les organisations de jeunesse aux jeunes à travers le monde. Un autre exemple est le Réseau des Jeunes de la Diaspora africaine en Europe, qui rassemble différentes organisations représentant les jeunes Africains vivant en Europe pour qu'ils collaborent sur leurs objectifs communs.

La coopération avec d'autres types **d'organisations non gouvernementales** est aussi commune; cela dépend des thèmes/sujets abordés. Par exemple, pour sa visite d'étude sur la mémoire historique, BJR a coopéré avec les Institutions de la Mémoire de Lettonie et de Lituanie. Pour leur recherche « Civic Education Reloaded », AEGEE coopère avec d'autres ONG actives dans l'éducation à la citoyenneté, telles que le Forum civique européen, la Ligue de l'Enseignement, Euroclio. EFIL coopère également avec Ashoka Youth Venture pour le développement de leur manuel « ACTIVE ».

La coopération intersectorielle est également présente dans certains projets. Par exemple, dans leurs séminaires pour les unions d'étudiants, l'Union des Etudiants des Universités finlandaises en Sciences appliquées (SAMOK) coopère avec les syndicats, les universités, différents ministères (éducation, social, santé) et d'autres organisations étudiantes.

Certaines organisations de jeunesse coopèrent aussi avec des institutions gouvernementales et des partis politiques. C'est le cas de l'association nationale des étudiants d'Arménie qui s'est associée au département pédagogique du **Parlement national** en organisant leurs discussions étudiantes sur la nouvelle constitution. Pour leur projet « Partnerships for Participation » ciblant l'augmentation de la participation des enfants dans la vie communautaire, IFM-SEI coopère aussi avec des **conseils locaux** et des écoles.

Certains programmes européens sont mis en place en coopération avec le **Conseil de l'Europe et son Fonds européen pour la Jeunesse**. Par exemple, le réseau des Centres européens de la Jeunesse (l'un à Strasbourg et l'autre à Budapest), dirigé par le Département Jeunesse du Conseil de l'Europe, est un élément clé du militantisme régional/global de la jeunesse, notamment en fournissant un espace dirigé par des jeunes pour organiser des réunions et autres activités. En outre, certaines organisations membres du Forum Jeunesse ont un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

Dans les programmes d'échange organisés par les organisations de jeunesse, une étroite collaboration est établie avec les **écoles** dans les pays d'accueil où vivent les jeunes participants. Dans certains pays, l'organisation de jeunesse engage les enseignants dans les objectifs du programme, par ex. les étudiants planifient et dirigent un projet au sein de l'école.

D'autres informations sur les exemples de coopération entre organisations de jeunesse et institutions d'éducation formelle (écoles/universités) sont fournies au chapitre 1.



2.3. — Nos approches pédagogiques de l'éducation à la citoyenneté

Grâce à leur expérience de longue date en matière d'offre d'opportunités d'apprentissage aux jeunes, les organisations de jeunesse ont acquis une expertise solide dans le développement et la mise en oeuvre d'une pédagogie qui répond au mieux aux divers besoins en apprentissage de leurs participants et facilite la participation active de tous les jeunes auprès desquels elles s'engagent.

Inspirée par leur vision holistique de l'éducation, l'approche pédagogique des organisations de jeunesse, y compris en matière d'éducation à la citoyenneté, repose sur les principes et méthodes de l'éducation non formelle (ou ce que certains appellent « l'éducation active », ou « l'éducation participative »). L'éducation non formelle est le terme communément utilisé dans le secteur de la jeunesse pour définir un processus éducatif organisé doté d'objectifs pédagogiques qui se déroule aux côtés des principaux systèmes d'éducation et de formation, et où les individus participent sur base volontaire, jouant ainsi un rôle actif dans leur processus d'apprentissage.⁹¹ L'éducation non formelle se rapporte donc à la fois au cadre dans lequel se déroule l'apprentissage et à la manière (pédagogie) dont l'apprentissage est fourni.

« L'éducation à la citoyenneté est un processus d'apprentissage axé non seulement sur ce qu'apprennent les étudiants mais aussi sur la façon dont ils apprennent - à propos d'eux-mêmes et des autres, à réaliser des choses et interagir socialement. »

Alicia Cabezudo, UNESCO, Forum sur l'éducation mondiale à la citoyenneté, Thaïlande, 2013



L'approche pédagogique de l'éducation non formelle est caractérisée par les principes suivants :



Holistique

Les organisations de jeunesse considèrent leur mission pédagogique comme une contribution au développement du potentiel complet des jeunes. Elles se concentrent donc sur l'amélioration de toutes les compétences indispensables pour vivre une vie autonome et accomplie dans toutes les sphères, qu'il s'agisse de la sphère personnelle, sociale ou professionnelle. L'éducation à la citoyenneté telle que pratiquée dans les

organisations de jeunesse aborde les jeunes comme ayant des besoins d'apprentissage divers qui comprennent des dimensions rationnelles mais également émotionnelles, sociales et culturelles.



Fondée sur des valeurs

Comme vu précédemment, l'approche de l'éducation à la citoyenneté prônée par les organisations de jeunesse est guidée par une série

⁹¹ UNESCO, Global citizenship education, preparing learners for the challenges of the twenty-first century, 2014

de valeurs telles que le respect, la défense et la promotion des droits humains et la démocratie, l'appréciation de la diversité, etc. Toutes ces valeurs sont reflétées d'une manière ou d'une autre dans le travail éducatif des organisations de jeunesse, tant dans la conception des activités que dans la manière dont le processus est facilité.



Centrée sur l'apprenant

En plaçant l'apprenant (le jeune) au centre du processus d'apprentissage, les organisations de jeunesse cherchent à répondre aux différents besoins de leurs participants. Cela implique l'usage d'un large éventail de méthodes afin de s'ajuster aux différents styles d'apprentissage. Cela implique également de tenir compte des exigences pour rendre l'activité accessible à tous. Cette approche a un impact direct sur le processus d'apprentissage.



Axée sur le processus

Plutôt que d'insister sur les résultats finaux, cette approche pédagogique insiste sur le processus d'apprentissage. Cela signifie que le processus garantira : a) que l'on commence à partir de ce que l'apprenant sait déjà, ses opinions et son expérience, et à partir de là cela permettra de chercher et découvrir ensemble de nouvelles idées et expériences; b) que l'on encourage les jeunes à participer et à contribuer aux discussions et d'apprendre un maximum des uns des autres; c) que l'on soutienne les individus pour traduire leur apprentissage en actions simples mais efficaces qui démontrent leur rejet de l'injustice, de l'inégalité et des violations des droits humains.



Fondée sur les compétences

Contrairement à une procédure toujours commune dans l'éducation formelle, l'approche qu'adoptent les organisations de jeunesse face à l'éducation à la citoyenneté est fondée sur les compétences. Cela signifie que les résultats escomptés ne sont pas définis en termes de contenu et d'objectifs, mais plutôt sur le bagage de connaissances et compréhension, compétences, attitudes et valeurs que les jeunes sont censés acquérir grâce à leur participation à un programme/projet ou activité donné.



Apprentissage expérimental (« apprendre en faisant »)

L'expérience étant au cœur des pratiques des organisations de jeunesse, l'éducation à la citoyenneté est structurée autour du cycle d'apprentissage proposé par D. Kolb sur « apprendre en faisant ». Ce cycle est structuré autour de 4 phases principales:⁹²

- **Expérimenter** - une expérience que vivent les jeunes (cela peut aller d'une petite activité interactive et participative à un événement de plus grande envergure comme un échange);
- **Réfléchir** - une phase de réflexion sur ce qu'ils ont vécu, dans l'idée de mettre des mots sur les émotions vécues et ce qui a été acquis;
- **Généraliser** - une phase qui facilite la connexion entre l'expérience des participants dans la réalité, les aidant à comprendre ce qu'ils ont vécu et leur disant des choses sur comment ils sont, se comportent ou fonctionnent dans la vie quotidienne;
- **Appliquer** - s'inspirant de ces phases, le participant est encouragé à « appliquer » ce qu'il

⁹² Conseil de l'Europe, *Compass - Manual for Human Rights Education with Young People*, 2012

a appris/découvert à sa propre vie, allant de petits changements d'attitudes ou de perceptions à la réalisation d'actions en faveur d'un changement social.

S'inspirant de cette approche, les organisations de jeunesse promeuvent la participation dans des projets communautaires via le volontariat comme moyen d'offrir de véritables expériences de vie tout en contribuant directement au développement de la communauté.



Participative et (inter)active

L'apprentissage expérimental va de pair avec une méthodologie participative et interactive qui encourage l'engagement de l'apprenant pendant tout le processus. Résultat, les participants sont encouragés à partager leurs opinions et intérêts, et à prendre des décisions (en fonction de leur âge et de leurs capacités d'évolution) concernant la conception et la mise en oeuvre des activités. Il est commun dans certains programmes que les adolescents dès 14 ans soient responsables du développement complet d'une activité, avec le soutien limité d'un adulte.⁹³ Cet engagement actif encourage un sens de propriété et de co-responsabilité de leurs actions et du processus d'apprentissage. Cela ne signifie pas qu'ils adoptent le rôle d'éducateur, mais plutôt que tant l'apprenant que l'éducateur coopèrent, l'éducateur restant la personne responsable de garantir la protection et la sécurité des participants.

« Les organisations de jeunesse sont le meilleur environnement pour acquérir volontairement des compétences indispensables, en s'amusant, sans stress, et dans la pratique. »

FIMCAP



Fondée sur une coopérative/un groupe

Les activités pédagogiques dirigées dans des organisations de jeunesse ont une dimension collective. Tout en se concentrant sur l'individu, l'expérience se déroule au sein d'un groupe qui sert de source de stimulation, d'inspiration et de feedback à chaque membre. Les jeunes apprennent à travailler ensemble pour des objectifs communs, et grâce à ce processus ils apprennent à comprendre différents points de vue et à alimenter de bonnes relations avec les autres, tout en consolidant leur estime de soi et leur confiance dans leurs capacités. En tant que telle, l'éducation à la citoyenneté dans les organisations de jeunesse offre un environnement qui promeut le soutien et l'intérêt commun plutôt que la compétition.



Education par les pairs

L'éducation non formelle apporte une contribution importante à l'éducation à la citoyenneté car elle repose sur l'éducation par les pairs. Elle représente un processus très dynamique de transfert de connaissances, compétences et attitudes entre les jeunes qui partagent une expérience donnée. Vu qu'elle incarne l'effort conjoint de jeunes de milieux différents pour explorer les moyens de changer le monde au mieux, elle crée une forme importante de responsabilisation des jeunes. Apprendre dans un groupe de pairs permet en fait l'intégration sociale et encourage le développement d'un sens de la responsabilité et de la solidarité.

⁹³ Voir par exemple CISV International Peace Education programme « Step up » à l'annexe de cette publication.



Introspective

Comme illustré dans le cycle d'apprentissage de Kolb ci-dessus, la réflexion est un élément clé de l'approche pédagogique de l'éducation. En offrant des espaces d'introspection, les organisations de jeunesse soutiennent l'internationalisation de l'apprentissage requis, et facilitent ainsi la transition vers la mise en oeuvre/application de la série de compétences acquises en abordant la dimension interculturelle de l'éducation à la citoyenneté, l'introspection est une composante cruciale de l'apprentissage sur soi en relation à l'autre et qui permet de comprendre et d'adresser les stéréotypes et les préjugés.

Pour que ces principes soient appliqués dans toutes les activités pédagogiques, d'autres aspects de l'apprentissage doivent être pris en compte. En concevant et en prodiguant une éducation à la citoyenneté, les organisations de jeunesse prêtent attention aux éléments suivants :

L'environnement d'apprentissage: cela se rapporte à la fois à un environnement physique et psychologique habitant.

Un environnement d'apprentissage soutenant est essentiel pour le succès du processus d'apprentissage; un climat de respect mutuel, de confiance et de solidarité doit exister, où la créativité et l'authenticité sont encouragées, et qui valorise l'apprentissage collectif et renforce la relation entre les apprenants. Un tel contexte est interconnecté au type de relations établies parmi et entre les apprenants et les éducateurs, ainsi qu'avec le processus d'apprentissage.

Les principes de démocratie et de non discrimination, l'appréciation de la diversité et la sensibilité au genre doivent se refléter dans l'environnement d'apprentissage. Les droits humains doivent être vécus dans les activités quotidiennes et dans les relations où s'engage l'apprenant pendant le processus éducatif.

De la même manière, des mesures adéquates de protection doivent être en place pour garantir un environnement sécurisé où tous les apprenants sont à l'abri de tout danger et de tout type de violence, harcèlement, abus, négligence ou exploitation.

L'espace et l'infrastructure disponibles doivent être adéquats pour le type d'activités d'apprentissage qui seront développées, et ils doivent toujours veiller au bien-être de l'apprenant.

L'éducateur en tant qu'animateur : dans l'éducation non formelle, les apprenants sont considérés comme des partenaires dans le processus d'apprentissage, avec un rôle et des responsabilités à assumer. Dans l'espace d'apprentissage, les éducateurs/formateurs et les participants échangent donc des expériences et idées dans un climat de coopération, respect, confiance, appréciation et parité entre l'éducateur et l'apprenant. Cette approche renforce également la réciprocité du processus d'apprentissage: les éducateurs sont également des apprenants, et l'apprenant peut aussi être une source d'apprentissage pour l'éducateur.

Apprentissage informel : il est aussi une source essentielle d'éducation à la citoyenneté dans les organisations de jeunesse. C'est pourquoi au-delà des activités spécifiques organisées, les participants passent beaucoup de temps hors du cadre de l'activité, conversant avec les autres pendant un repas ou pendant une balade en forêt.

Expériences interculturelles : lorsqu'elles offrent des opportunités d'apprentissage dans un contexte international, les organisations de jeunesse offrent des expériences interculturelles intéressantes, rassemblant des jeunes de divers milieux culturels, ethniques, linguistiques et religieux, et cette expérience contribue grandement à élargir les opinions des jeunes par rapport aux différentes réalités et perceptions.

Diverses techniques et méthodes : l'éducation non formelle permet aux organisations de jeunesse d'avoir un grand nombre d'approches et méthodologies créatives qui peuvent être utilisées dans leurs activités. Comme déjà mentionné plus haut, leurs méthodologies sont diverses et flexibles de par nature: ateliers, activités en plein air, conversations et discussions, domaine pratique de

travail sur le terrain, consultation, présentation et argumentation, jeux, simulations etc. Cette versatilité permet aux animateurs de s'ajuster aux besoins des jeunes tout en restant engagés envers les principes d'un apprentissage dirigé par les jeunes, une approche essentielle de la société et des droits humains.

« Même lorsque les activités se déroulent dans des institutions d'éducation formelle (écoles, universités), les méthodes utilisées sont les mêmes que dans le travail de jeunesse et l'éducation non formelle. Elles sont différentes des méthodes utilisées dans le système pédagogique et d'autres institutions formelles. Nous sommes conscients du fait que des méthodes participatives, innovantes et actives permettent une plus grande flexibilité et semblent plus intéressantes aux yeux des jeunes, et qu'elles offrent plus d'occasions d'une participation plus égale de tous les participants. »

Conseil de la Jeunesse de Slovénie



2.4. — *L'impact social et politique des organisations de jeunesse grâce à l'éducation à la citoyenneté*



Il existe encore peu de recherches sur l'impact du travail (éducatif) des organisations de jeunesse tant sur les individus que sur la société dans son ensemble. C'est peut-être dû en partie à l'investissement en temps et en argent nécessaire pour correctement mesurer l'impact à long terme d'une participation à des organisations de jeunesse, y compris aux programmes d'apprentissage qu'elles offrent. Vu la reconnaissance toujours très faible du travail éducatif des organisations de jeunesse, on peut argumenter que la priorité a été accordée à la recherche sur l'impact des programmes d'éducation formelle, principalement dans les écoles.

Conscientes de la valeur qu'apporteraient des preuves de leur impact, et afin de s'attaquer aux lacunes existantes dans la recherche académique, les organisations de jeunesse ont investi dans la réalisation de recherches, soit en commanditant des experts soit en menant certaines recherches elles-mêmes (pour la plupart des recherches qualitatives, souvent par le biais d'observations ou de consultations directes avec les participants).

Ci-dessous nous présentons les résultats récoltés dans une étude récente commanditée par le Forum européen de la Jeunesse sur « La valeur sociale des organisations de jeunesse », qui illustre l'impact des organisations de jeunesse sur les jeunes et la société.

La contribution que les organisations de jeunesse peuvent apporter aux attitudes civiques et politiques, à l'engagement et à l'activisme des jeunes

Comme mentionné plus haut, les organisations de jeunesse offrent un vaste éventail de programmes et activités via lesquels elles rassemblent des jeunes de différents milieux. Des faits démontrent qu'en encourageant et en permettant aux jeunes d'interagir avec d'autres jeunes (et des adultes) différents d'eux-mêmes, (notamment en termes de classe, genre, ethnicité ou âge), elles peuvent contribuer à l'ouverture d'esprit et à la tolérance face à la différence.⁹⁴ Cela peut également contribuer à des changements d'attitudes des jeunes soutenus par les personnes avec qui ils

entrent en contact (par ex. en encourageant des attitudes plus positives vis-à-vis des jeunes chez les adultes plus âgés et vice-versa).

L'étude révèle aussi que les organisations de jeunesse peuvent également promouvoir des attitudes plus positives envers la démocratie, notamment des niveaux plus élevés de satisfaction, une plus grande « force politique » (une augmentation de l'importance relative accordée à la politique par rapport à d'autres questions) et un plus grand intérêt pour la politique.⁹⁵ Elles peuvent

⁹⁴ Kililakoski, T. 2015, Thomas 2011, Direccion general de Juventud, 2009, Murallas et al, 2010, Powell and Bratovic 2007

⁹⁵ Van Deth, 2010, et Hooghe et al, 2004

notamment aider les jeunes à comprendre comment le gouvernement et la politique fonctionnent et à apprécier son importance et son impact sur leur vie.

Certaines études suggèrent que les organisations de jeunesse dotées d'un objectif civique sont associées à un plus grand impact sur le « bien-être social »⁹⁶ et d'autres mettent en lumière par exemple comment des organisations axées sur la participation délibérative sont associées à des niveaux supérieurs de participation politique que d'autres types d'organisations de jeunesse comme des « organisations expressives ».⁹⁷ Cela correspond à autre thème plus vaste de la littérature selon lequel les organisations de jeunesse aboutissent aux résultats programmés.⁹⁸ De la même manière, d'autres études suggèrent que les impacts positifs sont plus importants à travers divers types d'organisations de jeunesse.⁹⁹

**** Impact sur l'engagement civique et politique**

L'étude argumente également qu'en contribuant aux changements d'attitudes des jeunes en matière d'engagement politique, et en augmentant notamment leur compréhension des systèmes et processus politiques (grâce à des expériences éducatives) les organisations de jeunesse peuvent contribuer à des augmentations de l'engagement politique des jeunes tant dans la politique formelle (élections) que dans la politique plus informelle (manifestations).

Comme l'illustrent les programmes fournis ci-dessus, les organisations de jeunesse peuvent promouvoir une palette d'engagements civiques, y compris le volontariat (tant au sein des organisations de jeunesse elles-mêmes qu'avec d'autres organisations) et un sens de responsabilité

civique. Comme mentionné auparavant, l'expérience du volontariat par exemple peut contribuer à des résultats personnels tels qu'une augmentation des compétences sociales et émotionnelles, et elle peut également produire des résultats sociaux comme une augmentation du dialogue interculturel et de la notion de service (où les jeunes aident à rendre service aux autres par ex.). Certaines études décrivent la contribution sociale des organisations de jeunesse (engagement et militantisme civil et politique accru) et d'autres facteurs comme l'intégration sociale, la compréhension interculturelle, l'acceptation sociale et la cohérence sociale en termes de contribution des organisations de jeunesse à l'amélioration du « bien-être social »¹⁰⁰.

En promouvant un sens de responsabilité via l'éducation à la citoyenneté, les organisations de jeunesse peuvent encourager l'engagement et le militantisme civique et politique des jeunes.¹⁰¹ Un engagement initial peut approfondir l'engagement et le militantisme civique et politique des jeunes (en créant un cercle vertueux ou auto-renforçant de militantisme et d'engagement).¹⁰² L'engagement et le militantisme civique et politique peuvent donc se renforcer mutuellement, dans le sens où l'un mène à l'autre. Cependant, ils peuvent aussi rivaliser avec le temps et l'intérêt des jeunes, et une étude suggère que le rejet par les jeunes de la culture politique peut les amener à se concentrer sur l'engagement civique (que les organisations de jeunesse sont bien placées pour faciliter).

**** Impact sur l'élaboration politique**

Comme illustré plus haut, les organisations de jeunesse peuvent proposer des moyens aux jeunes "d'exprimer" leurs opinions et d'articuler leurs préférences. Cela peut être particulièrement important lorsque d'autres modes d'expression des

⁹⁶ Cicognani, E et al. *Sense of Community and Empowerment among Young People; Understanding Pathways from Civic Participation to Social Well-being*, 2015

⁹⁷ Quintelet, E. *Who is Politically Active; the Athlete, the Scout member or the Environmental Activist?/ Young People, Voluntary Engagement and Political Participation*, 2008.

⁹⁸ Powell, S, et Bratovic E. *The impact of long term youth voluntary service in Europe: A review of published and unpublished research studies*, 2007.

⁹⁹ Van Deth, JW. *Participation in Voluntary Associations: :Dark Shades in a Sunny World?* 2010

¹⁰⁰ Cicognani, E et al. *Sense of Community and Empowerment among Young People; Understanding Pathways from Civic Participation to Social Well-being*, 2015

¹⁰¹ Voir Murakas et al, 2010 et Kotilainen 2009

¹⁰² Voir Cicognani et al, 2015, et Läthenmaa, 1999

jeunes comme le vote sont soit restreints (notamment sur base de leur âge) ou qu'ils n'attirent pas les jeunes (par ex. parce que les jeunes ont le sentiment qu'il n'existe pas de moyens efficaces de se faire entendre).¹⁰³ Donc, en permettant aux jeunes de se faire entendre auprès des décideurs et politiciens, les organisations de jeunesse peuvent contribuer à des politiques mieux informées (résultat social).

**** L'impact des organisations de jeunesse sur les dimensions personnelles et sociales**

Capital humain : compétences sociales et émotionnelles, compétences pour la vie/le travail

Comme illustré à la section 2.2 de cette publication, de par leur travail éducatif, les organisations de jeunesse peuvent favoriser une série de compétences sociales et émotionnelles. Comme illustré dans l'étude de 2004 « Une évaluation de l'impact du travail de jeunesse en Angleterre », en contribuant à un changement « personnel », les organisations de jeunesse peuvent contribuer à un changement de « position », comme le fait d'accéder à des études, une formation ou un emploi.¹⁰⁴ Ces types de résultats peuvent à la fois être considérés comme des fins en soi et aussi comme des moyens d'atteindre d'autres fins (et sont donc alors des résultats intermédiaires).

En permettant et en encourageant le voyage et la mobilité, les organisations de jeunesse peuvent augmenter la valeur qu'accordent les jeunes à l'apprentissage d'autres langues et offrir la possibilité aux jeunes d'apprendre d'autres langues.¹⁰⁵

Capital social

En permettant aux jeunes de développer des réseaux plus vastes et divers et en encourageant la confiance et les normes de réciprocité entre les individus, les organisations de jeunesse peuvent contribuer à la création d'un capital social. Cela peut à son tour appuyer la transition des jeunes de l'école à des études supérieures, une formation ou un travail¹⁰⁶ et apporter d'importantes contributions au bien-être et à la résilience des jeunes (leur capacité de faire face à l'adversité), en améliorant leur accès aux conseils et au soutien des autres.¹⁰⁷ Ils peuvent donc à la fois être considérés comme des résultats intermédiaires et finaux. Des augmentations du capital social peuvent également être considérées comme un avantage personnel (et individuel) et sociétal étant donné par exemple les contributions que le capital social apporte à la croissance économique et à la cohésion sociale.¹⁰⁸

**** Promouvoir des choix positifs: attitudes, valeurs et comportements des jeunes**

Certaines organisations de jeunesse entreprennent un travail de prévention spécifique (aidant les jeunes à éviter les risques/comportements à risques) et promouvant des changements positifs dans le comportement des jeunes, par exemple en améliorant les compétences sociales et émotionnelles des jeunes, y compris une augmentation de leur estime de soi et conscience de soi, apportant la motivation et la confiance dont les jeunes ont besoin pour faire des choix positifs mais parfois difficiles et compliqués¹⁰⁹ et étendre les réseaux sociaux des jeunes, leur permettant de se faire de nouveaux groupes d'amis et de faciliter leur intégration sociale.¹¹⁰

¹⁰³ Quintelet, E. Differences in political participation between young and old people, 2007

¹⁰⁴ Merton B, et al. An evaluation of the impact of youth work in England, 2004

¹⁰⁵ Taru, M. A study of the effect of participation in a Youth in Action project on the level of competences, 2013

¹⁰⁶ Merino, R, Pathways from school to work: can the competences acquired in leisure activities improve the construction of pathways? 2007

¹⁰⁷ Loncle, P. Youth work and youth policy in France

¹⁰⁸ voir Temple, 2001 et Putnam, 1993, 2001

¹⁰⁹ Asociata Stea, Raport Anual, 2012

¹¹⁰ Voir Kilakoski, 2015, et Perea, 2004

**** Emploi, éducation et formation**

En contribuant à une augmentation du capital social et humain, et donc aux compétences des jeunes, et à l'amélioration de l'accès aux informations sur l'emploi, l'éducation et la formation, les organisations de jeunesse peuvent contribuer à une série de résultats positifs y compris une augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi et de la qualité de leur travail (par ex. des emplois plus qualifiés et mieux rémunérés, avec de meilleures possibilités de progression)¹¹¹, et une augmentation du nombre de jeunes qui suivent des études ou des formations et y progressent (vers des niveaux supérieurs).¹¹²

**** Santé et bien-être**

Les organisations de jeunesse peuvent contribuer à des augmentations dans le sens subjectif de bien-être des jeunes. Cela implique notamment:

- La réjouissance que peut apporter la participation à des organisations de jeunesse (fréquemment exprimée en termes « d'amusement »);¹¹³
- L'extension et l'approfondissement des réseaux sociaux - comme les amitiés¹¹⁴;
- Le sentiment de finalité et d'accomplissement que le militantisme civique et politique peut apporter;¹¹⁵
- Le sentiment de communauté et d'appartenance que l'engagement peut stimuler;
- Le sentiment de responsabilisation que peuvent vivre les jeunes alors que leurs compétences se développent, leur permettant notamment d'accéder et de progresser dans les études, la formation et l'emploi.

**** L'importance de la qualité de l'expérience**

Cependant, pour que toutes ces expériences aient l'impact escompté, la qualité de l'expérience est fondamentale. Comme l'indique l'étude, les organisations de jeunesse peuvent également contribuer à des résultats « négatifs », lorsque par

exemple les jeunes vivent des expériences négatives (parce qu'ils ont le sentiment que leurs points de vue ne sont pas pris en considération par ex.) et qu'ils sont déçus ou deviennent cyniques.¹¹⁶

C'est pourquoi les organisations de jeunesse s'évertuent à garantir la qualité des programmes éducatifs qu'elles offrent et que toutes les dimensions nécessaires soient prises en compte depuis la phase préparatoire de l'événement jusqu'à l'évaluation. Cette préoccupation et cet engagement envers la qualité du travail éducatif a conduit le Forum Jeunesse et ses organisations membres à développer un Cadre pour l'Assurance de la Qualité de l'Education non formelle pour les organisations de jeunesse.¹¹⁷

¹¹¹ Sildnik, 2015, et Merino, 2007

¹¹² Taru, 2010, et Merino, 2007

¹¹³ Gretscher et al, 2014 et Frenzel, 2014

¹¹⁴ Kilakoski T, Youth work, volunteering, recognition and employability, defining and recognizing competences, 2015

¹¹⁵ Cicognani, E et al, Sense of Community and Empowerment among Young People: Understanding Pathways from Civic Participation to Social Well-Being, 2015

¹¹⁶ Morciano D, et al, An evaluation Study of Youth participation in youth work, a case study in Southern Italy, 2013

¹¹⁷ Un guide pour soutenir la mise en oeuvre du cadre a été développé: https://issuu.com/yomag/docs/nfeqa_manual_single

Chapitre 3



ALLER DE L'AVANT : FACTEURS HABILITANTS POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION A LA CITOYENNETÉ EN EUROPE

Comme discuté au chapitre 2, grâce à leurs activités ancrées dans les principes d'éducation non formelle (ENF), les organisations de jeunesse permettent aux apprenants de devenir des citoyens actifs, réunissant des individus de milieux différents pour travailler et apprendre des choses les uns des autres. Dans ce chapitre, nous présentons la vision des organisations de jeunesse sur ce qu'elles perçoivent et vivent comme les obstacles actuels à l'enseignement de l'éducation à la citoyenneté, tant par les organisations de jeunesse que par les instituts d'éducation formelle.

La coopération entre les instituts d'éducation formelle et les organisations de jeunesse figurant parmi les facteurs proéminents pour faire progresser l'éducation à la citoyenneté, nous présenterons également certains exemples de coopération susceptibles de renforcer les pratiques existantes et d'inspirer le changement vers des pratiques systématiques. Nous concluons par quelques recommandations politiques.

3.1 — *Obstacles et facteurs habilitants pour l'éducation à la citoyenneté*

Il reste encore beaucoup d'obstacles sur le chemin...

Comme indiqué dans l'enquête, les organisations de jeunesse font l'expérience de plusieurs obstacles dans leurs efforts d'enseigner l'éducation à la citoyenneté et les programmes/projets y ayant trait.

**** Manque de ressources, surtout financières, pour garantir la durabilité des programmes d'éducation à la citoyenneté**

La disponibilité limitée du financement lié à la rareté de ressources humaines qualifiées possédant l'expertise et les compétences requises pour former les autres à l'éducation à la citoyenneté freine la capacité des organisations de jeunesse de créer des projets de qualité à long terme qui soient accessibles à tous les jeunes, y compris ceux de milieux plus défavorisés.

**** Manque de reconnaissance du travail éducatif des organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté**

L'étendue du sujet lui-même - il englobe de nombreux différents aspects et est donc difficile à traduire en programme tangible - donne également lieu à une série de mauvaises pratiques qui perpétuent l'opinion des organisations de jeunesse qui n'ont pas la capacité de fournir des expériences éducatives de qualité. Cela découle d'un manque de reconnaissance sociale de l'importance de l'éducation à la citoyenneté et d'un manque de compréhension et de reconnaissance du potentiel éducatif des méthodologies non formelles qui sont utilisées par les organisations de jeunesse dans ces activités.

**** Manque de coopération entre l'éducation formelle et non formelle**

Cet élément a été mentionné dans l'enquête comme l'une des principales barrières pour une mise en place adéquate de l'éducation à la citoyenneté par les organisations de jeunesse. Vu leur expérience directe ou indirecte de travail avec des écoles, les organisations de jeunesse consultées ont mentionné que les écoles restent très sceptiques par rapport aux organisations qui

dispensent une éducation non formelle et préfèrent aborder le sujet avec des méthodologies formelles qui sont inadéquates et ne parviennent pas à engager les jeunes dans le sujet. Cela est principalement dû au manque de formation appropriée des enseignants. Ces derniers ne sont pas formés ou insuffisamment formés sur le contenu et la méthodologie efficace pour aborder l'éducation à la citoyenneté comme un sujet interdisciplinaire et ils ne sont pas préparés (ni motivés) à inclure des méthodes innovantes d'enseignement qui dépassent la théorie. Cette tendance est renforcée par les coupes constantes dans le financement de l'éducation à travers l'Europe et la réorientation progressive des programmes vers une mesure quantitative de l'apprentissage et vers les besoins du marché de l'emploi. En plus de pressions croissantes sur les écoles et les enseignants qui doivent aboutir aux résultats escomptés chaque année, ces développements ont également un impact considérable sur la capacité des prestataires d'éducation formelle d'inculquer d'importantes compétences transversales chez leurs étudiants tels que le raisonnement critique, la sensibilité culturelle, et le travail d'équipe.

**** Manque de reconnaissance de l'importance d'inclure l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires**

Le manque d'harmonisation entre les programmes au niveau national était aussi un autre facteur soulevé par les organisations de jeunesse dans l'enquête. De nombreuses écoles ne réalisent pas le besoin pour les étudiants d'expérimenter le concept de citoyenneté sur le terrain par le biais d'activités sociales et politiques dirigées par des jeunes et organisées dans l'enceinte de l'école. En fait, par peur ou méconnaissance, de nombreuses écoles n'autorisent pas de telles activités dans les murs de l'école et elles n'offrent que peu voire aucun soutien aux organisations d'étudiants.

... mais de nombreux facteurs pour aller de l'avant

Fortes de leurs propres expériences, les organisations de jeunesse ont mentionné une série de facteurs qui peuvent contribuer à améliorer la provision de l'éducation à la citoyenneté à la fois par les organisations de jeunesse ainsi que par les écoles. Des facteurs communs ont été identifiés comme étant habilitants dans les deux cadres, et regroupés sous les catégories suivantes:

**** Changements de l'approche conceptuelle et contenu des cours et activités d'éducation à la citoyenneté**

Il est clair pour de nombreuses organisations de jeunesse que les écoles et l'éducation formelle doivent repenser la façon dont elles approchent l'éducation, et particulièrement l'éducation à la citoyenneté. Comme stipulé dans le document politique du Forum européen de la Jeunesse sur l'éducation globale,¹¹⁸

L'éducation globale doit faire partie intégrante de l'éducation formelle si la société veut aborder l'éducation de manière efficace et holistique. L'éducation globale doit être englobée dans la culture scolaire et être incluse transversalement dans toutes les disciplines appropriées. Vu que l'éducation globale est un processus participatif elle requiert également du temps et de l'espace pour les initiatives menées par les étudiants.

L'éducation à la citoyenneté suit les mêmes principes que l'éducation globale car sa mise en oeuvre exigerait également un refaçonnement majeur de comment l'éducation est prodiguée dans des cadres formels. Comme mentionné au chapitre 2, l'éducation à la citoyenneté doit être pour tous les jeunes une expérience centrée sur l'apprenant, participative, (inter)active et fondée sur des valeurs, ainsi qu'une expérience d'apprentissage intergénérationnel. En outre, les écoles doivent être des lieux qui valorisent les jeunes et leur permettent de découvrir leurs rôles et responsabilités au sein de leurs communautés. Tout cela ne peut être réalisé que grâce à un changement de mentalité et d'approche par rapport à ce que les écoles doivent être, et en interagissant avec les jeunes.

Les organisations de jeunesse peuvent et doivent jouer un rôle actif dans cette redéfinition en

amenant leur expertise en tant que prestataires de citoyenneté non formelle dans les bâtiments scolaires, soit en organisant des formations pour les enseignants, soit en amenant leurs activités dans les classes. Néanmoins, les organisations de jeunesse doivent aussi savoir en quoi consiste une activité de qualité portant sur l'éducation à la citoyenneté et ce qui ne l'est pas, s'évertuant constamment à maintenir un niveau consistant de qualité. Cela peut se faire par des formations régulières de leur équipe de formateurs et en leur fournissant les outils méthodologiques et le contenu qui correspondent le mieux aux groupes de jeunes avec qui ils travaillent. Des liens plus solides entre les animateurs socio-éducatifs et les universités doivent également être encouragés par les organisations de jeunesse car cela les aiderait à créer de meilleurs projets et activités.

**** Changements de l'approche pédagogique et de l'environnement d'apprentissage**

En dépit du succès de certains dans ce domaine, un plus grand nombre d'organisations de jeunesse devraient toucher plus de groupes divers de jeunes et créer de nouveaux programmes et outils pédagogiques pour les engager dans leurs activités. Les organisations de jeunesse doivent s'évertuer à mettre davantage d'activités en place qui correspondent à leurs capacités et possibilités actuelles et visent à être aussi inclusives que possible dans leur approche.

Les écoles doivent suivre une stratégie similaire en encourageant un environnement d'apprentissage qui tienne compte de la vie quotidienne de leurs étudiants. L'adoption par le personnel enseignant de certaines méthodologies basées sur l'ENF serait bénéfique, permettant aux enseignants d'accéder à de nouveaux outils méthodologiques et pédagogiques qui les aideraient à tendre vers des environnements d'apprentissages plus dynamiques et entre pairs dans les classes. Les écoles doivent

¹¹⁸ Document politique du Forum européen de la Jeunesse sur l'éducation globale, une vision globale de l'éducation - une éducation à la citoyenneté globale, 2008

également encourager des environnements accessibles et sécurisés pour leurs étudiants, luttant contre toutes les discriminations auxquelles leurs étudiants pourraient être confrontés dans les bâtiments scolaires et promouvoir une culture du respect et du dialogue mutuel.

Un autre facteur positif pourrait être la création d'outils d'évaluation plus fiables pour mesurer l'impact de l'éducation à la citoyenneté dans les systèmes scolaires actuels. Tout en reconnaissant que ce sujet est très complexe et qu'il nécessiterait une discussion plus approfondie, les organisations de jeunesse estiment néanmoins que c'est un sujet à creuser davantage dans le contexte scolaire.

L'expérience qu'ont les organisations de jeunesse des méthodologies de confiance en soi et de feedback par les pairs pourraient apporter d'importantes contributions et permettre d'améliorer les outils d'évaluation actuels. En outre, le Cadre de Compétences du Conseil de l'Europe pour l'exercice de la citoyenneté démocratique pourrait également servir de ligne directrice pour établir des critères de qualité plus solides pour l'éducation à la citoyenneté en évaluant les compétences que les étudiants acquièrent grâce à des activités formelles et non formelles.

***** Coopération renforcée avec d'autres membres de la communauté locale**

Les organisations de jeunesse doivent être davantage engagées avec la communauté locale dans les lieux où elles opèrent et/ou organisent leurs activités (comme le développement de projets/volontariat ciblant la communauté). Cela permettrait aux organisations de toucher les jeunes qu'elles ne peuvent habituellement pas toucher mais aussi de démontrer le potentiel de l'ENF pour délivrer une éducation à la citoyenneté de qualité, ouvrant ainsi davantage d'opportunités au financement gouvernemental (local) et au soutien à des projets jeunesse similaires.

De la même manière, en renforçant la coopération avec les organisations de la société civile (y compris mais pas uniquement les organisations de jeunesse), les prestataires d'éducation formelle pourraient bénéficier de l'expertise des prestataires d'ENF en créant des activités intéressantes sur l'éducation à la citoyenneté ainsi

qu'en créant des espaces où les apprenants pourraient expérimenter la citoyenneté active de première main. Cette coopération pourrait se dérouler dans un cadre défini pour que les apprenants ne soient pas pénalisés en participant à des activités ENF dans et en dehors des limites de l'école (grâce à la reconnaissance de crédits pour des activités extrascolaires).

***** Renforcement des capacités et des ressources (humaines et financières)**

Les organisations de jeunesse doivent maintenir l'investissement en faveur du renforcement des capacités et du partage de connaissances via l'apprentissage par les pairs, le partage des bonnes pratiques parmi leurs membres et à d'autres organisations. Comme mentionné précédemment, il faut que cela s'accompagne de formations de formateurs pour que le but de l'éducation à la citoyenneté et aussi sa compréhension plus vaste par les organisations de jeunesse soit préservé. Des activités qui promeuvent le renforcement des capacités de multiplicateurs doivent également être réalisées pour que les pratiques des organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté touchent autant de jeunes et de prestataires d'éducation que possible.

Cela doit être renforcé par la création de plus de programmes voués à augmenter la coopération entre les secteurs public et non gouvernemental et favoriser plus de financement durable pour des projets liés à l'éducation à la citoyenneté. En outre, les gouvernements doivent fournir plus de fonds aux écoles pour qu'elles puissent engager plus d'enseignants et réduire le nombre d'élèves par classes. La formation des enseignants à l'éducation à la citoyenneté doit également être une priorité, non seulement pour les enseignants en sciences politiques mais plutôt dans le cadre des « compétences générales/clés » requises dans la formation des enseignants.

3.2 — Des passerelles pour l'éducation à la citoyenneté : pratiques inspirantes de coopération entre organisations de jeunesse et écoles/instituts d'enseignement supérieur



La coopération avec les organisations partenaires du milieu de la jeunesse, de la société civile, d'instituts d'éducation formelle et d'autres organisations locales et internationales est cruciale pour que les organisations de jeunesse puissent prodiguer le type d'éducation de qualité à la citoyenneté vers lequel elles tendent.

Guidée par une ferme conviction de la complémentarité entre l'éducation formelle et non formelle et son impact positif sur l'éducation de qualité, la coopération avec les instituts d'éducation formelle, y compris les écoles et les universités, représente une action importante des organisations de jeunesse.

Comme indiqué dans l'enquête réalisée sur les organisations de jeunesse, plus de 65% des organisations de jeunesse coopèrent avec des instituts d'éducation formelle pour prodiguer une éducation à la citoyenneté (ou un sujet éducatif y ayant trait) d'une manière ou d'une autre.

En dépit des bonnes pratiques autour de ce type de coopération, elles se produisent encore trop souvent sur une base ad-hoc et sont rarement généralisées. L'intérêt de la part des organisations de jeunesse est tangible, comme l'exprime l'un de nos membres:

« Nous serions ravis d'établir plus de connexions avec les prestataires d'éducation. L'an prochain nous prévoyons d'approcher des syndicats nationaux d'enseignants pour notre plaidoyer national. »

AECEE

Ci-dessous nous présentons des exemples de coopération récoltés auprès de nos organisations membres, regroupés autour des différentes manières selon lesquelles un partenariat peut être établi en fonction du contexte et/ou de l'objectif.

**** Former les enseignants sur le contenu et la pédagogie**

Une façon qu'ont les organisations de jeunesse de coopérer avec des instituts d'éducation formelle consiste en fait à participer à l'élaboration de formations pour enseignants sur ce sujet précis. Via des animateurs socio-éducatifs/formateurs identifiés, les organisations de jeunesse partagent leurs compétences, experts et contributions avec les enseignants en éducation formelle par rapport au contenu des « cours d'éducation à la citoyenneté » mais avant tout sur la méthodologie à adopter. En effet, les organisations de jeunesse travaillent avec l'éducation non formelle, une pédagogie d'apprentissage actif qui vise à aborder non seulement les connaissances mais aussi les compétences et attitudes grâce à des processus participatifs et expérimentaux.

La formation d'enseignants s'avère être un cadre de coopération très utile. En outre, les formateurs des organisations de jeunesse forment non seulement les enseignants, mais ils peuvent aussi fournir des avis et conseils dans les mois suivants pour garantir une mise en oeuvre de qualité des cours d'éducation à la citoyenneté.



CEMEA Belgique offre des formations pour soutenir les enseignants (et futurs enseignants) et éducateurs dans le cadre scolaire à mettre en oeuvre et faciliter des structures scolaires participatives qui encouragent la citoyenneté active.

Les membres d'EFIL offrent des formations aux enseignants de l'enseignement secondaire sur l'apprentissage interculturel, en particulier en Italie, Serbie, Belgique, Allemagne, Turquie, République tchèque, et Espagne. Vu que les programmes d'échange dirigés par les organisations AFS se déroulent au sein du système scolaire, les relations avec les enseignants sont en général très proches.

**** Invitations pour organiser des ateliers dans le cadre de cours « d'éducation à la citoyenneté »**

Dans certains cas, les enseignants décident d'inviter une organisation de jeunesse active dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté, l'éducation à la paix et des domaines associés, et ils leur proposent de réaliser une partie (ou l'ensemble) du cours sur l'éducation à la citoyenneté à l'école. Inspirés par les exemples de nos membres, nous observons que cette coopération peut se faire sur une base ad hoc (un atelier de temps en temps) ou une coopération plus établie, parfois avec toute une école.



Europe4Youth, « Class of the intercultural competences » & le Conseil de la Jeunesse de la Communauté francophone de Belgique « Exclure les exclusions en tout genre ».

Europe4Youth, un membre du CNJ polonais coopère avec l'Université Jagiellonian de Cracovie dans le cadre de l'initiative « Class of intercultural competences » consistant en un cycle de réunions pour élèves du secondaire (30 personnes recrutées dans différents lycées de Cracovie) à l'université, donnant des cours d'éducation à la citoyenneté (ateliers et simulations sur les systèmes politiques, mécanismes de la société civile, possibilités de participation publique, etc.) Le programme dure 3 ans (pendant le lycée) et se termine par un brevet et des points supplémentaires pour les procédures de candidature dans les universités et reconnaissance des résultats de l'apprentissage.

Le Conseil de la Jeunesse de la Communauté francophone de Belgique a élaboré un projet appelé « Exclure les exclusions en tout genre » et avec d'autres partenaires appropriés (Centre pour l'égalité des chances, Institut pour l'égalité des hommes et des femmes etc.) ils réalisent des ateliers dans 6 écoles différentes en vue de sensibiliser et de changer le comportement sur la perception de l'inégalité et de la différence.



Programme ACTIVE de EFIL:

ACTIVE est un projet financé par le Fonds européen pour la Jeunesse et qui veut inclure du contenu de citoyenneté active dans les échanges d'élèves de longue durée, y compris la mise en oeuvre d'un projet de citoyenneté (qu'ils appellent « faire le changement ») pendant ou après l'échange. Le guide des activités sera publié prochainement. www.afsactivecitizens.org

**** Programmes spécifiques développés par des organisations de jeunesse**

Dans certains cas, les organisations de jeunesse développent des programmes spécifiques sur l'éducation à la citoyenneté pour les jeunes élèves avec qui ils sont en contact pendant leurs activités, par exemple des programmes d'échanges étudiants.

**** Coopération structurée entre les prestataires d'éducation formelle et non formelle**

Malgré les bonnes pratiques illustrées ci-dessus, la coopération entre les prestataires d'éducation formelle et les parties prenantes de l'éducation non formelle se passe trop souvent sur une base ad hoc. Le Forum européen de la Jeunesse et ses organisations membres veulent absolument voir une meilleure éducation à la citoyenneté dans la classe et ils font le maximum pour encourager une coopération plus solide et mieux structurée avec les prestataires d'éducation formelle. L'une des conditions clés pour que les organisations de jeunesse coopèrent mieux avec les enseignants sur la question est que l'éducation à la citoyenneté fasse partie des programmes.

Un autre mode de coopération entre les écoles et les organisations de jeunesse est la promotion par les enseignants de la participation et de l'engagement de leurs étudiants dans des organisations de jeunesse afin d'expérimenter la citoyenneté active de première main. Cependant, lorsque l'offre existe, elle est parfois compensée par des crédits ECTS et cela devient un choix

« obligatoire » pour les élèves. Malgré cela, le Forum Jeunesse défend fermement l'aspect volontaire de l'engagement dans des organisations de jeunesse, et il ne soutient pas la promotion des organisations de jeunesse si cela transforme cette expérience en action obligatoire.



Le Réseau croate de la Jeunesse, Initiative pour une intégration réussie de l'éducation civique dans les écoles:

Le Réseau croate de la Jeunesse coordonne un groupe d'ONG qui préconisent la pleine intégration de l'éducation à la citoyenneté dans le système scolaire croate. Ce projet travaille également directement avec les jeunes (formations, études, ateliers, outils pédagogiques) en accumulant des connaissances et en développant les compétences pour qu'ils deviennent des citoyens responsables.

Il apparaît clairement d'après les exemples ci-dessus qu'une coopération plus solide entre les acteurs d'éducation formelle et non formelle dans le contexte de l'éducation à la citoyenneté est possible et bénéfique pour les deux parties impliquées. Ainsi, le Forum Jeunesse estime qu'il existe le besoin d'une plus grande reconnaissance par les enseignants (et d'autres acteurs et parties prenantes de l'éducation formelle) du travail éducatif que réalisent les organisations de jeunesse et l'organisation de fora d'échanges qui connectent tous ces acteurs, y compris des activités spécifiques réunissant des experts en éducation formelle et non formelle. Cela affaiblirait la réticence à coopérer et apprendre les uns des autres, et cela ouvrirait une multitude de nouvelles opportunités en terme d'éducation à la citoyenneté, tant dans des cadres formels que non formels.

Recommandations des jeunes pour une éducation de qualité à la citoyenneté dans l'Europe d'aujourd'hui

Dans cette section, nous fournissons un aperçu des principes et recommandations relatives à des mesures qui pourraient améliorer la mise en oeuvre de l'éducation à la citoyenneté dans le cadre de l'éducation formelle et non formelle. Par cet exercice, nous souhaitons apporter notre contribution au débat actuel sur d'éventuelles solutions pour améliorer le contenu et le déroulement de l'éducation à la citoyenneté en Europe, et faciliter le consensus sur la question et les moyens de l'aborder. Ces recommandations ne sont aucunement exhaustives, et il n'y a aucune garantie qu'une bonne pratique d'un pays particulier sera efficace dans un autre pays.

**** Opinions des organisations membres du Forum Jeunesse sur d'éventuelles solutions**

Dans le cadre de cette enquête, le Forum européen de la Jeunesse a invité ses organisations membres à partager leurs revendications par rapport à l'éducation à la citoyenneté. Les organisations membres qui ont répondu à notre enquête ont exprimé un point de vue cohérent sur la question à tous les niveaux décisionnels et proposé plusieurs solutions.

L'une des solutions les plus souvent mentionnées est le **besoin d'une éducation obligatoire à la citoyenneté dans les programmes scolaires à tous les niveaux de l'éducation formelle**. Nos organisations membres estiment que l'éducation à la citoyenneté doit être plus présente dans les écoles et, au niveau européen, des incitations doivent être mises en place pour soutenir et contrôler le développement et la mise en oeuvre de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes à travers l'Europe.

En outre, nos organisations membres demandent **une refonte de l'éducation à la citoyenneté dans les cadres d'éducation formelle**, tant en terme de contenu que de méthodes d'enseignement. Elles prétendent que l'éducation à la citoyenneté doit viser à former des citoyens démocratiques et à doter chaque jeune des informations appropriées nécessaires pour participer à la vie politique locale et nationale en tant que citoyens actifs.

Les écoles doivent également changer pour promouvoir cette nouvelle approche: elles doivent devenir des espaces d'émancipation - et pas de reproduction sociale- où un raisonnement critique et original est autorisé et encouragé par la culture de l'école elle-même. Elles doivent devenir des environnements inclusifs et sécurisés pour tous les étudiants et doter les individus des outils nécessaires pour se forger une opinion individuelle et indépendante sur les questions politiques. Enfin, la culture scolaire doit également devenir plus démocratique dans son

approche, intégrant toutes les parties appropriées (y compris les étudiants) à tous les niveaux des processus décisionnels qui sont pertinents pour l'organisation de la vie scolaire.

Il est clair également pour les organisations membres du Forum Jeunesse que **tous les jeunes ont droit à une éducation de qualité, y compris une éducation à la citoyenneté**. Tous les jeunes doivent avoir accès à l'éducation gratuite, sans hiérarchie de connaissances, de parcours éducatifs ou tout autre chose qui pourrait renforcer la discrimination et les inégalités. Les jeunes, grâce à la scolarisation, doivent également avoir accès à la culture et l'expérimenter, et disposer d'un espace où ils peuvent s'exprimer de façon artistique et créative.

Enfin, nos organisations membres estiment que **tous les Etats européens doivent soutenir et reconnaître les organisations de jeunesse comme des prestataires d'éducation, en particulier l'éducation à la citoyenneté**. Les organisations de jeunesse et leur approche non formelle de la citoyenneté sont cruciales pour que les jeunes développent des compétences en citoyenneté, qui sont nécessaires pour les motiver à devenir localement actifs comme citoyens autonomes.

Donc, **les barrières au travail de jeunesse (y compris au niveau international) doivent être progressivement éliminées, et la mobilité des jeunes ainsi que les échanges internationaux doivent être promus** et soutenus afin d'encourager l'apprentissage interculturel et un sentiment d'appartenance commune chez les jeunes. Enfin, tous les Etats européens doivent impliquer les jeunes à tous les niveaux de la prise de décision et adopter une approche de l'élaboration politique qui soit centrée sur les jeunes, en particulier dans le domaine de l'éducation.



**** Recommandations du Forum européen de la Jeunesse pour une meilleure mise en oeuvre de l'éducation à la citoyenneté en Europe**

Le Forum européen de la Jeunesse oeuvre continuellement à la responsabilisation des jeunes pour qu'ils participent activement à la société, représentent et défendent leurs besoins et intérêts et ceux de leurs organisations. Au fil des ans, nous avons élaboré des recommandations relatives à l'éducation de qualité et à l'éducation à la citoyenneté.

**** Accès gratuit et égal à l'éducation de qualité pour tous**

L'éducation est un droit humain et tous les jeunes y ont droit. Vu la nature interdépendante et interconnectée de tous les droits humains, respecter ce droit signifie contribuer au droit de vivre dans la dignité et au développement des jeunes en tant que citoyens autonomes, soutenant, responsables et engagés. Le Forum européen de la Jeunesse demande un accès gratuit et égal à l'éducation, dans le cadre d'un engagement en faveur de l'éducation de qualité pour tous. Le Forum Jeunesse considère l'accès et la qualité comme des éléments indivisibles pour l'exercice du droit à l'éducation.

Le Forum Jeunesse considère l'éducation comme un processus d'apprentissage tout au long de la vie et embrassant tous les aspects de celle-ci, qui poursuit les objectifs de l'accomplissement personnel et professionnel, de l'inclusion sociale et de la citoyenneté active. L'éducation ne doit pas uniquement permettre aux jeunes d'acquérir des compétences personnelles et professionnelles mais aussi d'apprendre à faire partie de sociétés multiculturelles et complexes et d'assumer les droits et responsabilités que cela implique. Par conséquent, en tant que détenteurs de devoirs liés à l'ensemble des droits humains, les états sont chargés de l'accomplissement du droit à



l'éducation et ils doivent être tenus pour responsables de l'éducation à laquelle les jeunes ont accès. Les gouvernements doivent entreprendre les démarches et mesures nécessaires pour investir dans des opportunités pédagogiques pour les jeunes, tout au long de la vie et dans tous ses aspects.

Enfin, malgré la pression budgétaire, l'éducation ne doit pas être considérée comme un fardeau monétaire mais plutôt comme un investissement stratégique à long terme pour la société: l'éducation a une valeur en soi, l'investissement en sa faveur doit donc être exclu de cibles déficitaires.

**** Encourager un dialogue constant à l'échelle européenne sur une compréhension commune de l'éducation à la citoyenneté**

Ce dialogue doit avoir lieu avec tous les acteurs, y compris les institutions politiques du niveau local au niveau européen, à la fois les organisations de jeunesse et d'autres prestataires d'éducation formelle et non formelle, et viser la découverte et la définition d'une approche holistique et centrée sur l'apprenant de l'éducation à la citoyenneté qui fournit aux jeunes les compétences et aptitudes dont ils ont besoin pour être confiants et efficaces dans les processus démocratiques. Elle pourrait inclure des compétences politiques, un engagement social, de nouvelles formes différentes de participation des jeunes et d'activisme politique, et une connaissance financière, numérique et médiatique. Ce genre de discussions doit également conduire à des mesures concrètes de mise en oeuvre.

Les processus politiques européens et mondiaux qui visent à promouvoir l'éducation à la citoyenneté doivent bénéficier d'une promotion continue, d'un investissement et d'un plus grand développement afin de constamment favoriser le débat sur l'éducation à la citoyenneté aux niveaux

européen et global. Enfin, les institutions européennes, en particulier la Commission européenne, doivent fournir l'espace pour une discussion paneuropéenne sur l'éducation à la citoyenneté, et encourager les Etats membres, les prestataires d'éducation, et d'autres parties prenantes, à mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour garantir une éducation à la citoyenneté de qualité pour tous. Le dialogue global organisé par l'UNESCO pour définir l'Education à la citoyenneté globale pourrait s'avérer un cadre utile pour l'UE dans ce forum de discussion intergouvernemental.

**** Reconnaître la valeur ajoutée d'une approche de l'éducation à la citoyenneté qui soit plus holistique, plus participative et davantage centrée sur l'apprenant**

Le Forum européen de la Jeunesse estime que les apprenants doivent jouer un rôle actif dans leur propre apprentissage et devenir des agents du changement au sein de leur processus éducatif. L'éducation doit être guidée par le rôle que l'apprenant doit jouer dans ce processus. En plaçant l'apprenant au centre du processus éducatif, nous lui permettons d'assumer la responsabilité de son propre apprentissage, ce qui à son tour renforce sa confiance dans ses capacités et sa motivation d'apprendre.

Une approche centrée sur l'apprenant implique également de rapprocher l'expérience pédagogique des préoccupations de la vraie vie de l'apprenant et de sa communauté grâce à des activités participatives où les jeunes sont motivés à travailler avec leurs pairs ou leur communauté locale via des projets spécifiques. Donc, une approche de l'éducation à la citoyenneté centrée sur l'apprenant signifie de mettre l'éducation au service des dispositions, besoins, capacités et possibilités de l'apprenant qui doivent être développés tout au long de la vie et dans tous ses aspects, pour qu'ils réalisent pleinement leur potentiel en tant que citoyens.

**** Soutenir et reconnaître les organisations de jeunesse et d'autres organisations d'éducation non formelle de la société civile comme prestataires clés d'une éducation à la citoyenneté**

de qualité dans le système d'éducation non formelle

Le rôle éducatif des organisations de jeunesse et d'autres organisations d'éducation non formelle de la société civile doit être reconnu et soutenu. Faisant partie de la palette d'acteurs sociaux et politiques de la société, les organisations de jeunesse et autres organisations de la société civile sont une sorte de laboratoire pour la citoyenneté active. En participant à ces organisations, les jeunes ont la possibilité de s'engager dans des activités/actions qui leur permettent de faire l'expérience des principes et aspects pratiques de la démocratie. Dirigées par des jeunes et démocratiques, les organisations de jeunesse disposent de leurs propres processus décisionnels et participatifs internes, et la démocratie ainsi que la participation sont donc intrinsèques à leur culture. En s'y engageant, les jeunes « vivent » une culture de participation active et de responsabilité, et ils mettent naturellement en pratique des compétences civiques et politiques.

**** Reconnaître l'éducation non formelle et la validation des compétences acquises dans ce cadre**

Le Forum européen de la Jeunesse et ses organisations membres sont engagés depuis longtemps dans le débat sur la reconnaissance de l'éducation non formelle et ils ont activement contribué aux développements de la connaissance et législatifs dans le domaine de l'apprentissage tout au long de la vie et dans tous les aspects de celle-ci. L'éducation non formelle est un processus organisé qui permet aux jeunes de développer des valeurs, aptitudes et compétences autres que celles développées dans le cadre de l'éducation formelle. Ces compétences (également appelées « compétences générales ») incluent une grande série de compétences de type interpersonnelles, organisationnelles, la gestion des conflits, la sensibilité interculturelle, le leadership, la planification, l'organisation, la coordination et la résolution pratique de problèmes, le travail d'équipe, la confiance en soi, la discipline et la responsabilité.

Les organisations de jeunesse sont les prestataires les plus importants d'éducation non formelle et le cadre qu'elles offrent est un facteur déterminant

pour la qualité de l'éducation non formelle avec un impact à long terme. En outre, la structure des organisations de jeunesse permet aux jeunes d'expérimenter et d'apprendre les principes de la démocratie participative et de la citoyenneté démocratique.

La validation permet d'adopter une approche holistique de l'éducation en reconnaissant la contribution de l'éducation non formelle au développement de compétences clés et simultanément la complémentarité entre l'éducation formelle et non formelle. Le développement d'accords de validation au niveau national permettra aux jeunes de valoriser les compétences acquises en dehors de l'éducation formelle. La validation inclut le large éventail de connaissances, aptitudes et compétences acquises grâce à l'apprentissage informel et non formel et elle englobe des compétences personnelles et sociales transversales primordiales qui promeuvent l'engagement constructif et actif des jeunes dans la vie civique et politique. Enfin, la validation représente un énorme retour sur investissement en terme de sécurité sociale, d'inclusion sociale, de participation et de bien-être en offrant un parcours alternatif à l'intégration sociale et aux groupes économiquement défavorisés.

**** Encourager les partenariats entre les prestataires d'éducation formelle et non formelle**

Il existe un besoin évident de changer les mentalités par rapport à la qualité et à la valeur de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel, et du travail éducatif des organisations de jeunesse. Encourager et permettre plus de partenariats entre l'éducation formelle et non formelle est perçu par le Forum européen de la Jeunesse comme le meilleur moyen de créer des passerelles et de changer les opinions sur le potentiel de l'éducation non formelle parmi les acteurs de l'éducation formelle. Cela requiert la création de possibilités pour découvrir le travail de chacun ainsi que des mécanismes de coopération aux niveaux local, régional et national afin d'instaurer la confiance et la compréhension. Cela demanderait aussi une simplification des procédures administratives pour inviter les organisations de jeunesse dans les écoles et leur permettre d'y travailler.

Il serait bénéfique d'organiser des fora d'échanges qui connectent tous ces acteurs, y compris des activités spécifiques réunissant des experts en éducation formelle et non formelle. Cela permettrait de réduire toute résistance à la coopération et à l'apprentissage des uns et des autres. Des possibilités de financement complémentaires à tous les niveaux (européen, national et local) pour soutenir le développement et la mise en oeuvre de projets qui encouragent la coopération entre les prestataires d'éducation formelle et non formelle pour la provision de l'éducation à la citoyenneté seraient également bénéfiques.

**** Promouvoir les engagements de longue durée en faveur d'une éducation de qualité et d'une éducation à la citoyenneté de qualité au niveau national**

Une éducation à la citoyenneté de qualité ne doit pas devenir un instrument politique ni être soumis à une constante restructuration ou à des modifications de programmes à chaque changement de gouvernement. L'éducation à la citoyenneté doit être intégrée dans tous les programmes scolaires, via des accords multilatéraux à long terme qui reflètent une compréhension commune du sujet comme une condition préalable essentielle pour promouvoir une citoyenneté active, durable et participative dans leurs sociétés. En concevant l'inclusion de cours d'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires, les gouvernements doivent également garder à l'esprit l'approche holistique, inclusive, non discriminatoire, critique par rapport à la norme de l'éducation à la citoyenneté proposée dans cette publication.



**** Garantir la présence des jeunes dans d'importants organes décisionnels liés à l'éducation**

La reconnaissance politique est primordiale pour considérer d'inclure les organisations de jeunesse et les prestataires d'ENF dans les discussions sur les politiques éducatives mises en oeuvre dans les Etats membres. Le Forum européen de la Jeunesse demande la reconnaissance politique du rôle et de l'impact des organisations de jeunesse et d'autres prestataires d'ENF en tant que prestataires d'éducation de qualité et que leur présence soit garantie en tant que partenaires actifs dans des organes décisionnels appropriés à tous les niveaux liés à la politique éducative. Le Forum Jeunesse demande aussi que les institutions d'éducation formelle soient plus démocratiques dans leur organisation et qu'elles garantissent que les élèves et leurs structures représentatives soient inclus dans les structures et processus décisionnels de leurs institutions.

**** Fournir des ressources pour des programmes de formation d'enseignants, directeurs d'écoles et autres éducateurs dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté**

Un sérieux obstacle à la création de bons programmes d'éducation à la citoyenneté tant dans des environnements d'éducation formelle et non formelle est le manque de développement professionnel approprié d'éducateurs à la citoyenneté. L'établissement d'un financement stable pour ce type de programmes devrait devenir une priorité pour les politiciens, tout comme le développement de programmes de formation spécifiques et d'autres mesures de soutien pour aider les directeurs d'école à encourager et contribuer à des cultures scolaires démocratiques, établissant ainsi un environnement efficace pour l'enseignement et l'apprentissage de la citoyenneté. Les gouvernements doivent aussi réévaluer la charge de travail des enseignants pour qu'ils aient suffisamment de temps pour se former.

Grâce à des animateurs socio-éducatifs/formateurs, les organisations de jeunesse pourraient partager leurs compétences, expertise

et contributions par rapport au contenu des programmes d'éducation à la citoyenneté avec des enseignants en éducation formelle, mais avant tout sur la méthodologie à adopter. En outre, les formateurs d'organisations de jeunesse peuvent non seulement former les enseignants mais ils peuvent également assurer les conseils et orientations dans les mois qui suivront pour garantir une mise en oeuvre de qualité des cours d'éducation à la citoyenneté.

**** Etablir des systèmes de contrôle sur la mise en oeuvre des engagements liés à la promotion de l'éducation à la citoyenneté**

Les politiciens et décideurs aux niveaux local, national, européen et global doivent accepter leur responsabilité pour amener des réformes durables dans l'éducation de qualité et établir des systèmes de contrôle pour évaluer la qualité et l'étendue de la mise en oeuvre des différents engagements pris par les Etats membres par rapport à l'éducation à la citoyenneté. Au niveau du Conseil de l'Europe, la mise en oeuvre des recommandations exposées dans la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme doit être priorisée.

Au niveau de l'Union européenne, il faut en faire bien davantage pour la mise en oeuvre des mesures exposées dans la Déclaration de Paris des Ministres de l'Education de l'UE, et en particulier, appliquer l'article 162 (2) du Traité de Lisbonne qui stipule que l'action de l'UE doit encourager la participation des jeunes dans la vie démocratique en Europe. Nous demandons donc à la Commission européenne d'établir un programme à long terme pour coordonner l'éducation à la citoyenneté parmi les Etats membres de l'UE, pour que les jeunes apprennent des concepts et valeurs internationaux et européens et qu'ils soient équipés des compétences nécessaires pour pouvoir participer à nos sociétés démocratiques de manière active et responsable.

Au niveau de l'ONU, les Etats membres doivent fournir davantage d'efforts concrets par rapport à la cible 4.7 des Objectifs du Millénaire pour le

Développement¹¹⁹ de sorte à garantir les conditions nécessaires à sa mise en oeuvre d'ici à 2030 car beaucoup de ses éléments sont complémentaires à une éducation à la citoyenneté de qualité et à la promotion des droits de l'homme.

**** Créer des indicateurs pour l'éducation à la citoyenneté en Europe basés sur des objectifs à long et court terme**

Des efforts doivent être fournis pour créer des indicateurs consistants et consensuels pour la provision d'éducation à la citoyenneté dans des cadres d'éducation formels et non formels. Au niveau du Conseil de l'Europe, cela pourrait se faire si les Etats membres appliquaient les recommandations du Cadre des Compétences pour une Culture démocratique inauguré en avril 2016. Au niveau de l'UE, la Commission européenne pourrait contribuer à l'établissement de normes pour une éducation à la citoyenneté de qualité au niveau de l'UE - en donnant la direction d'un plan d'action européen pour l'éducation à la citoyenneté. Une proposition concrète pourrait être d'établir un centre européen de connaissances sur la citoyenneté européenne, qui pourrait être une bibliothèque virtuelle de méthodologie et de contenu qui pourrait inspirer des centres nationaux de programmes.



¹¹⁹ D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de la non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable



BIBLIOGRAPHIE ET ANNEXE

Bibliographie

Chapitre 1

- Barrett, M., Competences for democratic culture and global citizenship: components and assessment, 2016.
- Barrett, M. and Zani, B. (ed.), "Political and Civic Engagement - Multidisciplinary Perspectives", 2015.
- Biesta, G., Learning democracy in school and society: Education, lifelong learning, and the politics of citizenship, 2011.
- Brubaker, R., Citizenship and Nationhood in France and Germany, 1992.
- Council of Europe and European Commission, TKit 4 - Intercultural Learning, 2000.
- Council of Europe and European Commission, T-Kit 7 - Under Construction - Citizenship, Youth and Europe, 2003.
- Council of Europe and European Commission, T-Kit 11 - Mosaic: the training kit for Euro-Mediterranean youth work, 2010.
- Council of Europe, Audigier, F., Project Education for Democratic Citizenship - Basic concepts and core competencies for education for democratic citizenship, 2000.
- Council of Europe, Have your say! Manual on the Revised European Charter on the Participation of Young People in Local and Regional Life, 2008.
- Council of Europe, Compassito-Manual on Human Rights Education for Children, 2009.
- Council of Europe, Council of Europe Charter on Education for Democratic Citizenship and Human Rights Education - Committee of Ministers Recommendation CM/Rec (2010) 7, 2010.
- Council of Europe, What is Citizenship? 2014, available online at: <http://www.coe.int/en/web/compass/citizenship-and-participation#1>
- Council of Europe, Compass - Manual for Human Rights Education with Young people, 2012 and 2014.
- Council of Europe. Barrett, M. (ed.), "Interculturalism and multiculturalism: similarities and differences", 2013.
- Council of Europe, Competence Framework for the Exercise of Democratic Citizenship, Draft Resolution AS/CULT (2015)50, 2015.
- Council of Europe, Barrett, M., Competences for Democratic Culture: Living together as equals in culturally diverse democratic societies, 2016.
- Council of Europe, Final Declaration of the Standing Conference of Ministers of Education "Securing Democracy Through Education - The development of a Reference Framework of Competences for Democratic Culture", 25th session, 11-12 April, 2016.
- European Commission, Holford, J. and Van der Veen, R., Lifelong learning, governance and active citizenship in Europe: Analysis of adult learning and design of formal, non-formal and informal educational intervention strategies - Final report of the ETGACE research project, 2003.
- European Commission, Citizenship Education in Europe - Eurydice Report, 2012.
- European Commission, Erasmus+ Programme Guide, 2014. Available Online: http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/documents/erasmus-plus-programme-guide_en.pdf.
- European Commission, Erasmus + Programme Guide (revised), 2016.
- European Commission, EACEA, Lifelong Learning Programme - Comenius Programme, available online at: http://eacea.ec.europa.eu/llp/comenius/comenius_en.php
- European Parliament, Recommendation of the European Parliament and of the Council of 18 December 2006 on key competences for lifelong learning 2006/962/EC, 2006.
- European Union, Informal Meeting of European Union Education Ministers, Declaration on Promoting Citizenship and the Common Values of Freedom, Tolerance and Non-Discrimination through Education, 2015.
- European Youth Forum, Policy Paper Recognition of Non-Formal Education: Confirming the real competencies of young people in the knowledge society, 2003.
- European Youth Forum, Policy Paper on Early School Leaving, 2008.
- European Youth Forum, Policy Paper on Democracy in Youth Organisations, 2010.
- European Youth Forum, Policy Paper on Citizenship Education, 2013.
- European Youth Forum Policy Paper on Global Education, 2008
- European Youth Forum, A European Youth Forum Definition of Rights-Based Approach, August 2014.
- European Youth Forum, Dezelan, T., Young People and Democratic Life in Europe: What Next after the 2014 European Elections? 2015.

- Everson, M. and Preuss, U., Concepts, Foundations, and Limits of European Citizenship, 1995.
- Hahn C., Becoming Political: Comparative Perspectives on Citizenship Education, 1998.
- Hoskins, B., Towards the development of an international module for assessing learning in Global Citizenship Education (GCE) and Education for Sustainable Development (ESD): A critical review of current measurement strategies, 2009.
- Howard, M. M., The politics of Citizenship in Europe, 2009.
- International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA), International Civic and Citizenship Education Study Report: Civic knowledge, attitudes, and engagement among lower secondary school students in 38 countries, 2009.
- International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA), International Civic and Citizenship Education Study Assessment Framework, 2016.
- The Leonore Annenberg Institute for Civics of the Annenberg Public Policy Center at the University of Pennsylvania and the Campaign for the Civic Mission of Schools, Guardian of Democracy: The Civic Mission of Schools, 2011.
- Lister, M. and Pia, E., Citizenship in Contemporary Europe, 2008.
- Marshall, T. H., Citizenship and Social Class and Other Essays, 1950.
- McCann, G. and Finn, P., Identifying the European dimension in citizenship education, available at: <http://www.developmenteducationreview.com/issue3-focus5?page=show>, 200.
- McLaughlin, T. and Juceviciene, P., "Education, democracy and the formation of national identity" in Bridges, D. (ed.), Education, Autonomy, and Democratic Citizenship: Philosophy in a Changing World, 1997.
- Nilsson, I., Constructing Global Citizenship Education: an analysis of OECD discourse on global competence, 2016, available at: <http://lup.lub.lu.se/student-papers/record/7794066>
- North-South Centre of the Council of Europe, Global Education Guidelines: A handbook for Educators to Understand and Implement Global Education, 2010.
- Ohana Y and Rothermund A (ed) Eggs in a Pan – Speeches, Writings and Reflections by Peter Lauritzen, 2008, p. 232
- O'Shea, K., Education for Democratic Citizenship: Policies and Regulatory Frameworks, 2003.
- Priestley, J. and Garcia, N. P., "Ten Lessons from the 2014 European presidential election", article published June 9 2015, available at <http://europesworld.org/2015/06/09/ten-lessons-2014-european-presidential-election/#.V3zDmJN95Kg>.
- UN, The United Nations Youth Agenda: Empowering Youth for Development and Peace, 2006.
- UNCHR, "Ending Statelessness", website accessed in July 1st 2016, available at - <http://www.unhcr.org/en-us/stateless-people.html>
- UNESCO, Meyer-Bisch, P.(ed.), A culture of democracy: a challenge for schools, 1995.
- UNESCO, "Citizenship Education for the 21st century", available online at: http://www.unesco.org/education/tlsf/mods/theme_b/interact/mod07task03/appendix.htm,
- UNESCO, Intercultural Competences: Conceptual and Operational Framework, 2013.
- UNESCO, Global Citizenship Education: Preparing Learners for the Challenges of the Twenty-First Century, 2014
- UNESCO, Global Citizenship Education – Topics and Learning Objectives, 2015
- UNICEF, "Focus – Peace Education", available online at http://www.unicef.org/education/focus_peace_education.html
- Risse, T., "No demos? Identities and public spheres in the Euro crisis", in Journal of common market studies, 52 (6), 2014. PP. 1207–1215.
- Smith, A. and Robinson, A., Education For Mutual Understanding – Perceptions and Policy, 1992
- Sherrod, L. R., et al (eds.) Handbook of Research on Civic Engagement in Youth. 2010
- Van Steenbergen, B. (ed.), The Condition of Citizenship, 1994.
- Veldhuis, R., "Education for Democratic Citizenship: Dimensions of Citizenship, Core Competencies, Variables and International Activities", document DECS/CIT (97) 23,1997.
- Williamson, A., and Sande, M., From Arrogance to Intimacy: a Handbook for Active Democracies, 2014.
- World Conference on Human Rights, "Vienna Declaration and Programme of Action", 1997.
- Zweig, S., Messages from a Lost World – Europe on the Brink, 2016

Chapitre 2

- Asociatia Stea, Raport Anual, 2012, available online at: http://www.asociatiasteasm.ro/uploads/company/documents/93_Raport-anual-Asociatia-Stea-aprilie-2011---martie-2012.pdf
- Baro, R. J., Education and Economic Growth, 2013, available online at: <https://www.oecd.org/edu/innovation-education/1825455.pdf>
- Cammaerts, et al, The Myth of Youth Apathy: Young Europeans' Critical Attitudes Towards Democratic Life, 2014.
- Cicognani, E. et al. Sense of Community and Empowerment among Young People: Understanding Pathways from Civic Participation to Social Well-Being, 2015
- Dallago et al. The adolescents, life context, and school project: Youth voice and civic participation, 2009.
- Dirección General de Juventud. Buenas Practicas de Intervencion Social Con Jovenes En Ambitos De Diversidad Social Y Cultural, 2009.
- Dunne, A. et al, Working with young people: the value of youth work in the European Union: case studies, 2014.
- Thomas, P., Proving Our Worth? Youth Work, 'Race' and Evidence, 2011.
- Frenzel, H., Working with young people: the value of youth work in the European Union, 2014.
- Gretscher et al, Youth participation good practices in different forms of regional and local democracy, 2014.
- Hooghe et al, Head Start in Politics: the Recruitment Function of Youth Organisations of Political Parties in Belgium (Flanders). Party Politics 10(2), 2004.
- Kallakoski, T., "Youth work, volunteering, recognition and employability: defining and recognising competences", 2015, available at: <http://www.alliance-network.eu/wp-content/uploads/2014/12/IVE-Desk-Research-Report-Output-1.pdf>
- Kotilainen, S., "Promoting Youth Civic Participation with Media Production: the Case of Youth Voice Editorial Board", in Frau-Meigs, D. and Torrent, J. (eds), Mapping media education policies in the world: visions, programmes and challenges, 2009.
- Lähdenmaa, J., The hedonistic altruism of young voluntary workers. Youth 7, 1999.
- Loncle, P., "Youth work and youth policy in France", n.d, available at: <http://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/7110707/Loncle.pdf/c87f7a3f-7d40-48af-86f8-3ad40195fc1f>
- Merino, R., Pathways from school to work: can the competences acquired in leisure activities improve the construction of pathways? 2007.
- Merton et al, "An Evaluation of the Impact of Youth Work in England", 2004, available at: <http://www.dfes.gov.uk/research/data/uploadfiles/RR606.pdf>
- Morciano et al, An evaluation study of youth participation in youth work: a case study in Southern Italy, 2013.
- Murakas et al, Interim evaluation of the Youth in Action programme in Estonia 2007– 2009, 2010
- Powell, S. and Bratović, E., The impact of long-term youth voluntary service in Europe: A review of published and unpublished research studies, 2007.
- Putnam, R. D. Making Democracy Work: civic traditions in modern Italy, 1993.
- Putnam, R. D., Bowling Alone: the collapse and revival of American Community, 2000.
- Perea, L. C., La Red Juvenil de Participación "Chavós Nebó – Jóvenes de Hoy", 2004
- Quintelier, E., Differences in political participation between young and old people, 2007
- Quintelier, E., Who is Politically Active: the Athlete, the Scout member or the Environmental Activist? Young People, Voluntary Engagement and Political Participation, 2008.
- Sildnik, H., Role of youth information services in supporting youth mobility: Estonian example, 2015
- Taru, M., A study of the effect of participation in a Youth in Action project on the level of competences, 2013.
- Temple, J., "Growth Effects of Education and Social Capital in the OECD Countries", 2001. Available online at <https://www.oecd.org/eco/growth/18452154.pdf>
- Van Deth, J. W., Participation in Voluntary Associations: Dark Shades in a Sunny World?, 2010.
- World Health Organisation, Macroeconomics and Health: Investing in Health for Economic Development, Geneva: World Health Organisation, 2001, available online at: <http://www1.worldbank.org/publicsector/pe/PEAMMarch2005/CMHReport.pdf>

Chapter 3

- European Youth Forum, Policy Paper on Global Education: a global vision of education – an education for global citizenship, 2008.

Annexe

L'enquête

L'enquête a récolté des informations relatives à la compréhension et l'approche de l'organisation par rapport à l'éducation à la citoyenneté, les objectifs y ayant trait et la façon dont cela correspond à son mandat; la manière dont l'éducation à la citoyenneté est fournie (via des programmes spécifiques ou intégrée dans leur travail); les groupes cibles; la coopération avec des instituts d'éducation formelle ou d'autres partenaires appropriés; et des preuves de l'impact sur leur travail.

Nous avons reçu 22 réponses valables¹²⁰ de différents types d'organisations de jeunesse: organisations internationales non gouvernementales de jeunesse - OINGJ (40%), conseils nationaux de jeunesse - CNJ¹²¹ (40%) et d'organisations de jeunesse opérant au niveau national (20%) et qui sont soit membres d'une OINGJ soit d'un CNJ. Ensemble, elles représentent un total de 11 pays différents répartis à travers l'Europe: la Belgique (plusieurs ayant une portée européenne), Allemagne, Portugal, Azerbaïdjan, Roumanie, Arménie, Suède, Finlande, France, Slovénie, République tchèque.

Dans le cadre de l'enquête, nous avons également récolté des informations sur 40 programmes/activités différents liés à l'éducation à la citoyenneté dirigés par des organisations de jeunesse réparties à travers l'Europe (soit au niveau local soit au niveau national ou au niveau européen/international).

QUESTIONNAIRE SUR L'EDUCATION A LA CITOYENNETE ADRESSE AUX ORGANISATIONS MEMBRES

17 février au 8 mars 2016

Ce questionnaire a été élaboré par le Forum européen de la Jeunesse (YFJ) pour récolter des informations sur le travail des organisations de jeunesse en matière d'éducation à la citoyenneté (ou un type similaire d'éducation).

A qui s'adresse-t-il? aux organisations membres du YFJ et à leurs organisations membres.

Veuillez n'envoyer qu'un seul questionnaire par organisation (merci donc de vérifier avec vos collègues avant de répondre!)

Nous vous encourageons à récolter les informations auprès de vos propres membres, ou de les mobiliser pour qu'ils remplissent le questionnaire en se basant sur leur propre travail.

De quoi s'agit-il? Le questionnaire comprend des questions visant à récolter des informations sur la compréhension et l'approche qu'a l'organisation de « l'éducation à la citoyenneté » (ou similaire), le type de programmes fourni, des exemples de coopération avec des prestataires d'éducation formelle, des preuves de l'impact, les problèmes ou facteurs de réussite, des revendications

politiques clés, et les ressources disponibles pour mettre l'éducation à la citoyenneté en oeuvre.

Clarification du terme « éducation à la citoyenneté »: par « éducation à la citoyenneté, nous entendons un processus dynamique d'apprentissage qui équipe les jeunes des connaissances et de la compréhension nécessaires, de compétences, d'aptitudes et de valeurs pour exercer leurs droits et assumer leurs responsabilités en tant que citoyens actifs et responsables de la société, et s'engager dans des relations sociales constructives tout en contribuant à la construction de sociétés pacifiques, inclusives et ouvertes d'esprit; l'idée de responsabilisation, le sens d'appartenance à une humanité commune et une approche « globale » est intrinsèque à l'éducation à la citoyenneté comme nous l'entendons. Donc, dans notre perspective, l'éducation à la citoyenneté englobe plusieurs

¹²⁰ Parmi les 42 réponses reçues, certaines étaient soit vides ou ne comportaient que les coordonnées du répondant/de l'organisation.

¹²¹ Un conseil national de jeunesse est une organisation faîtière d'organisations de jeunesse dans un pays.

dimensions: politique et légale, sociale, culturelle et globale.

Ce concept est donc très interconnecté avec d'autres concepts tels que l'éducation interculturelle, l'éducation à la paix, l'éducation globale, l'éducation civique, etc.

Dans votre organisations vous pouvez utiliser différents termes pour vous référer à ce que nous appelons « éducation à la citoyenneté ». Ce n'est pas grave, mais veuillez donc en tenir compte en remplissant le questionnaire.

Temps: cela vous prendra environ 35 minutes. Vous devrez peut-être demander de l'aide à d'autres personnes pour remplir toutes les sections.

Informations générales sur la publication sur l'éducation à la citoyenneté

Ce questionnaire fait partie de la récolte de données pour la publication sur l'éducation à la citoyenneté que le YFJ prépare, dans le cadre de son plaidoyer pour le droit à une éducation de qualité dans son projet « Europe inclusive » (plan de travail 2015-2016).

La publication veut fournir des preuves sur la façon dont l'éducation à la citoyenneté est fournie dans les organisations de jeunesse et sert d'inspiration à d'autres parties prenantes pédagogiques, en particulier les prestataires d'éducation formelle qui la prodiguent ou souhaitent la prodiguer. Les informations reprises sont censées fournir des éléments probants pour l'élaboration politique et la prise de décisions sur l'éducation à la citoyenneté et soutenir le travail de plaidoyer du YFJ pour la reconnaissance de l'ENF et des organisations de jeunesse et l'inclusion de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires en Europe.

La publication présentera et analysera la manière dont les organisations de jeunesse prodiguent/abordent l'éducation à la citoyenneté et leur contribution au développement des compétences des jeunes pour la citoyenneté active et l'inclusion sociale, tout en offrant une analyse critique de l'approche pédagogique que requiert l'éducation à la citoyenneté. La publication reflètera aussi la situation de l'éducation à la citoyenneté dans le système scolaire et comment la pratique des organisations de jeunesse sur ce sujet peut les inspirer, y compris grâce à des exemples de coopération entre les organisations de jeunesse et les institutions d'éducation formelle.

1. Votre nom 	se rapporte-t-il au travail/ mandat général de votre organisation ? 	Nom/titre Type de programme/contexte où il se déroule
2. Nom de votre organisation 		Durée
3. Où est-elle basée? 	8. Votre organisation (ou vos organisations membres) dirige- t-elle des programmes/projets/ activités qui pourraient être assimilés à « l'éducation à la citoyenneté » (ou terme similaire) e/ou répondre aux objectifs généraux de cette éducation (voir la définition du YFJ).	Thèmes abordés Objectifs
4. Votre organisation est... O un CNJ O une OINGJ O membre d'un CNJ/d'une OINGJ	O oui O non	Compétences escomptées développées Groupe cible (profil, milieu, âge)
5. Votre rôle/position: 	9. Si oui, précisez comment votre organisation prodigue une éducation à la citoyenneté:	Approche pédagogique/ méthodologie utilisée (y compris techniques spécifiques comme planification d'actions, coaching mensuel, réflexions etc)
6. Comment votre organisation perçoit « l'éducation à la citoyenneté » et ses connexions avec des termes similaires (éducation civique, globale, apprentissage interculturel, éducation aux droits humains, éducation à la paix, etc.) Merci de fournir toute référence à des documents présentant la position de votre organisation à ce sujet, le cas échéant. 	O nous dirigeons des programmes/projets liés à l'éducation à la citoyenneté (ou similaire)	Coopération avec d'autres organisations/institutions (y compris éducation formelle)
..... 	O nous intégrons les objectifs de l'éducation à la citoyenneté (ou similaire) dans nos activités régulières	Liens à des informations/ rapports supplémentaires en ligne etc.
7. Comment l'éducation à la citoyenneté (ou terme similaire)	O nous faisons les deux (programmes/projets spécifiques et intégrés)	12. Avez-vous des programmes/ projets/activités spécifiques liés à l'éducation à la citoyenneté (ou domaines similaires) qui ciblent les jeunes défavorisés? Si oui, merci de fournir des infos sur le programme, les objectifs, le profil des participants etc.
.....	10. Programme/projet/activité spécifique sur l'éducation à la citoyenneté (ou similaire) - N°1	

13. Votre organisation (ou vos organisations membres) coopère-t-elle avec des prestataires d'éducation formelle en matière d'éducation à la citoyenneté (ou domaines associés)? (formation d'enseignants, organisation d'ateliers thématiques, développement de programmes conjoints, etc).

O oui O non

14. Si oui, merci de fournir des détails sur cette coopération (qui, où, quand, comment, quoi, etc)

.....

15. Avez-vous des preuves de l'impact de votre travail (ou de celui des organisations de jeunesse) sur l'éducation à la citoyenneté (ou domaines associés)? - études, rapports, recherches, évaluation d'impact etc.

Si oui, merci de fournir des détails : titre, année de publication, auteur(s), données disponibles, liens à la version en ligne, citations de vos participants etc.

.....

16. D'après votre expérience, quels sont les problèmes à affronter pour la bonne provision d'une éducation à la citoyenneté (ou similaire) dans...

a) des organisations de jeunesse

b) l'éducation formelle

17. D'après votre expérience, qu'est-ce qui contribue/contribuerait à améliorer la provision d'éducation à la citoyenneté (ou similaire) dans :

a) organisations de jeunesse

b) éducation formelle

18. Merci de dresser une liste des principales revendications politiques qu'a votre organisation de jeunesse par rapport à l'éducation à la citoyenneté (soit dans l'éducation formelle ou non formelle), au niveau national et/ou européen

19. Merci de dresser une liste des ressources/du matériel pédagogique que vous avez (ou connaissez) pour la provision de l'éducation à la citoyenneté (dans n'importe quel cadre). Toutes les langues sont les bienvenues.

Merci de préciser: a) le titre, b) l'auteur(e), c) la langue, d) lien à une version en ligne (si disponible)

.....

20. Avez-vous de chouettes photos d'événements organisés par votre organisation (ou organisations membres) en lien à l'éducation à la citoyenneté? Nous souhaiterions les utiliser pour illustrer la publication!

Bonnes pratiques d'organisations de jeunesse sur l'éducation à la citoyenneté

Ci-dessous des informations et liens supplémentaires sur les programmes, projets et activités mentionnés à la partie 2.2 du chapitre 2. Cette liste a été compilée à partir des informations fournies pendant l'enquête et elle n'est pas du tout exhaustive mais fournit un excellent aperçu de la variété et de la qualité du travail de nos membres dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté.

Volontariat

Organisation : Don Bosco Youth-Net (DBYN)

Nom du projet : Streetwise - programme de formation

Elément du projet plus vaste « En Route - Don Bosco Volunteers for Human Rights », « Streetwise » est un séminaire de 4 jours visant la transformation d'une expérience internationale volontaire des bénévoles sur le retour en citoyenneté active dans la communauté locale. Adressé aux jeunes qui rentrent d'un service volontaire à l'étranger (18-25 ans), le programme est axé sur les compétences en gestion de projet pour leur permettre de s'engager dans leurs communautés locales et de multiplier leur expérience d'apprentissage au sein de leurs organisations d'envoi ainsi que d'améliorer l'expérience d'autres volontaires rentrés et celle de futur volontaires internationaux.

Site web : <http://enroute-dbvolunteersforhre.weebly.com/streetwise.html>

Echanges/événements internationaux

Organisation : Scouts et Guides de France

Nom du projet : Jamboree 2015 « You're Up »

Le jamboree était un rassemblement scout de 8 jours organisé en 2015 par les Scouts et Guides de France qui a réuni près de 15.000 jeunes à Strasbourg (5.000 scouts européens et 10.000 scouts français entre 14 et 17 ans). Grâce au jumelage - une unité de scouts français jumelée à une unité européenne - les jeunes ont pu faire l'expérience de la diversité, du leadership et développer leur sentiment de citoyenneté européenne et de communauté. Une résolution finale pour l'avenir de l'Europe a été rédigée par

les participants et présentée au Président du Parlement européen Martin Schultz.

Site web: <http://caravane.sgdf.fr/rubrique-jamboree-you-re-up>

Organisation : Youth for Exchange and Understanding (YEU)

Nom du projet : Convention internationale de la Jeunesse

La Convention internationale de la Jeunesse est un événement annuel ouvert aux membres et non membres de YEU, qui promeut la plus grande participation des jeunes de milieux défavorisés à des échanges de jeunes. L'événement est organisé comme un échange international de jeunes, rassemblant des jeunes d'Europe et d'Afrique du Nord, et il est organisé en trois phases: 1) séjours avec des jeunes locaux ;2) réflexions en groupes à l'aide de sujets ENF liés à la diversité interculturelle dans des lieux isolés, et 3) apprentissage interculturel en pratique dans la communauté locale à l'aide de méthodes ENF et dissémination des résultats.

Site web: <http://www.yeu-international.org/>

Organisation : CISV International

Nom du projet : International People's Project

Un programme communautaire international pour les 19 ans et +, pour une durée de 14-23 jours. Les International People's Projects sont des projets gérés localement qui bénéficient à une communauté et son environnement. En partenariat avec des organisations locales, un groupe de volontaires d'au moins 4 pays différents collaborent sur un projet communautaire tel que la

lutte contre la dégradation de l'environnement, le soutien aux immigrants ou un programme de régénération basé sur l'art. Près de 25 volontaires participent à chaque IPP, y compris l'équipe préparatoire.

Site web: <http://www.cisv.org/cisv-programmes/international-peoples-project/>

Réunions/activités régulières de groupes locaux

Organisation : ATD Quart Monde

Nom du projet : Université Populaire Quart Monde

Créée en 1972, l'Université Populaire Quart Monde est un espace de dialogue et d'apprentissage mutuel entre jeunes adultes et adultes vivant dans l'extrême pauvreté et d'autres citoyens ordinaires. Dans cet espace d'apprentissage par les pairs, tout le monde est invité à partager ses idées, opinions connaissances avec les autres dans un environnement sécurisé où tout le monde est valorisé. C'est aussi un espace de capacitation pour le militantisme et la création de nouveaux projets/ idées.

Site web: <http://www.atd-quartmonde.org/nos-actions/penser-agir-ensemble/universite-populaire/>

Programme d'échange scolaire en famille d'accueil

Organisation : EFIL - Fédération européenne pour l'apprentissage interculturel

Nom du projet : Programme Trimestre sur la citoyenneté européenne

Ce projet adressé aux 15-18 ans permet une immersion dans une autre culture pendant 3 mois en se concentrant sur l'apprentissage interculturel et aussi sur la citoyenneté européenne active. A la fin de l'expérience d'échange, juste avant de rentrer dans leur pays natal, tous les participants se rencontrent au camp ECTP à Bruxelles pour partager leur expérience, assister à des ateliers sur la citoyenneté active et visiter les institutions de l'UE.

Site web: www.ectp.eu

Projets thématiques

Organisation : CRDM - Conseil national de la jeunesse de République tchèque

Nom du projet : Kecejme do topo (Exprime-toi)

Au départ, un projet pilote tentant d'établir un dialogue structuré de la jeunesse au niveau national, qui est devenu un projet national pendant plusieurs années impliquant aussi des connexions avec le dialogue structuré de l'UE avec les jeunes « Exprime-toi - Dialogue structuré de la jeunesse » est un projet qui aide les jeunes à exprimer leurs opinions sur les questions publiques associées à la vie des jeunes, à activement s'engager dans les débats politiques actuels sur les sujets d'actualité et encourager l'augmentation de la participation politique des jeunes. Les activités du projet sont prévues en lien à l'année scolaire et les résultats produits sont distribués à toutes les parties prenantes appropriées - politiciens, fonctionnaires, société civile et médias.

Site web: <http://www.kecejmedotoho.cz/english>

Organisation : ACTIVE - Sobriété, Amitié et Paix

Nom du projet : Génération Droits humains - Liberté au 21ème siècle

Série européenne de séminaires (Allemagne, Roumanie, Belgique) sur la compréhension du concept des droits humains et comment ils sont actuellement en vigueur/violés en Europe. Près de 130 récits de personnes ont été récoltés à travers l'Europe et envoyés sous format de cartes postales aux membres du Parlement européen, et de nombreux participants ont acquis le savoir et les outils pour mieux comprendre et être sensibilisés aux droits humains, en particulier sur les questions d'égalité, de genre et de droits des minorités.

Site web: <http://activeeurope.org/index.php/news/item/419-our-week-in-brussels-the-final-stage-of-the-human-rights-generation-project.html> et <https://www.youtube.com/watch?v=SRQXsU217qc>

Organisation : ANOSR - Alliance nationale des organisations d'étudiants de Roumanie

Nom du projet : Projet Next Junior

Le projet Next Junior veut développer les compétences en leadership et gestion organisationnelle pour les membres des organisations d'étudiants. Le programme est composé d'une série de sessions de formation pour les membres des organisations d'étudiants en vue de faire croître la fédération en développant de futurs dirigeants de mouvements étudiants.

Site web: <http://www.anosr.ro>

Organisation : Katholische junge Gemeinde (KjG) en coopération avec FIMCAP - Fédération internationale des mouvements catholiques d'action paroissiale

Projet : YOUrope

Inauguré en 2014, le projet YOUrope voulait renforcer la capacité des membres de FIMCAP pour faire un plaidoyer pour les droits des jeunes au niveau européen. En collaboration avec d'autres membres de FIMCAP, les jeunes ont travaillé en 2014 de l'automne aux élections européennes dans différents ateliers qui ont donné lieu à la création de manuels de plaidoyer qui pouvaient être utilisés par leurs membres (mais pas seulement) dans leur travail sur les sujets suivants : volontariat, droit au travail, droit à la liberté d'expression et d'information, droit à la sécurité sociale et droit à la non discrimination. Au total, 3 étapes: activités dans des groupes locaux pendant l'automne, un grand séminaire national à Bonn et des activités dans des groupes locaux avant les élections.

Site web: http://fimcap.org/images/media/link/Link_2014_3_en.pdf

Organisation : FIMCAP - Fédération internationale des mouvements catholiques d'action paroissiale

Nom du projet : Ambassadeurs pour les droits des enfants

But: sensibiliser leurs organisations membres aux droits des enfants, et stimuler les dirigeants locaux de la jeunesse de nos organisations membres pour qu'ils travaillent sur le sujet. Le projet a impliqué plusieurs animateurs socio-éducatifs (tranche d'âge

20-30 ans) pour un an sur le sujet des droits des enfants, afin de devenir de véritables ambassadeurs des droits des enfants. Ils ont été formés sur le sujet et encouragés à répandre leur expérience dans leur propre organisation et communauté. Ce projet a continué des projets de suivi au niveau local dans quatre continents différents.

Site web: <http://www.crossculture.dk/wp-content/uploads/2014/06/Ambassadors-of-childrens-rights.pdf>

Organisation : IFM-SEI - Mouvement international des Faucons - Socialist Educational International

Nom du projet : Séminaires pour la Paix, IFM-SEI

IFM-SEI veut inculquer aux jeunes éducateurs les compétences nécessaires pour travailler sur le sujet de la paix. Les 45 participants présents au séminaire de 2015 venaient d'Europe et du Moyen Orient. Les séminaires ont fourni l'espace pour que les participants puissent élaborer des plans éducatifs concrets pour promouvoir la paix et résoudre des conflits dans les écoles, leurs organisations et les communautés locales. Pour aboutir à ces objectifs, le séminaire a été utilisé à l'aide d'une méthodologie d'éducation non formelle, y compris des discussions, des jeux de simulation, des expositions et d'autres activités créatives. Pendant la semaine, les participants ont débattu de leur idée de la paix et ils ont pu apprendre à établir des processus de paix grâce à l'éducation et à partager de bonnes pratiques et problèmes sur le sujet. En outre, les participants ont pu identifier de nouveaux besoins d'apprentissage pour leurs organisations et élaborer une vision commune sur l'éducation à la paix en tenant compte de leurs milieux respectifs.

Site web: <http://ifm-sei.org/christine/ifm-sei-peace-seminars/>

Organisation : OBESSU - Bureau d'Organisation des Syndicats Lycéens d'Europe

Nom du projet : Des outils dans les écoles - les étudiants s'organisent

Ce projet d'un an veut encourager et améliorer la participation des élèves dans les systèmes éducatifs et donc dans la société dans son

ensemble. Par ce projet, OBESSU a tenté de réaliser les objectifs suivants pour 2016: 1) renforcer la capacité des lycéens de jouer un rôle actif dans la société et les écoles pour défendre leurs droits et intérêts; 2) renforcer les structures lycéennes existantes et les doter des outils pour toucher les jeunes non organisés; 3) soutenir les initiatives lycéennes en créant une plate-forme en ligne pour récolter du matériel éducatif qui soutiendra les lycéens pour qu'ils s'organisent, discutent et promeuvent la participation des jeunes; 4) faciliter le partage d'expériences à travers l'Europe sur les lycéens et la participation des jeunes, et offrir l'espace aux lycéens pour qu'ils se connectent et établissent des réseaux.

Site web: <http://www.obessu.org/tools-in-schoos-coordinating-the-coordinators#more-8303>

Organisation : ACTIVE - Sobriété, Amitié et Paix

Nom du projet : La démocratie c'est le dialogue

Inauguré en 2012, le projet La démocratie c'est le dialogue est un projet annuel qui comporte deux **séminaires internationaux** à Bruxelles et **six séminaires nationaux**. Le projet consiste à apprendre en faisant, dans un véritable esprit d'éducation non formelle, et responsabiliser les jeunes à faire un plaidoyer pour leurs visions de la société et pouvoir formuler leurs besoins et visions de sorte à ce qu'ils puissent activement et effectivement participer aux processus démocratiques aux niveaux local, national et européen.

Site web: http://www.activeeurope.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=86:democracy-in-dialogue&itemid=648

Programmes d'été

Organisation : AEGEE - Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe

Nom du projet : Université d'été AEGEE

Adressée à des élèves du secondaire (18-28 ans), les universités d'été sont des espaces qui permettent aux jeunes pour une période de 14 à 24 jours de discuter, apprendre et explorer en profondeur une vaste série de sujets comme la

citoyenneté active, l'éducation civique, l'éducation aux droits humains et/ou la communication interculturelle par le biais de séminaires, ateliers et/ou sessions de formation.

Site web: <http://www.zeus.aegea.org/portal/working-groups-2/civic-education-working-group/summer-universities-that-matter-in-2016>

Organisation : CISV international

Nom du projet : Camp Séminaire

Les camps séminaires annuels accueillent 30 participants internationaux de plus de 10 pays différents et d'au moins 2 continents différents, avec la supervision et l'assistance de staff adulte international. Le programme personnellement intense est coordonné par les jeunes participants eux-mêmes. Ils développent leur propre programme et étudient des questions globales basées sur leurs milieux et intérêts, via des activités et discussions approfondies.

Site web: <http://www.cisv.org/cisv-programmes/seminar-camp>

Organisation : CISV international

Nom du projet : Step Up

Le programme Step Up encourage les jeunes à jouer un rôle directeur dans la planification et l'organisation d'activités. Les participants et leurs dirigeants adultes utilisent l'éducation à la paix de CISV pour guider le thème du camp autour duquel ils prévoient leurs activités, notamment l'identité, la démocratie ou la protection de l'environnement. Les délégations Step Up proviennent de 9 pays et sont composées de 4 jeunes; 2 garçons et 2 filles, qui sont accompagnés d'un animateur adulte. Le camp est coordonné par des adultes.

Site web: <http://www.cisv.org/cisv-programmes/step-up/?CISV%20Step%20Up%20programme>

Manuels, Publications et Recherches

Organisation : AEGEE - Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe

Nom du projet : Civic Education Reloaded

Avec des partenaires extérieurs, y compris le Forum civique européen, AEGEE a établi une ébauche de projet pour « Civic Education Reloaded ». Ce projet vise à effectuer des recherches dans au moins 15 pays/régions européens soutenues ou réalisées par des autochtones, en vue de définir les problèmes dans la législation et la mise en oeuvre de l'éducation civique formelle, qui peut servir de base pour des propositions localisées pour des améliorations de l'éducation civique à l'avenir.

Site web: <http://www.zeus.aegge.org/portal/join-the-civic-education-working-group>:

Organisation : IFM-SEI - Mouvement international des Faucons - Socialist Educational International

Nom du projet : Manuel sur l'éducation à la paix

Fin 2015, l'année pour l'éducation à la paix d'IFM-SEI, IFM-SEI a publié un manuel d'activités pédagogiques basées sur l'éducation à la paix. Le manuel comporte des sections sur « comprendre le conflit », « transformer le conflit », et « faire la paix » proposant des activités pour tous les âges, et qui peuvent être utilisées en activités de nuit, dans des camps ou séminaires, en tant qu'animateur expérimenté, éducateur pair, ou animateur d'un atelier pour la première fois.

Site web : <https://issuu.com/ifm-sei/stacks/2cc5ef9659c443e9627a201de4b683b>

Organisation : OBESSU - Bureau d'Organisation des Syndicats Lycéens d'Europe

Nom du projet : Manuel pour lycéens

En 2006 OBESSU avait développé un manuel pour les lycéens qui a été révisé en 2015. Rédigé par et pour les lycéens, le manuel veut encourager la participation des lycéens en leur donnant des outils concrets et les connaissances nécessaires pour créer, diriger et développer une structure lycéenne démocratique. Ce manuel a été utilisé dans toute l'Europe par différents mouvements et organisations de lycéens pour tenter d'améliorer les systèmes éducatifs dans leurs pays.

Site web: http://issuu.com/obessu/docs/manual_for_school_students_-_final_/1?e=2975141/36521621

Organisation : EFIL - Fédération européenne pour l'apprentissage interculturel

Nom du projet : ACTIVE

Dans le cadre de leur projet ACTIVE, EFIL a produit un manuel d'activités comportant une série de 10 activités divisées dans le temps avant, pendant et après l'échange. Elles guident les participants de l'échange pour qu'ils amènent leurs compétences interculturelles etc au sein de leur famille d'accueil et communauté locale.

Site web: <http://afsactivecitizens.org/download/activemanual>

Ateliers de formation (internes aux membres ou externes)

Organisation : CEMEA Belgique

Nom du projet : Formation pour enseignants

CEMEA Belgique offre des formations de 2-3 jours pour aider les enseignants (et futurs enseignants) et les éducateurs dans le système scolaire à mettre en oeuvre et faciliter des structures scolaires participatives qui encouragent la citoyenneté active.

Site web: n/a

Organisation : EFIL - Fédération européenne pour l'apprentissage interculturel

Nom du projet : Plan de travail annuel « Education à la citoyenneté : pour un monde plus juste et pacifique »

En 2016, EFIL s'est concentré sur le sujet de l'éducation à la citoyenneté grâce au soutien financier du Fonds européen pour la Jeunesse. Dans le cadre de son plan de travail annuel, EFIL a dirigé 3 activités: 1) le projet ACTIVE dans le but de sensibiliser le réseau AFS au lien entre l'apprentissage interculturel et la citoyenneté active, 2) un rassemblement Volunteer Summer Summit réunissant 200 personnes et offrant des

ateliers et visites de terrain sur le sujet, 3)
Formation pour formateurs

Site web: <http://afsactivecitizens.org> et <http://efilsummersummit.org/2015/> (résultats)

Visites d'étude/de terrain pour approfondir un sujet spécifique et/ou une réalité

Organisation : Bayerischer Jugendring (Conseil de la Jeunesse de Bavière)

Nom du projet : Young Migrants on the Move in Europe

En 2015, le BJR a organisé une visite d'étude à Naples pour permettre à ses membres de mieux comprendre la situation de la migration pour les jeunes en Europe, d'apprendre différents modes de coopération et de travailler avec les réfugiés mineurs. Ils ont aussi organisé un voyage similaire dans le cadre du même projet dans les pays baltes pour mieux saisir l'héritage de l'occupation soviétique et de l'oppression dans la région.

Site web: <https://www.bjr.de/themen/internationales/veranstaltungen.html#c5113>

Organisation : European Students Union (ESU)

Nom du projet : Dirigeants étudiants pour les droits humains, la démocratie et la paix

L'Union des étudiants européens (ESU), en coopération avec le Département de la jeunesse du Conseil de l'Europe, organise régulièrement des sessions d'étude pour ses membres (mais aussi pour d'autres jeunes) sur divers sujets. En 2016, ESU a organisé la session « Dirigeants étudiants pour les droits humains, la démocratie et la paix » pour étudier comment développer l'enseignement supérieur en faveur de l'innovation démocratique et de l'inclusion sociale, et pour renforcer la capacité organisationnelle des représentants étudiants dans le domaine des droits humains, de la démocratie, de la paix et de l'égalité dans l'éducation, à l'aide d'approches non formelles et de l'apprentissage par les pairs.

Site web: <http://www.esu-online.org/news/article/6001/Call-for-participants-Study-Session-Student-leaders-for-human-rights-democracy-and-peace/>

Projets mondiaux/internationaux

Organisation : IFM-SEI - Mouvement international des Faucons - Socialist Educational International

Nom du projet : Partenariats pour la Participation

Le projet Partenariats pour la participation s'est déroulé pendant l'année 2015 et a renforcé notre travail de responsabilisation des jeunes pour qu'ils participent à la prise de décisions externes. Le projet a envoyé 10 volontaires SVE de nos organisations membres à travers le monde pour travailler avec des adolescents dans leurs communautés locales. Ils ont permis de promouvoir la participation active des enfants dans la prise de décisions et démontré que grâce à des structures participatives sûres et sensées, les adolescents peuvent travailler efficacement avec les décideurs pour faire entendre leurs opinions. A la fin du projet, nous avons produit un guide pour sensibiliser à l'importance de la participation des enfants et soutenir les éducateurs à responsabiliser les enfants et les jeunes pour qu'ils participent aux prises de décisions.

Site web: <http://ifm-sei.org/publications/partnerships-for-participation-handbook-on-child-participation>

Organisation : Fédération internationale pour les Echanges éducatifs d'enfants et d'adolescents

Nom du projet : CEMEA Sénégal

Grâce à son réseau international, FICEMEA peut créer des projets qui promeuvent et préconisent les valeurs de l'éducation et les méthodologies d'apprentissage actif dans de nombreux pays dans le monde. Par exemple, grâce au travail de son affilié CEMEA Sénégal, FICEMEA a dirigé une formation pour formateurs et promu la création de radios communales locales via lesquelles elle promeut les valeurs de solidarité, participation active et volontariat.

Site web: n/a

Conférences/Discussions ouvertes/Consultations

Organisation : Conseil national de la Jeunesse de Slovénie (MSS)

Nom du projet : « Mladi odlocajmo »

Dans le cadre du dialogue structuré de l'UE, MSS a mis en place un projet national de dialogue structuré pour les jeunes, les organisations de jeunesse et d'autres organisations qui travaillent avec les jeunes, des conseils de jeunesse de communautés locales et des autorités locales et nationales, en vue de réaliser des objectifs communs pour une meilleure inclusion des jeunes, axés sur leur employabilité et prise de conscience des compétences acquises. Dans la première partie des consultations, les étudiants sont invités à préparer des analyses de leur environnement local à l'aide d'une équipe de jeunes formateurs (2 pour 20 étudiants) et l'utilisation de méthodes et techniques non formelles pour motiver les jeunes à participer à une prise de décisions démocratique.

Site web: <http://mss.si/>

Organisation : Conseil national de la Jeunesse d'Arménie (ANSA)

Nom du projet : Discussion sur la nouvelle Constitution de la République d'Arménie

ANSA a été invité par le département éducatif du Parlement de la République d'Arménie à une discussion ouverte autour des différences entre la vieille et la nouvelle Constitution, en particulier par rapport à l'éducation. ANSA et ses membres ont eu l'opportunité de discuter et comparer les articles sur l'éducation pendant la semaine préparatoire, et pendant la réunion avec le représentant du département éducatif du parlement, ils ont eu une discussion sur les points qu'ils n'ont pas compris ou aimé.

Site web: <http://www.ansa.am/>

Organisation : Conseil tchèque des enfants et des jeunes (CRDM)

Nom du projet : « Vim proc volim » - je sais pourquoi je vote

« Je sais pourquoi je vote » était le nom d'une campagne nationale pour promouvoir la

participation civile des jeunes pendant les élections parlementaires tchèques, visant à encourager les jeunes de la République tchèque à participer à ces élections. Le projet a commencé par promouvoir les élections nationales en automne 2013 et a amené des analyses de manifestes de partis politiques, des discussions de politiciens avec les jeunes et la promotion des intérêts des jeunes auprès des partis politiques. Ensuite, cela a fait partie de la campagne plus vaste de la ligue des jeunes électeurs, le projet a pris la forme d'une série de 14 concerts dans plusieurs villes à travers la République tchèque. Ils ont eu lieu en avril et en mai, à la fois dans des clubs et lors de performances en plein air avec des groupes et DJ populaires. Le programme était accompagné d'une variété d'activités complémentaires, de discussions et d'ateliers organisés par des organisations sans but lucratif axées sur le travail de jeunesse.

Site web : <http://www.vimprocvolim.cz/>

Organisation : OBESSU - Bureau d'Organisation des Syndicats Lycéens d'Europe

Nom du projet : Droit à la représentation

La conférence Droit à la représentation, organisée en coopération avec Lietuvos moksleivi sąjunga (LMS) et le Fonds européen pour la Jeunesse du Conseil de l'Europe (FEJ) a eu lieu du 5 au 12 décembre à Vilnius. L'événement était un suivi de « visites d'étude » s'étant déroulées au Kosovo, à Prague et à Riga, où les sujets de la représentation et de la participation ont également été discutés. L'événement abordait plusieurs sujets y compris la façon de permettre aux lycéens d'activement participer à la vie démocratique de leur école et aussi dans la société plus large et de réfléchir à la façon de garantir et améliorer la participation des lycéens dans toutes les discussions et prises de décisions affectant leur vie.

Site web: <http://www.obessu.org/right-to-representation-the-last-activity-of-the-eyf-workplan-2014#more-7361/>

Plaidoyer

Organisation : AEGEE - Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe

Nom du projet : Civic Education Reloaded! - Initiative européenne des Citoyens

AEGEE prévoit de lancer une initiative européenne des citoyens sur l'augmentation de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes des institutions d'éducation formelle. De par cette initiative, ils veulent encourager la Commission européenne à établir un programme à long terme pour coordonner l'éducation à la citoyenneté parmi les Etats membres de l'UE, de sorte à ce que les concepts et valeurs européens soient enseignés aux citoyens et que les citoyens soient équipés des compétences pour activement participer à notre société démocratique et de manière responsable. Ils souhaitent également créer des indicateurs pour l'éducation civique en Europe, basés sur des objectifs à court et long terme. De par ces mesures, AEGEE veut que les jeunes deviennent des individus indépendants et informés dans la société, qui prennent des décisions basées sur la pensée critique, la participation démocratique et une compréhension commune des valeurs et principes européens.

Site web: <http://www.zeus.aegee.org/portal/working-groups-2/civic-education-working-group/>

Prix

Organisation : Organisation mondiale du Mouvement Scout

Nom du projet : Brevet Scouts du Monde

Le Brevet Scouts du Monde a été inauguré pour encourager une plus grande participation des Scouts Senior et Rover (15-26 ans) dans le développement de la société en les sensibilisant davantage aux questions globales touchant le monde aujourd'hui. Plutôt que de promouvoir la compétition, ce système renforce le sens de l'initiative des jeunes, leur épanouissement personnel et la responsabilité qu'ils assument de leur propre processus d'apprentissage.

Le Brevet est composé de deux volets : La Découverte des Scouts du Monde, un voyage de 7 jours pour acquérir une connaissance approfondie de l'un des thèmes, et identifier d'éventuelles solutions aux problèmes indiqués; et le Service volontaire des scouts du monde, une période

d'engagement personnel pour développer un projet communautaire sur l'un des sujets.

Site web: <https://www.scout.org/SWAward>

Partenariat entre prestataires d'éducation formelle et non formelle

Organisation : EFIL - Fédération européenne pour l'apprentissage interculturel

Nom du projet : Journée du Dialogue interculturel

La journée du Dialogue interculturel est une journée annuelle (le dernier jeudi de septembre) où AFS promeut le dialogue interculturel et la diversité grâce aux échanges de jeunes. Elle est organisée par des volontaires AFS de partout en Europe et s'adresse à des audiences publiques de façon interactive. Les volontaires de l'organisation organisent des événements dans les écoles sur l'éducation à la citoyenneté globale et interculturelle. L'objectif consiste à sensibiliser les élèves à la diversité et la tolérance, ainsi qu'à des questions concernant le vivre ensemble et la citoyenneté.

Site web: <http://www.efil.afs.org/projects/idd>

Organisation : AEGEE - Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe

Nom du projet : YOUrope needs YOU

« YOUrope needs YOU! » est un projet qui veut responsabiliser les étudiants du secondaire. Dans des ateliers interactifs, les membres de l'organisation partagent leur expérience de citoyens actifs, leur satisfaction de projets réussis, de la beauté du volontariat et de leur contribution à la société. Le but des ateliers est d'augmenter les connaissances des étudiants du secondaire à propos de l'Europe, des valeurs européennes, des questions européennes, et de les motiver à agir en faveur de leurs écoles, de la société, et de les maintenir informés sur toutes les possibilités que l'Europe peut leur offrir.

Les activités du projet consistent principalement à développer du matériel didactique pour les étudiants, à organiser des ateliers dans les écoles à travers l'Europe (les organisations d'AEGEE sont

celles qui prennent contact et convainquent les écoles de réaliser des ateliers avec elles) et des sessions pour formateurs (en vue de former des animateurs de futurs ateliers).

Site web: <http://www.aegEE.org/projects/yourope-needs-you>

Lecture approfondie et ressources pédagogiques

Ci-dessous, une liste de documents (politiques) et articles clés (principalement en anglais) envoyés par certaines de nos organisations membres concernant l'éducation à la citoyenneté, y compris certains des guides et manuels qu'elles ont créés sur le sujet. Ces documents sont très utiles pour comprendre la vision qu'ont les organisations de jeunesse de l'éducation à la citoyenneté et une source excellente d'activités et méthodologies pour d'autres organisations susceptibles de s'intéresser au sujet.

Nous avons également pris la liberté d'inclure quelques ressources d'institutions comme le Conseil de l'Europe ou l'UNESCO en vue de souligner leurs contributions à ce domaine également.

**** De nos organisations membres**

ATD Quart Monde

Documents politiques

Charte du croisement des savoirs et des Pratiques
http://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2015/07/Charte_du_Croisement_des_Savoirs_et_des_Pratiques.pdf

Guides et Manuels:

Faire des droits de l'homme une réalité pour les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté: manuel pour la mise en oeuvre des principes directeurs de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme

http://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2015/09/2015-09-01-PrincpDirEPDH-Manuel-FR-ATD_FI_Handbook_French_WEB.pdf

Association nationale des Etudiants arméniens (ANSA)

Guides et manuels

Play it Fair toolkit: Human Rights Education toolkit for Children
https://equitas.org/wp-content/uploads/2010/11/2008-Play-it-Fair-Toolkit_En.pdf

ACTIVE - Sobriété, Amitié et Paix

Guides et Manuels

The Advocacy Toolkit: Getting You Started in Political Work
http://www.activeeurope.org/attachedFiles/Advocacy_Toolkit.pdf

Assemblée des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe (AEGEE)

Guides et Manuels

YOUrope needs YOU!

<https://issuu.com/aegee-europe/docs/youropeneedsyou>

Guide NFE: *The Impact of Non-Formal Education on Young People and Society*

https://issuu.com/aegee-europe/docs/nfe_book

Don Bosco Youth-net ivzw (DBYN)

Documents politiques:

Few words and a lot of action: an introduction to the working style of Don Bosco Youth Net

<http://www.donboscoyouth.net/few-words-and-a-lot-of-action.html>

Conseil tchèque des enfants et des jeunes (CRDM)

Guides et manuels:

Methodicky Portal: Databases of pedagogical methods www.rvp.cz, www.varianty.cz/publikace
www.variant.cz/methodicke-listy

Union des Etudiants de l'Europe (ESU)

Documents politiques

Document politique sur la responsabilité publique de l'éducation

<https://www.esu-online.org/wp-content/uploads/2016/07/Public-Responsibility-Policy-paper.pdf>

Fédération européenne pour l'apprentissage interculturel (EFIL)

Guides et manuels:

ACTIVE Manual for Activities - <http://afsactivecitizens.org/download/activemannual/>

Promoting Citizenship in Europe: A training manual
http://www.efil.afs.org/documents/site_14/category_141/Promoting_Citizenship.pdf

Fédération internationale des mouvements catholiques d'action paroissiale (FIMCAP)

Guides et manuels:

Partnerships for Participation : Child participation handbook - https://issuu.com/ifm-sei/docs/p4p_web

All Together : Making inclusion Happen :
https://issuu.com/ifm-sei/docs/ifm-sei_peace_education_handbook_v1

Bureau d'Organisation des Syndicats Lycéens d'Europe (OBESSU)

Documents politiques :

Prise de position sur la participation démocratique
<http://www.obessu.org/wp-content/uploads/Democratic-Participation-Position-Paper-GA2013.pdf>

Participation and Democracy : A legal framework for School Student Rights - <https://issuu.com/obessu/docs/expo>

Guides et manuels :

Active citizenship : Showing action in school
https://issuu.com/obessu/docs/2006_publication_on_active_citizenship

Manual for School Students: Towards new Horizons
https://issuu.com/obessu/docs/manual_for_school_students_final

Organisation mondiale du Mouvement Scout (OMMS)

Documents politiques:

Global Citizenship Education: Study of the Ideological bases, historical development,

international dimension and values and practices of World Scouting

<http://www.tesisenred.net/bitstream/handle/10803/7243/tevang2of4.pdf?sequence=6>

Guides et manuels:

Brevet Scouts du monde : Manuel de déploiement à l'attention des OSN
https://issuu.com/worldscouting/docs/swa_manual_col_french

** Des institutions

Conseil de l'Europe

Documents politiques :

Compétences pour une culture de la démocratie - Vivre ensemble sur un pied d'égalité dans des sociétés démocratiques et culturellement diverses (2016)

<https://book.coe.int/eur/fr/education-aux-droits-de-l-homme-education-interculturelle/6919-competences-pour-une-culture-de-la-democratie-vivre-ensemble-sur-un-pied-degalite-dans-des-societes-democratiques-et-culturellement-diverses.html>

Guides et manuels:

TASKs for Democracy: 60 Activities to learn and assess transversal attitudes, skills and knowledge
http://www.coe.int/t/dg4/education/pestalozzi/Source/Documentation/Pestalozzi4_EN.pdf

Tous différents, tous égaux, Kit pédagogique
http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/archives/educational_resources/education_pack/Kit%20pedagogique.pdf

Repères: manuel pour l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes
<http://www.coe.int/fr/web/compass>

Repères Juniors: manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les enfants
<http://www.eycb.coe.int/compasito/fr/>

Parole aux Jeunes! Manuel sur la charte révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale
http://www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Resources/Publications/Have_your_say_fr.pdf

Malette ECD-EDH - toutes les publications du CoE sur l'éducation aux droits de l'homme
<http://www.coe.int/fr/web/edc/edc/hre-pack>

Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe

Guides et Manuels:

Guide pratique sur l'éducation à la citoyenneté mondiale

http://www.nscglobaleducation.org/images/Resource_center/GE_Guidelines_French.pdf

Partenariat Jeunesse UE-CoE

Guides et manuels :

T-Kit n°7 - En chantier: la citoyenneté, les jeunes et l'Europe

http://pip-eu.coe.int/documents/1017981/7110684/Tkit7_FR.pdf/d06dfc01-7e25-4132-99e1-2489daef521a

UNESCO

Guides et manuels:

UNESCO's Work on Education Peace and Non-Violence =: Building Peace through Education -

<http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001607/160787e.pdf>

Peace Education: Framework for Teacher Education

<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001502/150262e.pdf>

Base de données de l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale

<http://fr.unesco.org/ecm/ressources>